historia.fr

Historia

Avril 2018

DOSSIER SPÉCIAL



Chers Parents le 10. mars 1961
Me voici donc sur cette terre algérienne déchirée mais riche d'espoirs.



Guerre d'Algérie

PAROLES DE SOLDATS



ALL 7,20 € / BEL 6,70 € / ESP 6,70 € / GR 6,70 € / ITA 6,70 € / LUX 6,70 € / PORT-CONT 6,70 € / CH 11 FS / DOM/S 6,70 € / MAY 8,10 € / TOM-A 1570 XPF / TOM-S 880 XPF / MAR 60 DH / TUN 7,00 TND / CAN 9,99 $ CAN

Historia

8, rue d'Aboukir, 75002 Paris.
www.historia.fr – Tél. : 01 70 98 19 19.
Pour joindre votre correspondant, veuillez composer le 01 70 98 suivi des quatre chiffres figurant à la suite de chaque nom.

Pour toute question concernant votre abonnement : Tél. 01 55 56 70 56.
Historia service abonnements, 4, rue de Mouchy, 60 438 Noailles Cedex. E-mail : abo.historia@groupe-gli.com
Tarifs France : 1 an, 10 nos + 1 no double *Historia* : 60 € ; 1 an, 10 nos + 1 no double Historia (mensuel) + 6 *Historia Spécial* (bimestriel) : 88 €.
Tarifs pour l'étranger : nous consulter.

Anciens numéros : Sophia Publications, BP 65, 24, chemin Latéral, 45390 Puiseaux. Tél. : 02 38 33 42 89.

Président-directeur général et directeur de la publication : Claude Perdriel.
Directeur général : Philippe Menat.
Directeur éditorial : Maurice Szafran.
Directeur éditorial adjoint : Guillaume Malaurie.
Directeur délégué : Jean-Claude Rossignol.

RÉDACTION
Rédacteur en chef : Éric Pincas (19 39).
Rédacteur en chef adjoint chargé des Spéciaux : Victor Battaggion (19 40). **Assistante :** Florence Jaccot (19 23).
Secrétaires de rédaction : Alexis Charniguet (19 46) ; Xavier Donzelli (19 45) ; Jean-Pierre Serieys (19 47).
Directeur artistique : Stéphane Ravaux (19 44).
Rédacteur graphiste : Nicolas Cox (19 43).
Rédactrices photo : Ghislaine Bras (19 42), Anne-Laure Schneider (19 07).
Conception graphique : Dominique Pasquet.
Comité éditorial : Olivier Coquard, Patrice Gélinet, Catherine Salles, Thierry Sarmant, Laurent Vissière.
La rédaction est responsable des titres, intertitres, textes de présentation, illustrations et légendes.
Responsable administratif et financier : Nathalie Tréhin (19 16) ; comptabilité : Teddy Merle (19 18).
Directeur des ventes et promotion : Valéry-Sébastien Sourieau (19 11) ;
Ventes messageries : À juste titres – Benjamin Boutonnet – Réassort disponible : www.direct-editeurs.fr – 04 88 15 12 41.
Agrément postal Belgique n° P207 231.
Diffusion libraires : Pollen/Dif'pop'.
Tél : 01 43 62 08 07 - Fax : 01 72 71 84 51.
Responsable marketing direct : Linda Pain (19 14).
Responsable de la gestion des abonnements : Isabelle Parez (19 12).
Communication : Marianne Boulat (06 30 37 35 64).
Fabrication : Christophe Perrusson.
Activités numériques : Bertrand Clare (19 08).

RÉGIE PUBLICITAIRE
Mediaobs – 44, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 Paris. Fax : 01 44 88 97 79.
Directeur général : Corinne Rougé (01 44 88 93 70, crouge@mediaobs.com).
Directeur commercial : Christian Stéfani (01 44 88 93 79, cstefani@mediaobs.com).
Publicité littéraire : Pauline Duval (01 70 37 39 75, pduval@mediaobs.com). www.mediaobs.com
Impression : G. Canale & CSPA, via Liguria, 24, Borgaro T. se 10071, Turin (Italie).
Imprimé en Italie/Printed in Italy. Dépôt légal : avril 2018.

Commission paritaire : n° 0321 K 80413.
ISSN : 1270-0835. *Historia* est édité par la société Sophia Publications.
Ce numéro contient un encart abonnement *Historia* sur les exemplaires kiosque France et étranger (hors Suisse et Belgique), un message abonnement *Sciences & Avenir* sur les abonnés.

PHOTOS DE COUVERTURE : Gusman/Leemage.

Origine du papier : Italie - Taux de fibres recyclées : 0% - Eutrophisation : PTot = +0,009kg/tonne de papier - Ce magazine est imprimé chez G. Canale & C. (Italie), certifié PEFC







ÉDITO


GHISLAINE BRAS

PAR ÉRIC PINCAS

TÉMOIGNER POUR SE LIBÉRER

Avoir 20 ans dans les Aurès… En 1972, dix ans après les accords d'Évian, qui mirent un terme au conflit algérien, les Français découvrent ce film de René Vautier mettant en scène de jeunes appelés insoumis transformés en redoutables soldats. Aujourd'hui, son titre est une expression entrée dans le langage courant pour désigner cette jeunesse aux souvenirs brûlés par le soleil d'Algérie pendant que les plus chanceux, en métropole, s'échauffaient l'esprit au rythme du rock'n'roll, en écoutant *Salut les copains*. Parmi ces deux millions de soldats, la loi du silence fut longtemps de mise, fidèle à la tradition de la « grande muette ». Au fil des années, des brèches se sont fait jour. Insuffisantes toutefois pour soutirer des témoignages à ceux dont l'âme fut brisée par la violence du conflit. Quant aux autres, comment pouvaient-ils prétendre être entendus par des parents ou des grands-parents qui avaient connu l'horreur des deux guerres mondiales et qui ne mesuraient pas la réalité du conflit algérien ? Depuis une quinzaine d'années, encouragée par les historiens et les associations d'anciens combattants, la parole se libère. Tramor Quemeneur, ancien élève de Benjamin Stora, recueille depuis vingt ans des témoignages d'appelés, qu'ils aient été partisans de l'Algérie française ou favorables à l'indépendance…

COMMENT ÊTRE ENTENDU PAR DES PARENTS QUI ONT CONNU L'HORREUR DES DEUX GUERRES MONDIALES ?

La force du témoignage est de rendre compte du ressenti des soldats, de leurs émotions, de leur quotidien, de leur angoisse, de leur colère, de leur révolte, parfois de leur fierté ou de leur honte. C'est aux lendemains de la Grande Guerre que le témoignage est devenu un outil indispensable au travail de l'historien : correspondances, carnets de route, journaux intimes sont apparus comme des documents précieux, pourvu qu'ils soient étudiés avec la distance nécessaire et remis en perspective à la lumière des événements. Les précautions à prendre valent aussi pour le témoignage oral afin d'éviter la reconstruction mémorielle. Une démarche critique s'impose alors au chercheur. Avec Tramor Quemeneur, nous vous proposons une sélection de témoignages exceptionnels passés au filtre de la rigueur scientifique. Une immersion dans le conflit algérien empreinte de complexité, de paradoxe et de souffrance par la seule force des mots. ◆

POUR CONTACTER LA RÉDACTION, adressez votre courrier électronique à **redaction@historia.fr**

MAI 68 RACONTÉ PAR PATRICK ROTMAN DANS LA SORBONNE ET À L'ÉLYSÉE...



RECOMMANDÉ PAR
Historia

ALBUM DISPONIBLE AU RAYON BD

Seuil Delcourt

historia.fr
Historia

SOMMAIRE N° 856 / Avril 2018


BARBARA BOUYNE / CHÂTEAU D'AMBOISE/J. DE SERRES / DR

8

ENTRETIEN

8 **ANNÉES DJEBEL, L'HISTOIRE ET LES MÉMOIRES D'UN CONFLIT**
Benjamin Stora et Tramor Quemeneur reviennent sur la guerre d'Algérie et son souvenir en France.

12

MÉMENTO

12 L'armée fantôme de l'émir.
17 **La chronique** *d'Emmanuel de Waresquiel*

18

DOSSIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE
Le conflit, éclairé par des lettres d'appelés, des tracts, des témoignages de l'époque.
Tramor Quemeneur
20 **L'appel**
22 **Départ pour l'inconnu**
24 **À l'arrivée, le choc de la découverte**
26 **La guerre**
28 **Le quotidien du soldat**
30 **Violences**
33 **L'impossible bilan humain**
35 **Soigner, enseigner… pacifier**
38 **La photo et le pinceau pour seules armes**
40 **Refuser la guerre**
43 **Vers une scission de l'armée ?**
45 **Le cessez-le-feu et l'indépendance**
48 **Ils ont « fait » l'Algérie**
50 **Le retour**

CONTRIBUTEURS


H. ASSOULINE/OPALE/LEEMAGE

EMMANUEL DE WARESQUIEL Historien spécialiste de la période napoléonienne et de la Restauration, biographe de Talleyrand et de Fouché, il a signé, en 2017, *Fouché : dossiers secrets* (Tallandier).


DR

TRAMOR QUEMENEUR Enseignant à Paris 8 et auteur d'une thèse remarquée : *Une guerre sans « non » ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*.


DR

JEAN-PAUL MARI Grand reporter au *Nouvel Obs* pendant trente ans, Prix Albert-Londres. Ses reportages l'ont conduit sur toutes les zones de conflit, plus particulièrement autour de la Méditerranée.


DR

NEDJIB SIDI MOUSSA Docteur en science politique, il a récemment publié *La Fabrique du musulman : essai sur la radicalisation et la confessionnalisation de la question sociale* (Libertalia, 2017).

Historia
historia.fr

SOMMAIRE N° 856 / Avril 2018



MARC GARANGER



WWW.PHILIPPELEVY.NET/SP



MICHAEL RUNKEL - WWW.AGEFOTOSTOCK.COM

54 RÉCITS

54 **UN « ART FRANÇAIS DE LA GUERRE »**
Tramor Quemeneur
58 **GAGNER LES CŒURS ET LES ESPRITS…**
Tramor Quemeneur
62 **LA « BLEUITE », MAL MORTEL DU FLN**
Jean-Paul Mari
68 **MÉMOIRES D'APPELÉS, MÉMOIRES BLESSÉES**
Tramor Quemeneur

72 CULTURE

72 **EXPOS**
Pasteur : les microbes ne lui disent pas merci !
Joëlle Chevé
76 **ÉCRANS**
Un thriller préhistorique, des sorties cinéma et un jeu vidéo.
80 **LIVRES**
La sélection spécial Algérie et des polars, des essais, CD audio et BD…
90 **VOYAGE**
Les mille et une vies d'une capitale méditerranéenne.
Samia Ouidir
94 **GASTRONOMIE**
Prenez-en de la graine !
Patrick Rambourg
96 **MOTS CROISÉS**
98 **La chronique** de Guillaume Malaurie

CONTRIBUTEURS



GIL LEFAUCONNIER

JOËLLE CHEVÉ Historienne, spécialiste du Grand Siècle, elle vient de publier *L'Élysée au féminin de la IIe à la Ve République : entre devoir, pouvoir et désespoir* (Le Rocher, 2017).



DR

ISABELLE MITY Professeur agrégé d'allemand à l'université Paris Dauphine et auteur d'une thèse consacrée à la perception des villes allemandes à l'ère de l'urbanisation (1850-1914).



DR

SAMIA OUIDIR Architecte et diplômée d'un master 2 « Méditerranée, Maghreb, Europe » à Paris 8, elle a grandi et vécu à Alger, ville dont elle nous offre un portrait.



GIL LEFAUCONNIER

PATRICK RAMBOURG Historien des pratiques culinaires et alimentaires, il enseigne à Paris 7, et est aussi l'auteur du superbe ouvrage *L'Art et la Table* (Citadelles et Mazenod, 2016).



MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION

EXPOSITION 13.03 / 26.08.18

MONDES TSIGANES
LA FABRIQUE DES IMAGES

Une histoire photographique, 1860-1980

PALAIS DE LA PORTE DORÉE • 293, avenue Daumesnil 75012 Paris • **Métro 8** • **Tramway 3a** • **Porte Dorée** • **www.histoire-immigration.fr**

ENTRETIEN

Pour ce numéro spécial sur la guerre d'Algérie, Benjamin Stora et Tramor Quemeneur, spécialistes de la « guerre sans nom », reviennent sur cette période cruelle, qui hante encore les mémoires de part et d'autre de la Méditerranée.



ANNÉES DJEBEL

L'Histoire et les mémoires d'un conflit

HISTORIA - Quelle est la situation lors du retour au pouvoir de De Gaulle en mai 1958 ?

BENJAMIN STORA – Du point de vue des Algériens, il y a un épuisement des maquis de l'intérieur. La direction politique du FLN hésite à négocier, tandis que les divisions internes se traduisent par l'assassinat d'Abane Ramdane [surnommé « l'architecte de la Révolution », il joua un rôle clé dans l'organisation de l'insurrection] en décembre 1957. Du côté français, les appelés, envoyés en Algérie depuis 1956, sont las de ce conflit qui ne dit pas son nom. Ce contexte nourrit une grande inquiétude dans la métropole, qui encourage l'opposition à la guerre d'Algérie. Les jeunes Français sont partis pour une cause qu'on n'arrive plus très bien à identifier. C'est dans ce cadre-là que je vois l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle : il soulève l'espoir d'arriver à une solution. La bataille d'Alger [janvier-octobre 1957], le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef [base arrière du FLN], en février 1958, le cycle d'actions-représailles n'ont débouché sur aucun résultat tangible. Comme chez les conscrits, la lassitude des partis politiques, de droite comme de gauche, les amène à rechercher un homme providentiel. Situation exacerbée par une crise à gauche, où la SFIO se retrouve affaiblie par les scissions. Quant au PCF, premier parti de France, il s'enfonce dans la crise, touché par le départ ou l'exclusion de ses intellectuels.

Pendant ce temps, le monde change. Ces jeunes, c'est la génération rock and roll.

TRAMOR QUEMENEUR – Oui, mais la société française reste largement rurale. Pour certains de ces jeunes, le conflit leur permet de quitter, pour la première fois, leur province. On le voit aussi dans les lettres, c'est une société encore croyante, catholique, éventuellement communiste. En revanche, pour la frange étudiante, urbaine, oui, on commence à distinguer des bouleversements.



NOUVELLE DONNE
Benjamin Stora (à g.), président de l'Établissement public du palais de la porte Dorée – dont dépend le musée de l'Immigration –, et Tramor Quemeneur (à dr.), enseignant à l'université Paris 8.

Dans quel état d'esprit ces jeunes Français découvrent-ils l'Algérie ?

B. S. – En 1958, la société est encore patriotique, pétrie par le souvenir des conquêtes napoléoniennes et des grandes figures nationalistes. La société française demeure traditionnelle, mais nourrit en même temps une grande foi dans le progrès. Le choc, pour les appelés arrivés en Algérie, c'est de constater que l'Algérie, ce n'est pas tout à fait la France. Ils le disent tous. Certains toponymes et bâtiments semblent familiers – l'allée des Platanes, la mairie, l'église, le monument aux morts – Mais, dès qu'ils s'éloignent d'Alger ou d'Oran, cette illusion se dissipe très vite.

Mais, en 1958, pensent-ils vraiment devoir faire la guerre ?

T. Q. – Oui, car le véritable tournant a eu lieu deux ans plus tôt, avec le choc de l'embuscade de Palestro. L'illusion d'un service militaire normal disparaît: les gamins prennent conscience que l'on meurt là-bas, et la peur gagne toute la société.

B. S. – Au fond, en 1956, ils ne savent pas grand-chose de l'Algérie. Deux ans plus tard, il y a moins de naïveté – même si, en 1958, l'opinion demeure sous-informée par les médias et si le courrier des appelés est censuré. La première affaire qui va sortir, c'est le dossier Müller, un témoignage accablant publié le 15 février 1957 par *Témoignage chrétien*. C'est un choc. On y découvre les « corvées de bois », la torture, l'opposition des populations… D'autres récits, la même année – ceux de Robert Bonnaud et Georges Mattéi –, sont portés à la connaissance du public. J'ajoute qu'un autre tournant, en termes d'impact sur le public français, c'est, en 1958, la publication du livre d'Henri Alleg, *La Question* (1958). L'appareil communiste s'empare de l'ouvrage – qui sera rapidement interdit – et en fait un best-seller. Car jusque-là, la censure pesait lourdement sur la presse et le cinéma. La télévision, avec sa chaîne unique, et la radio sont totalement sous contrôle. Après 1958, Europe 1 et RTL – notamment avec le reporter Yves Courrière, son correspondant en Algérie – vont accroître leur audience en décrivant la situation sur le terrain.

Et les appelés, parlaient-ils, eux aussi, des réalités de la guerre ?

T. Q. – Les permissionnaires se livrent, mais leur témoignage demeure cantonné au cercle familial. Et encore… ils s'autocensurent pour ne pas inquiéter la famille. D'autre part, le poids de la tradition les écrase : le service militaire reste très ancré dans la société française, à droite comme à gauche, et demeure un rite de passage, surtout pour les grands-pères, qui ont connu la Première Guerre mondiale, et les parents, qui ont vécu la Seconde… Ces jeunes sont, grosso modo, dans le sens d'une continuité. Mais le choc, provoqué par le décalage entre ce qu'ils ont vécu et l'évolution de la société française est énorme. En permission, c'est donc, pour beaucoup, le silence. Puis ils retournent en Algérie avec un très grand sentiment d'incompréhension – qui naît donc avant même leur démobilisation. Il y a une accumulation de non-dits, dont ils ne peuvent ni ne veulent parler – de surcroît dans une société qui s'obstine à ne pas considérer le conflit comme une vraie guerre. Les appelés brandissent le slogan « La quille, bordel ! », ils veulent en finir avec cette guerre. D'où le triomphe du référendum sur l'autodétermination en Algérie, lancé, en 1961, par le général de Gaulle. ›››


BARBARA BOUYNE

ENTRETIEN

›› **Les officiers étaient-ils dans un état d'esprit différent ?**

T. Q. – Les officiers du contingent sont assez proches de leurs camarades. On en voit certains éviter d'appliquer des mauvais traitements à leurs prisonniers. D'autres officiers étaient « Algérie française » mais opposés à la torture, désireux de mener une guerre « propre ». Ils étaient nombreux, mais leur voix n'était pas audible au moment des événements.

B. S. – Chez les officiers supérieurs régnait l'idée d'un « Plus jamais Diên Biên Phu, on s'est fait avoir, on a été trahis ». Mais ils sont aussi persuadés que, pour l'emporter, il faut gagner le cœur des populations : une Algérie nouvelle passe par l'égalité.

La mémoire de l'Occupation imprègne-t-elle alors les appelés ?

T. Q. – Une minorité d'appelés fait l'analogie entre les maquisards algériens et les résistants français. Chez les officiers, certains sont devenus de farouches partisans du fascisme, avec des réseaux au sein de l'armée qui portent cette idéologie, qui ont drainé anciens collaborationnistes, poujadistes – et Le Pen. Il s'est opéré une renaissance d'une extrême droite qui était jusque-là complètement laminée.

Il est important aujourd'hui de mettre en lumière les témoignages des anciens d'appelés…

B. S. – Oui, d'autant que l'on parle peu des appelés, alors que l'on évoque beaucoup d'autres témoins du drame algérien, les pieds-noirs, les harkis…

T. Q. – La mémoire des appelés, ou des enfants d'appelés, a été effectivement peu sollicitée, alors que ces soldats forment une génération entière – de surcroît souvent traumatisée. Des films majeurs leur ont été consacrés, comme *Avoir 20 ans dans les Aurès* (1972), *R.A.S.* (1973) ou le récent *L'Ennemi intime* (2007) –, mais ils restent des exceptions. De même, en littérature, peu d'œuvres sont consacrées au vécu des appelés – il y a certes le premier livre d'Alexis Jenni, *L'Art français de la guerre* (prix Goncourt 2011), mais qui concerne davantage la guerre d'Indochine que celle d'Algérie. Dans la bande dessinée, c'est surtout la parole des pieds-noirs ou des enfants de pieds-noirs qui est mise en scène. De bonnes pièces de théâtre sur les appelés du contingent ont été écrites, comme *Les Culs de plomb*, d'Hugo Paviot.

Les associations d'anciens appelés jouent-elles ce travail de mémoire ?

T. Q. – La FNACA [Fédération nationale des anciens combattants de Tunisie, d'Algérie, du Maroc], la plus importante, compte encore plus de 300 000 adhérents. Parmi eux, beaucoup ont le sentiment d'être incompris et nourrissent encore un profond sentiment d'aigreur et d'incompréhension : pensez que certains de leurs camarades sont rentrés au pays dans un cercueil, sans même être enterrés avec les honneurs militaires ou avec une représentation officielle. De plus, les survivants ont dû attendre 1974 pour obtenir une carte de combattant. Le Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie, quai Branly, à Paris, date de 2002. C'est « leur » mémorial, même si tous les noms des tués durant le conflit ne sont pas répertoriés. Ce travail a été mal géré par la République : au niveau officiel, on compte plus de 23 000 morts, mais d'autres sources montent aujourd'hui à plus de 28 000.

Quels sont les rapports de la FNACA avec les organisations pied-noires ?

T. Q. – Un ressentiment à l'égard des pieds-noirs perdure chez beaucoup de ces anciens combattants. Une image qui revient chez eux, c'est le colon grand propriétaire, exploitant durement les Algériens et méprisant les appelés du contingent. D'autre part, l'appelé – qui se désignait « péquin de base » –, côtoyait parfois des pieds-noirs issus des classes supérieures, proches des officiers militants de l'Algérie française. Et on se retrouvait avec les officiers et les pieds-noirs d'un côté, les appelés du contingent de l'autre. Cette division demeure aujourd'hui ancrée dans les esprits.

Depuis quand travaillez-vous sur les témoignages d'anciens appelés ?

T. Q. – Cela fait vingt ans que j'accumule des documents émanant d'appelés opposés ou non à la guerre, de militaires de carrière, de pieds-noirs… À la fin des années 1990, quand j'ai commencé ma thèse [*Une guerre sans « non » ? Insoumissions, refus d'obéissance et désertions de soldats français pendant la guerre d'Algérie*, soutenue en 2007], j'ai commencé à enregistrer des témoignages oraux. Un certain nombre de personnes se livraient pour la première fois. Un sentiment général ressort, celui d'être incompris, de ne jamais avoir été entendu. Des gens sortaient ce qu'ils avaient sur le cœur, sans en avoir jamais fait part à leur entourage. Le sentiment traumatique n'est pas négligeable. Parler de la guerre réveillait des cauchemars. Pour certains, on sent bien que c'est resté l'obsession de leur vie.

Ces blessures psychiques ont-elles été ignorées par les autorités ?

T. Q. – Il n'y a eu aucune prise en charge psychologique – elle n'a été mise en place pour les militaires qu'à partir de la guerre du Viêt Nam. Les appelés masquaient ces blessures sous le terme de « cafard », qui cache de profondes déprimes. Par exemple, les suicides ont été complètement occultés dans les archives militaires. Les archives personnelles, lettres, journaux intimes sont ici fondamentales.

Comment appréhendez-vous ces témoignages forts, mais très personnels, de manière « critique », comme pour tout document historique ?

T. Q. – Les archives personnelles, qui complètent les sources officielles, sont faillibles, car un appelé qui écrit à ses parents ne va pas forcément tout dire. Certains vont tenir un journal intime où ils peuvent davantage se livrer. De plus, le témoignage oral, qui intervient plus d'un demi-siècle après les faits, va gommer – ou faire ressurgir – un certain nombre de faits.

Et qu'en est-il des sources officielles ?

T. Q. – J'ai travaillé sur des rapports d'interrogatoires où, vraisemblablement, la personne qui parle a été torturée. Il est alors extrêmement compliqué d'analyser les faits rapportés, dans la mesure où la personne cherche à mentir, à cacher des informations, voire à livrer des indications fausses. Il faut alors se pencher sur la production de cette archive, puis croiser les informations pour trier le vrai du faux. Dans les services de renseignements militaires, on se rend aussi compte qu'ils peuvent complètement se tromper, être en deçà de la vérité ou, au contraire, multi-

plier les élucubrations sur le passé militant de tel ou tel suspect. Prenons le « scandale des fiches » en Suisse. Pendant la guerre froide, les polices fédérales et cantonales suisses ont surveillé 90 000 personnes – soit un Suisse sur 20 et un étranger sur 3. Lorsque l'affaire a éclaté en 1989, un tiers des personnes ont demandé l'accès à leur dossier personnel – qui était tissé d'erreurs et de on-dit.

Donc, même des documents émanant de services très officiels peuvent se révéler complètement bidon. Autre exemple, le procès, en 1960, du réseau Jeanson [un groupe de soutien au FLN], qui pose la question de la désobéissance de la troupe. Le ministère des Armées avait demandé d'enquêter sur l'état d'esprit des troupes sur le terrain. On s'aperçoit que, au fur et à mesure que les informations remontaient vers Paris, elles étaient gommées ou déformées. Au final, les impressions émanant prétendument des hommes du rang ne reflétaient que les opinions des officiers ayant rédigé les rapports. Ces biais sont aussi présents dans les enquêtes menées sur l'état d'esprit des populations algérienne et européenne ; les officiers du renseignement, qu'ils soient partisans de l'Algérie française ou pas, retravaillaient les textes selon leurs convictions.

Des témoignages vous ont-ils permis de dégager de nouveaux axes de recherche ?

T. Q. – La guerre a, par exemple, été l'occasion pour de nombreux soldats de découvrir l'Algérie. Dans le livre que j'ai écrit avec Slimane Zeghidour [*L'Algérie en couleurs, 1954-1962 : photographies d'appelés pendant la guerre*, Les Arènes, 2012], on s'aperçoit que les appelés du contingent sont à l'origine d'un immense travail ethnographique sur l'Algérie. Je travaillais encore récemment sur le témoignage de Claude Cornu, mobilisé à 23 ans *(lire p. 38-39)*. Il s'est retrouvé deux ans, de 1958 à 1960, dans un poste implanté au cœur des Aurès, l'un des endroits les plus dangereux du conflit.

Désireux de ne « jamais tuer », il va aller à la rencontre de la population algérienne et se lier d'amitié avec les villageois qui vivent près de sa base. Cornu ne veut pas participer à la guerre. Il va peindre et dessiner toutes les personnes qu'il rencontrera. Finalement, on a ici un témoignage d'humanité en plein cœur du conflit. Ces traces de bienveillance, voilà ce qui m'intéresse le plus…

Une nouvelle association, lancée en décembre dernier et à laquelle vous participez, tente d'établir un regard croisé sur ce conflit…

T. Q. – L'Espace national histoire et mémoires guerre d'Algérie réunit un public d'origines variées – témoins des deux camps, historiens, enseignants, artistes… – et promeut la recherche et la transmission d'une histoire objective. Cette nouvelle association n'entend pas se substituer aux autres, mais se donne pour vocation d'être un lieu de réflexion et d'échanges rassemblant les différentes mémoires de la guerre d'Algérie. En somme, fournir un portail par rapport à la guerre d'Algérie. Nous recueillons des témoignages, des archives, et rendons compte du travail de production historique, mémoriel et de ses débouchés dans le monde artistique. Le travail que j'avais mené avec Benjamin Stora [*Algérie, 1954-1962 : lettres, carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre*, Les Arènes, 2012] allait déjà un peu dans ce sens. Cet ouvrage d'historiens, mais à destination du grand public, avait touché beaucoup de monde. Croisant les regards, sans parti pris, il rendait compte, au travers d'archives et de témoignages, des trajectoires et des parcours individuels. Ce livre fédérait.



> D'UN CÔTÉ, IL Y AVAIT LES OFFICIERS ET LES PIEDS-NOIRS ; DE L'AUTRE, LES APPELÉS DU CONTINGENT, QUI S'APPELAIENT LES 'PÉQUINS DE BASE'. CETTE DIVISION RESTE AUJOURD'HUI ANCRÉE DANS LES ESPRITS

La parole se libère-t-elle aussi du côté algérien ?

T. Q. – Au même titre qu'en France, mais de manière différente. Beaucoup d'anciens moudjahidin écrivent leurs témoignages. Les maisons d'édition algériennes, très actives, ont permis de diffuser de nombreux récits d'anciens combattants. Par contre, les historiens algériens rencontrent encore des difficultés pour traiter cette masse de sources. Il y a aussi des problèmes de fonctionnement au sein de l'Université, mais on voit cependant émerger une école historique algérienne.

A-t-on encore beaucoup de choses à apprendre sur la guerre d'Algérie ?

T. Q. – Assurément. Il reste encore des masses d'archives et de thématiques à traiter. Je crois qu'il y a encore beaucoup de choses à dire – par exemple, sur la répression, avec l'usage des mines ou l'emploi du napalm… Une dimension nouvelle, monographique, apparaît : retracer « comment ça s'est passé à tel endroit » ; mettre au jour les interactions et les conflits qui se jouaient dans telle ou telle localité. Je me penche actuellement sur le travail du fils d'un sous-préfet alors en poste en Algérie qui, grâce aux archives de son père, est en train de retisser, dans un roman historique, le fils des événements. Car tout n'a pas été dit. L'histoire du conflit n'a ni livré tous ses secrets ni toutes ses polémiques… L'historien peut encore traiter la guerre d'Algérie de plusieurs manières : un axe de recherche à explorer est celui des temporalités : la guerre d'Algérie, c'est le temps court, huit ans. Mais c'est également une longue histoire, cent trente-deux ans d'occupation française, qui mérite d'être révisée – notamment la période de la conquête. Toute cette période de présence coloniale en Algérie est importante à traiter et ne nous a pas encore livré tous ses secrets… ◆

PROPOS RECUEILLIS PAR GUILLAUME MALAURIE ET ÉRIC PINCAS

RESTITUTION

L'armée fantôme de l'émir

Conservés en France, des crânes d'insurgés ralliés à Abd-el-Kader pendant la conquête de l'Algérie par la France font l'objet de tractations entre les deux pays.



CHÂTEAU D'AMBOISE/L. DE SERRES

FIDÈLES. À Amboise, où l'émir est emprisonné de 1848 à 1852, 25 stèles rendent hommage à sa garde rapprochée.

Lors de sa visite à Alger, en décembre 2017, Emmanuel Macron s'est déclaré favorable à la restitution de crânes d'insurgés algériens entreposés depuis le XIXe siècle au musée de l'Homme. Cette déclaration ponctuait plusieurs années de mobilisation algérienne, après l'appel lancé en mai 2011 par l'historien Ali Farid Belkadi au président algérien, Abdelaziz Bouteflika, et à son gouvernement afin qu'ils entreprennent les démarches nécessaires auprès de l'État français – sans grand succès.

En mai 2016, l'écrivain algérien Brahim Senouci lança une nouvelle pétition adressée au directeur du musée parisien. Cette démarche fut relayée par des intellectuels qui publièrent, en juillet 2016, une tribune dans *Le Monde*, ce qui contribua à lui donner une plus grande visibilité. Le succès de cette pétition ne fut toutefois pas suivi d'avancée notable, comme le rappela Brahim Senouci dans une lettre ouverte à Emmanuel Macron publiée par *L'Humanité* en juin 2017. En effet, le vote d'une loi par le Parlement français apparaîtrait nécessaire pour le rapatriement, comme celle adoptée en mai 2010 par l'Assemblée nationale qui autorisait la restitution à la Nouvelle-Zélande de têtes maories conservées dans des musées français.

Fosse commune

En janvier 2018, via son ambassadeur en France, Abdelkader Mesdoua, l'Algérie demanda aux autorités françaises la récupération des archives de la colonisation et des crânes. Parmi ces restes se trouvent ceux d'Ahmed Bouziane, qui poursuivit la résistance à la conquête française après la reddition d'Abd-el-Kader en décembre 1847, ainsi que le moulage de la tête de Mohamed Ben Allel, lieutenant de l'émir.

Le chef défait fut assigné à résidence au château d'Amboise entre 1848 et 1852. Lors de ce séjour, plusieurs membres de sa suite décédèrent et furent enterrés dans une fosse commune, avant de faire l'objet d'un hommage rendu par le plasticien algérien Rachid Koraïchi. Ce dernier y aménagea, en 2005, un jardin d'Orient *(ci-dessus)* composé de 25 stèles en pierre d'Alep « gravées d'hymnes à la paix et à la tolérance extraits du Coran ». Ce message humaniste, conforme à la philosophie du mystique soufi, franc-maçon et protecteur des chrétiens à Damas, est désormais mis en valeur au profit des visiteurs du château. ◆ **NEDJIB SIDI MOUSSA**

Confidentiel **Julian Fellowes, scénariste de *Gosford Park* et créateur de *Downtown Abbey*,** développe une nouvelle série historique. L'intrigue de *The Guilded Age* (« L'Âge doré ») se déroulera dans le New York prospère des années 1880, où une famille de nouveaux riches cherchera à s'imposer parmi les grandes dynasties américaines établies. MATHILDE SAMBRE



INSOLITE de Frédérick Gersal

DR

LE COUSCOUS À L'UNESCO ? PAS CHICHE !

C'est autour d'une table que doivent prochainement se réunir des experts venus de tous les pays du Maghreb afin de déposer un dossier commun pour faire classer le couscous sur la liste du patrimoine culturel immatériel de l'Unesco, ainsi que l'a annoncé officiellement en janvier dernier le directeur du Centre algérien de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), Slimane Hachi. Depuis des siècles, ce plat ancestral, qui remonterait, selon Ouiza Gallèze, chercheuse au CNRPAH, à l'Antiquité, anime les repas de famille, avec sa semoule de céréale et ses légumes cuits dans un bouillon, sans oublier… sans oublier quoi ? Et voilà ! C'est là que chacun ajoute son grain de sel, ou bien d'autres éléments délicieux, à la recette. Tunisiens, Algériens, Marocains, chacun a son idée sur la question. Sujet sensible dans la région : chacun en revendique la paternité. C'est là que la discussion achoppe. Pourtant, quelle belle image que ce couscous, déjà parti à la conquête du monde, se transformant en ambassadeur de la paix. ◆

HARKIS Un difficile entre-deux



DR

Traîtres ou loyalistes ? Dès 1830, des autochtones prêtent allégeance à la France. En 1954, le recours à des supplétifs locaux est une nécessité. Au total, 200 000 musulmans sont engagés. Une chape de silence recouvre les massacres qui ont suivi l'indépendance : 10 000, 25 000, 100 000 morts ? 85 000 harkis gagneront la métropole. Pour eux, l'historien Jean-Jacques Jordi distingue trois temps : celui de la mise à l'écart (1962-1975), après un passage dans des camps de regroupement ; une lente période de reconnaissance, entre 1975 et 1991, qui passe par des révoltes dans les hameaux où ils sont parqués *(ci-dessus, celui de Mouans-Sartoux, près de Cannes)* ; et enfin le vote de lois d'indemnisation et l'instauration, en 2001, d'une Journée nationale d'hommage. ◆ STEFAN SPIVAK



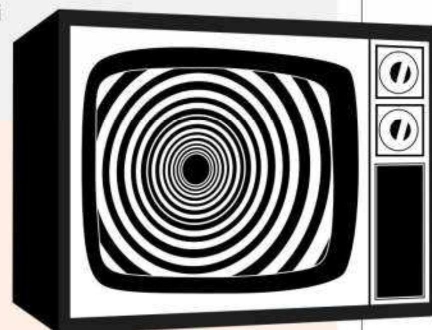
D.R.

LA CHRONIQUE DE **NOTA BENE**

Retrouvez chaque mois dans nos colonnes le billet de Benjamin Brillaud, vidéaste n° 1 des chaînes d'histoire sur le Web, ainsi que sa vidéo sur www.historia.fr

DE LA PROPAGANDE À PLEIN TUBE CATHODIQUE

De nos jours, l'Histoire est écrite par ceux qui ont les moyens de produire l'information et de la diffuser. Les politiques l'ont bien compris, qui orientent leur discours en usant de faits historiques décontextualisés pour légitimer des actions passées. Quand ce genre de procédé est appliqué à l'Histoire qui s'écrit (le présent, en somme), c'est de la propagande. Pendant la guerre d'Algérie, la télévision française, organe de communication privilégié de l'État, diffuse ainsi à travers l'Hexagone des images rassurantes des forces françaises : des soldats qui deviennent maîtres d'école pour enseigner aux jeunes Algériens, qui construisent des routes, régulent les marchandises… Tandis que les indépendantistes algériens, le FLN, sont évoqués pour les meurtres, la torture et les mutilations qu'ils n'hésitent pas à pratiquer pour atteindre leurs objectifs. On ne parle pas des causes de leur combat, on ne montre par les horreurs que commet aussi l'armée française. Tout devient binaire dans les actualités : le bien contre le mal, la raison contre l'idéologie, l'éducation contre la violence. Le travailleur français doit pouvoir se situer rapidement du côté de l'État. Et pourtant, nos parents et grands-parents n'étaient pas plus bêtes que nous, et nombreux sont ceux qui sentaient bien que les choses n'étaient pas aussi roses en Algérie. Peut-être une occasion pour chaque citoyen, aujourd'hui, de jeter un autre regard sur les actualités que l'on nous sert parfois… ◆



Mémento

Confidentiel Le cinéaste Martin Scorsese va collaborer avec Michael Hirst, le créateur de *Vikings* et des *Tudors*, à la réalisation d'une fiction historique sur les empereurs de la Rome antique intitulée *The Caesars*. Celle-ci mettra notamment en lumière la montée en puissance du jeune Jules César. Le tournage devrait débuter en 2019 en Italie. MATHILDE SAMBRE



ALGÉRIE 1954-1962
LE THÉÂTRE DES OPÉRATIONS

De 1954 à 1962, les combats opposant l'armée française aux insurgés algériens se concentrent dans l'Algérie « utile », cette bande côtière de 200 à 300 kilomètres de largeur (le Sahara se retrouvant longtemps en marge des « événements »), où se concentrent les grandes villes des départements d'Algérie. Au cours des premiers mois de l'insurrection, les actes terroristes ont surtout lieu dans la moitié orientale du pays, en particulier dans le Nord-Constantinois. Après l'indépendance du Maroc, l'organisation nationaliste algérienne installe ses bases du côté marocain de la frontière algérienne. En 1956, les chefs nationalistes uniformisent le quadrillage du territoire en créant six wilayas et la « zone autonome d'Alger », qui sera démantelée par les paras de Massu. L'armée française réagit en imposant sa propre organisation territoriale, ferme les frontières par des barrages à l'est et à l'ouest pour isoler l'Armée de libération nationale (ALN), et mène, dans l'arrière-pays, une série d'opérations (1959-1961) qui brise le moral de l'ALN. Cependant, à cette date, l'avenir se joue non plus sur le terrain, mais dans les coulisses diplomatiques… ◆ HAROLD LEROY

Colloques **Les 5 et 6 avril,** à l'Institut historique allemand (3e), à Paris, « Espaces ecclésiastiques et seigneuries laïques » : http://calenda.org/432713 ; « La culture enfantine en URSS », à l'université de Dijon : http://calenda.org/432288. • **Le 10 avril,** conférence sur un trésor de la BN, « L'amphore d'Amasis » (site Richelieu) : http://calenda.org/430916. OLIVIER COQUARD

Une si longue guerre

5 JUILLET 1830 Débarqués le 14 juin, les Français prennent Alger.

8 MAI 1945 Le défilé de la victoire dégénère à Sétif. Des émeutes embrasent des localités de l'est de l'Algérie. Près d'une centaine d'Européens sont massacrés. La répression, sauvage, se met en place le lendemain, pour un bilan difficile à établir : entre 3 000 et 40 000 victimes. « Je vous ai donné dix ans de paix, mais il faut changer des choses », dira aux autorités civiles le général Duval, chargé des opérations de représailles.

13 MARS-7 MAI 1954 La défaite de Diên Biên Phu marque la fin de la première guerre d'Indochine.

OCTOBRE 1954 Neuf personnalités – parmi lesquelles Aït Ahmed, Belkacem Krim, Mohammed Boudiaf, qui traverseront toute la guerre – fondent le Front de libération nationale (FLN), le dotent d'une Armée de libération nationale (ALN) et fixent l'insurrection pour la Toussaint 1954.

1er NOVEMBRE 1954 La « Toussaint rouge » : une trentaine d'attentats simultanés commis par le FLN frappe des sites militaires ou de police, principalement dans les Aurès et en Grande Kabylie.

DÉCEMBRE 1954 Messali Hadj fonde le Mouvement nationaliste algérien (MNA).

18-24 AVRIL 1955 Conférence de Bandung (Indonésie) : Le FLN, autorisé par les pays non alignés à siéger dans leur mouvement comme membre à part entière, acquiert une dimension internationale.

20 ET 21 AOÛT 1955 Soulèvement dans le Constantinois et au Maroc. 71 Européens sont tués par les émeutiers. La répression est terrible – peut-être plus de 10 000 morts (1273 officiellement). Les deux communautés sont définitivement coupées.

22 JANVIER 1956 « Appel pour une trêve civile » d'Albert Camus.

6 FÉVRIER 1956 En visite à Alger, Guy Mollet, président du Conseil, est reçu par la population européenne à coups de tomates.

12 MARS 1956 Le gouvernement Mollet recourt à l'armée pour « maintenir l'ordre » : 450 000 appelés du contingent traversent la Méditerranée.

28 MARS 1956 *La Fureur de vivre*, avec James Dean et Natalie Wood, sort dans les salles françaises.

2 MAI 1956 Le président Mao Zedong prononce la formule devenue célèbre : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent », en prélude à la campagne des Cent Fleurs.

18 MAI 1956 La section de l'aspirant Hervé Arthur, en mission de reconnaissance, tombe dans une embuscade dans les gorges de Palestro, en Kabylie. Jeunes soldats, caporaux et aspirants s'effondrent les uns après les autres. La presse s'empare de l'événement et relaie le message : c'est bien une guerre qui se joue en Algérie.

3 JUIN 1956 La SNCF supprime la 3e classe dans ses trains.

8 JANVIER-8 OCTOBRE 1957 La 10e division parachutiste, sous les ordres de Massu, investit Alger. Mission : « pacifier » la ville en mettant fin aux attentats du FLN. Méthode : radicale (perquisitions, torture, exécutions…).



AFN. Les quais d'Alger, une vue partagée par les milliers de soldats français qui vont y débarquer entre 1955 et 1962. JACQUES PROVOT

13 MAI 1958 Manifestation à Alger. Un Comité de salut public est créé sous la présidence de Massu, qui lance un appel à de Gaulle.

1er JUIN 1958 De Gaulle devient président du Conseil. Le 4, il est à Alger, où, du balcon du gouvernement général, il lance l'énigmatique « Je vous ai compris. »

19 SEPTEMBRE 1958 Création au Caire du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA).

FÉVRIER 1959 Nommé au commandement militaire de l'Algérie, le général Challe lance un vaste plan qui vise à éradiquer l'ALN.

24 JANVIER-1ER FÉVRIER 1960 Semaine des barricades, à Alger, dressées par les partisans de l'« Algérie française » en réaction à la politique de négociations du président de Gaulle.

21-26 AVRIL 1961 « Putsch d'Alger », mené par les généraux Salan, Challe, Jouhaux et Zeller.

20 MAI 1961 La France et le GPRA entament des discussions à Évian.

8 FÉVRIER 1962 Près de 20 000 personnes manifestent contre l'OAS et pour la paix en Algérie. Une charge de la police près du métro Charonne cause neuf morts et plus de 250 blessés.

19 MARS 1962, À MIDI Cessez-le-feu en Algérie.

26 MARS 1962 Rue d'Isly, à Alger, l'armée tire sur des manifestants partisans de l'Algérie française – 46 morts et 150 blessés, selon le bilan officiel.

15 JUIN 1962 Négociations entre le FLN et l'OAS pour la cessation des attentats.

3 JUILLET 1962 La France reconnaît l'indépendance algérienne.

10 JUIN 1999 L'Assemblée nationale vote un texte où le mot « guerre » supplante le terme officiel d'« opérations de maintien de l'ordre ».

Mémento


GEORGES AZENSTARCK / ROGER-VIOLLET

Colloques Le 10 avril, au centre Mahler, à Paris (4e), « Comment les historiens analysent-ils Mai 1968 ? » : http://calenda.org/429574. • **Le 19 avril,** à la bibliothèque de la Sorbonne (5e), « Banque et finance de la Renaissance », conférence de Luisa Brunori : http://calenda.org/419835. O. C.


KHAMALLAH / ANDIA.FR

RAYONNEMENT
ALGÉRIE, ÉGÉRIE MONDIALE

Sept sites du patrimoine algérien sont déjà classés au patrimoine mondial de l'Unesco. Parmi eux, la casbah d'Alger, les ruines romaines de Djemila et Timgad *(photo)*, la vallée du Mzab, aménagée à partir de 1012 par les Ibadites, du nom de l'ibadisme, un ancien courant de l'islam, autour de cinq *ksour* (villages fortifiés), dont les urbanistes s'inspirent encore. Liste consultable sur http://whc.unesco.org/fr/etatsparties/dz ◆ V. D.

PATRIMOINE
HIPPONE, ÉPIQUE ET ANTIQUE

Dans le nord-est de l'Algérie se trouvent les ruines d'une grande cité romaine, devenue le foyer du christianisme sous l'épiscopat de saint Augustin (395-430). Sur 25 hectares se répartissent les restes d'un théâtre, un forum, des villas, des thermes, la cité chrétienne et un musée archéologique… ◆ V. D.



GALLICA.BNF.FR/BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE D06 8815

Soumission d'Abd-el-Kader à la France, 23 décembre 1847. Recueil : portraits d'Abd-el-Kader, XIXe s. BnF, Estampes et Photographie, N-2 (ABD-EL-KADER).

LES PÉPITES DE LA BNF/GALLICA **http://gallica.bnf.fr/**

Abd-el-Kader se soumet à la France

Parmi les trésors disponibles dans Gallica, bibliothèque numérique de la BnF et de ses partenaires, figure cette estampe, qui fait partie d'un recueil sur les représentations de l'émir algérien. Cette gravure (non datée et non signée) illustre le dernier acte de la lutte d'Abd el-Kader contre la colonisation française de l'Algérie. Deux jours après avoir rendu les armes au général Lamoricière, le « Commandeur des croyants » fait sa reddition officielle au duc d'Aumale, fils du roi Louis-Philippe et gouverneur général de l'Algérie. Des révoltes auront lieu tout au long de la présence française, auxquelles des campagnes de « pacification » mettront terme. Mais l'événement figuré sur la gravure marque le tournant décisif de la prise de contrôle de l'Algérie. Après avoir cessé le combat, Abd el-Kader est emprisonné en France. Il devient une figure mythique, loué pour sa résistance à l'oppression et pour sa magnanimité. Symbole romantique, souvent comparé à Jugurtha ou à Saladin, il fascine la société du Second Empire.
Ce document est un excellent témoignage de la diffusion, sur des supports modestes, des principales actualités nationales. Parmi l'énorme production des imageries, les gravures présentant l'expansion coloniale ont une place importante. Souvent œuvres de propagande, à la gloire des souverains puis à celle de la République, elles répandent le goût de l'exotisme. Ces images populaires, au style souvent naïf, auront une grande influence, tant sur les voyageurs et les explorateurs que pour l'illustration des manuels scolaires. ◆ FRÉDÉRIC MANFRIN, chef du service Histoire au Département philosophie, histoire, sciences de l'homme de la BnF.

La chronique D'EMMANUEL DE WARESQUIEL



H. ASSOULINE/OPALE/LEEMAGE

UN DRAME FRANÇAIS

Que reste-t-il de la guerre d'Algérie ? Le sentiment diffus mais persistant d'une humiliation d'un côté, d'une trahison de l'autre, des redites, des déformations et des silences ? Les historiens ont depuis longtemps pris le relais et auscultent le cadavre, mais tout se passe comme si celui-ci était encore vivant. Ils opèrent à chaud…
La génération de cette « sale » guerre est en train de s'éteindre, et pourtant il reste trop de rancunes, trop de honte ou de fierté, trop de sous-entendus et d'intentions politiques pour que l'événement relève d'une affaire classée : le gouvernement algérien continue à se servir de la colonisation comme d'une arme lui évitant de regarder en face ses propres turpitudes ; en France, elle agite toujours nos consciences. Il y a trop de morts dans les placards. Les combattants algériens, les soldats français, les harkis, ceux de Sétif et ceux de Charonne.
Notre président de la République, à peine âgé de 40 ans, et qui n'a rien connu de tout cela, en a été déstabilisé au point d'avoir fait, un jour, de la colonisation un « crime contre l'humanité » et d'avoir déclaré, le lendemain, vouloir « tourner la page ». Paul Ricœur, qu'il affectionne, savait pourtant à quoi s'en tenir sur l'ambivalence du pardon. Le pardon, du côté de celui qui le demande comme de celui qui l'accorde, suppose la reconnaissance d'une faute. Il mène tout droit à la contrition. Il est nécessaire et, pourtant, loin de cicatriser les plaies, il les rouvre. Il est à l'oubli ce que les mauvais rêves persistants sont au sommeil.
Nos sorties de crise ont toujours été douloureuses : il nous a fallu plus d'un siècle pour nous défaire des divisions héritées de la Révolution. Pour ma génération, née à la fin des années 1950, les événements d'Algérie ont occupé presque toute une vie. L'agitation qu'avait suscitée dans ma famille le putsch des généraux en avril 1961 est l'un de mes tout premiers souvenirs d'enfance. Mon père était alors officier de réserve et avait suivi l'appel lancé le 23 avril par le général de Gaulle. Je ne sais pas au juste quelles ont été ses responsabilités dans les jours qui ont suivi et, d'ailleurs, peu importe, ce qui compte, ce sont les reflets du drame lorsqu'ils habitent les souvenirs. Georges Perec n'est pas loin : « Je me souviens des plasticages dont à la fin de la guerre d'Algérie fut plusieurs fois victime un tailleur du boulevard Saint-Germain, Jack Romoli. »
Le descendant d'un pied-noir m'a signalé l'existence d'une plaque apposée à l'entrée d'un hôtel particulier de Valognes, dans la Manche, dernier séjour de Charles X, condamné à l'exil. Elle est à ma connaissance la seule en France à évoquer la prise d'Alger par le corps expéditionnaire du général de Bourmont le 5 juillet 1830. Tout a commencé ce jour-là. On n'aime pas en évoquer le souvenir, et pourtant ce qui a suivi imprègne nos mémoires : les tableaux d'Horace Vernet, *L'Étranger* de Camus, *Les Champs de braises* de l'ancien résistant et colonel putschiste Hélie Denoix de Saint-Marc – et surtout le cinéma. Je me souviens de l'une des dernières scènes du film *L'Honneur d'un capitaine* (1982) de Pierre Schoendoerffer, lorsque l'un des anciens sous-officiers du capitaine Perrin, accusé d'acte de torture, raconte ses derniers moments. Ce jour-là, Perrin avait décidé de marcher droit. Il en avait assez de se courber devant la mort. Il n'y avait pas survécu. J'avais aussi été frappé en lisant *Les Champs de braises* par les arguments avancés par Denoix de Saint-Marc lorsqu'il lui avait fallu se justifier d'avoir basculé dans l'illégalité à la tête de son régiment : « Mon père m'avait inculqué le respect du droit […]. J'ai choisi selon ma conscience. »



LA CONSCIENCE REFAIT SURFACE CHAQUE FOIS QUE DES ÉVÉNEMENTS NOUS OBLIGENT À FAIRE DES CHOIX. C'EST ELLE QU'INVOQUAIENT, DÉJÀ, LES OFFICIERS DE L'ANCIENNE ARMÉE NAPOLÉONIENNE

La conscience. Elle refait surface à chaque fois que des événements nous obligent à faire des choix. C'est elle qu'invoquaient, déjà, les officiers de l'ancienne armée napoléonienne lorsqu'ils décidèrent en mars 1815 d'abandonner Louis XVIII pour se jeter à nouveau dans les bras de Napoléon. « Doit-on se mettre à mal avec sa conscience, s'interroge l'un d'entre eux, puisqu'on est obligé de vivre toujours avec elle ? » La conscience, c'est ce qui reste lorsque le drame est consommé. Personne ne peut nous la ravir. Certains préfèrent celle des vainqueurs, d'autres celle des vaincus. ◆

TÉMOIGNAGES DE LA GUERRE D'ALGÉRIE

Dossier préparé et coordonné par Tramor Quemeneur

Les armes se sont tues il y a plus de soixante ans, et pourtant le souvenir de ce conflit, emblématique de la décolonisation, ne cesse de hanter la France. Chez les anciens combattants, la parole se libère, âpre, amère, impérieuse aussi : comment, au temps des yéyés et à l'aube de la vie, accomplir son devoir tout en menant une guerre « sans nom », une sale guerre qui n'en finit pas d'étaler son absurdité et ses horreurs ? Pour ce numéro spécial sur l'Algérie, Historia *a confié à Tramor Quemeneur, spécialiste de ce sujet, le soin de piocher, dans la correspondance de jeunes appelés et de leurs proches, des expériences et des témoignages qui rendent compte du vécu de ce conflit auquel nul n'était préparé. Émouvants, éclairants, présentés tels qu'ils furent écrits, ils tentent de donner un sens à ce qui fut, pour beaucoup, l'épreuve de leur vie.*

Nous dédions ce dossier à la mémoire de Bernard Bourdet, pour son amitié, et à celle de Pierre Genty et de Noël Favrelière, pour leur gentillesse.

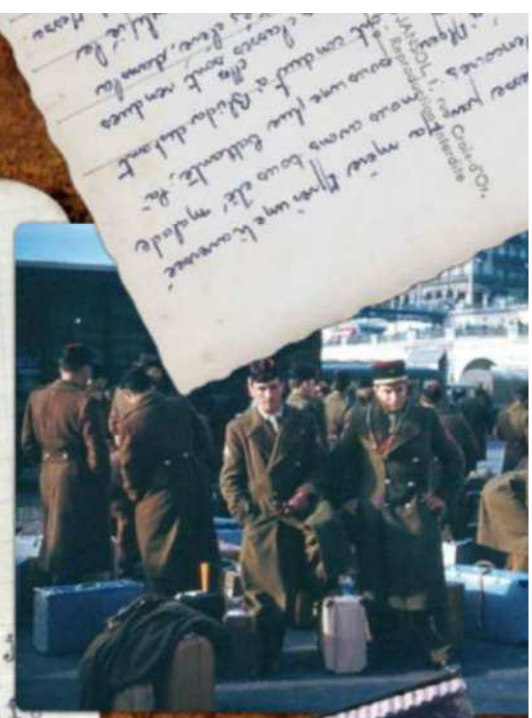


BARBARA BOUYNE

Enseignant à l'université Paris 8, Tramor Quemeneur s'est imposé, aux côtés de Benjamin Stora, comme le spécialiste français de la guerre d'Algérie. Il a sélectionné ces lettres pour vous.

DR





Cher Frangin.









56/55 25 1135

URGT+ OFF DE PARIS 622722

URGENT= PREFET SEINE
à MAIRE 16è arrondissement PARIS+

CDT 2/93 RI communique message suivant stop Prévenir avec ménagements Madame HENRY GHYSLAINE née 29 rue George Sand du caporal infanterie HENRY BERNARD 2/93 RI tué en opérations 24/ région RAMKA Dépt MOSTAGANEM Condoléances attristées ses chef et camarades lettre chef corps à famille suit stop Présenter



Rite de passage vers l'âge adulte, le service militaire change de nature avec le conflit algérien : on peut mourir sous les drapeaux…

GEORGES DUDOGNON / ADOC-PHOTOS

L'APPEL

En 1954, le service militaire, d'une durée de dix-huit mois, était un passage obligé – et ritualisé : « Bon pour le service, bon pour les filles », entendait-on à l'issue des « trois jours » de présélection. Le service s'inscrivait dans une continuité logique d'entrée dans l'âge adulte, avec la fin des études, les débuts dans la vie professionnelle puis la fondation d'une famille.
Avant leur départ pour l'Algérie, les appelés effectuaient leurs classes pour apprendre à marcher au pas et se familiariser avec le maniement des armes. C'était là aussi que des amitiés se nouaient – et que l'on faisait l'apprentissage de la discipline, voire de l'arbitraire. Avec les besoins sans cesse grandissants de l'armée, les appelés ont été de plus en plus nombreux à effectuer leurs classes directement en Algérie.

TRAMOR QUEMENEUR

Un tract précoce contre la guerre

« Nous sommes des soldats de tous contingents – appelés, maintenus, rappelés – qui devons partir incessamment pour l'Afrique du Nord. Croyants et incroyants, chrétiens et communistes, juifs et protestants, nous voulons nous recueillir pour la paix et la fraternité en Afrique du Nord. […]. Notre conscience nous dit que cette guerre que nous avons à porter contre nos frères musulmans, et dont beaucoup sont morts pour défendre notre pays, est une guerre contraire à tous les principes chrétiens, à tous les principes de la Constitution française, au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à toutes les valeurs dont notre pays s'enorgueillit justement. […] Nous serions prêts, demain, à prendre les armes contre toute armée qui viendrait jouer ici le rôle que l'on veut nous faire jouer aujourd'hui en Afrique du Nord. Nous ne sommes pas des objecteurs de conscience, mais si nos bras tremblent en tirant sur nos frères musulmans, il faut que tous les Français le sachent, c'est parce que notre conscience se soulève. »

> Tract intitulé « Silence pour la paix. Ce que signifie la présence des rappelés à l'église Saint-Séverin ».

Les 24 et 28 août 1955, quelques jours après le soulèvement du Nord-Constantinois, des décrets de rappel des jeunes gens ayant terminé leur service militaire, et de maintien sous les drapeaux de jeunes gens en train d'accomplir leur devoir national, sont passés. Ils concernent respectivement 62 000 et 180 000 personnes. Ces mesures impopulaires entraînent de nombreux incidents. Le mécontentement tient au fait de devoir faire une nouvelle période sous les drapeaux, mais des revendications anticolonialistes existent, comme dans ce document distribué le 29 septembre 1955.

« Tu te rends compte, un an (presque) sans revenir chez soi »

« Bien chère maman, Je suis sorti de l'infirmerie, ce matin. J'ai été me renseigner pour mon départ en "perme" ; je ne pars pas avant le 3 septembre, et en plus de cela je n'ai que 6 jours à prendre ; ces salauds-là, ils m'ont déduit les 2 jours que j'avais pris à Noël ; alors au lieu de 8 jours je n'en ai plus que 6 ; pour ma dernière "perme" cela va être très court. Ils auraient dû faire un petit effort. Je ne sais pas si tu te rends compte, un an (presque) sans revenir chez soi, et dans un bled perdu à "Tataouine", c'est presque un encouragement à devenir déserteur, ce truc-là. »

> Lettre de Bernard Henry à sa mère, août 1957.

Employé parisien du Printemps, Bernard Henry est appelé au service militaire en 1957. D'abord affecté en Allemagne, après avoir été muté au 588e bataillon du train, le caporal Bernard Henry, né en 1937, est « chef de pièce » dans une compagnie opérationnelle. Il subira des attaques régulières qui le plongeront dans l'inquiétude (lire p. 27).



PREMIERS DE CORVÉE
De nombreux appelés du contingent, bien que libérables, sont maintenus sous les drapeaux et envoyés en Algérie : au cours des six premiers mois de l'année 1956, le nombre de soldats présents en Algérie passe de 200 000 à 400 000.

GEORGES DUDOGNON / ADOC-PHOTOS

LA PAGAILLE VUE PAR UN SÉMINARISTE

« Je me présente à la caserne, à Rennes, le mardi matin, où je retrouve mes anciens copains de Madagascar. Nous attendons notre départ pour Rivesaltes. Je suis étonné du calme de ces soixante-dix "maintenus sous les drapeaux". […] Le mercredi à 16 heures, nous embarquons dans les camions […] pour la gare. Les types, en général, sont calmes, mais nous nous apercevons bientôt qu'il y a des flics à tous les carrefours, un panier à salade plein de CRS et une patrouille d'engagés en armes. Résultat : nous nous énervons et nous apostrophons les flics et les rempilés. […] Les types gueulent tout ce qu'ils peuvent. Sur les wagons sont inscrits les cris préférés : "Les engagés au Maroc. La quille pour les rappelés" ; "Flics au Maroc, CRS dans l'Aurès", etc. On n'entendra plus que ces vociférations dans toutes les gares […]. À Nantes, chahut monstre, occupation du buffet. Les types boivent, se saoulent, cassent les verres, renversent les chaises, interpellent les gendarmes et les gradés. À Toulouse, nous devons faire 200 mètres le long de la gare de triage pour retrouver la cantine. Un camion de CRS est stationné à côté, dès qu'ils nous aperçoivent, ils courent et remontent dans leur camion qui va se cacher derrière un hangar ! »

> **Journal de Stanislas Hutin,** novembre 1955.

Stanislas Hutin est un jeune séminariste lorsqu'il est envoyé en Algérie en novembre 1955. Il vient d'accomplir treize mois de service militaire à Madagascar et apprend, lors de sa libération, qu'il est maintenu sous les drapeaux et affecté en Algérie. Il a publié son *Journal de bord* aux éditions GRHI en 2002.

UN DÉPART LES LARMES AUX YEUX



Il est 16 heures, nous ne faisons rien, depuis ce matin, nous avons juste touché nos rations pour le voyage et notre armement ; j'ai une mitraillette, mais on ne sait pas si nous la garderons là-bas. La journée est monotone, nous attendons ce soir avec impatience. Ce matin, je suis parti vite car j'avais autant que toi envie de pleurer. Je suis arrivé à la caserne à Vincennes à 7 h 10. Le capitaine vient de faire un appel, nous partons ce soir vers 22 heures. »

> **Lettre de Jean Billard à sa fiancée,** mardi 18 décembre 1956.

Jean Billard, né en 1935, a été incorporé le 9 mai 1956 puis affecté au 584e bataillon du train. À la mi-décembre 1956, il apprend son départ pour l'Algérie. Ses *Lettres d'Algérie* ont été publiées aux éditions Canope en 1998.

POÈME DE STANISLAS HUTIN

Je vais là-bas. / J'y vais, la honte sur le dos. / La honte qui a revêtu sur moi la couleur de bataille. / J'y vais sans le vouloir. / Attiré par la lumière d'un pays neuf pour moi, / Honteux de ce que je porte sur moi, / Fort de ce que je porte en moi. / Ce qui est sur moi n'est pas de moi ; / On me l'a posé sur le dos. / Et si je ne l'avais pas accepté ? / Je n'ai pas pu ne pas l'accepter. Et même, en suis-je sûr ? / Je ne sais plus… / Je pars pourtant, de l'amour plein l'âme. / Je pars, la haine en bandoulière, / La haine qui n'est pas de moi, qui n'est pas à moi : / Ce fusil-mitrailleur ! / Que Dieu fasse que jamais / Cet engin ne crache contre la vie, / À cause de moi.

Novembre 1955.



À Marseille, en juin 1956, des militaires français tuent le temps lors de l'embarquement sur le *Pasteur*, en partance pour l'Algérie.

DÉPART POUR L'INCONNU

Pour de nombreux appelés, partir au service militaire signifiait quitter, souvent pour la première fois, sa région natale… Pour certains, cela était synonyme de départ pour des contrées exotiques et d'aventure. Mais, au fur et à mesure que la population a pris conscience d'une situation de guerre, la perspective du départ s'est muée en crainte. Reviendra-t-on ? Retrouvera-t-on sa famille, sa fiancée ?
Après un trajet le plus souvent en train, certains appelés arrivaient au camp de Rivesaltes, avant d'embarquer à Port-Vendres. Mais la majorité passait par Marseille, où les appelés restaient quelques jours au Dépôt des internés militaires, le camp de Sainte-Marthe. Puis c'était l'embarquement sur les quais de la Joliette, à bord du *Ville d'Oran*, du *Sidi Bel Abbès* ou de l'*Athos II*, par exemple.
Certains faisaient le trajet en une nuit ; d'autres, en quarante heures. Selon la météo, les conditions de traversée variaient de très bonnes (sur le pont ou dans une cabine, pour les officiers et sous-officiers), à catastrophiques, la troupe étant alors reléguée à fond de cale. T. Q.

La plupart des noms de lieux cités dans ces lettres est à retrouver sur la carte page 14.

L'angoisse d'un soldat

**« Mon très cher frangin, […]
Je vais te raconter mon voyage.
Je suis parti de Metz samedi dernier à 7 heures du soir, nous avons voyagé toute la nuit, […] j'ai dormi dans un filet à bagages, dimanche matin on déboulait dans Marseille ; l'après-midi j'ai visité une partie de la ville avec des copains, j'étais plutôt déçu, car je m'attendais à mieux, la Canebière n'est pas si formidable que ça, par contre le Vieux-Port est pittoresque ; nous avons embarqué lundi matin, et les côtes de France ont disparu lentement à l'horizon, je quittais mon pays, quand reviendrai-je et surtout comment reviendrai-je ? »**

> **Lettre de Jacques Inrep à son frère,**
Batna, le 15 mai 1960.

Jacques Inrep est né en 1939. Il quitte l'école à 16 ans et travaille comme agent administratif à la préfecture de l'Orne. Il est appelé au service militaire en mai 1959. Un an plus tard, après une altercation avec un gradé, il est muté en Algérie et embarque sur le *Président Cazalet*.

LA TRILOGIE D'UN APPELÉ : ENNUI, ABATTEMENT ET PROMISCUITÉ

Mercredi 19 décembre 1957, l'après-midi

« Nous sommes dans la région d'Avignon. Nous sommes dans deux wagons en bois ancien modèle, accrochés à un train de marchandises… qui s'arrête sur toutes les voies de garage pour laisser passer les autres trains. Nous ne sommes que 65, accompagnés d'un capitaine sympathique. Nous avons pris le train à la gare de Tolbiac. Les gars sont calmes, n'ont pas trop mauvais moral, pas de cris, de chahuts qui accompagnent d'habitude ces départs. Tout à l'heure nous avons croisé un train de gars qui revenaient de là-bas. Hier soir, nous étions consignés, mais nous sommes tout de même sortis prendre un café à Vincennes.

Le même jour, au soir

Nous sommes arrivés au camp Sainte-Marthe à Marseille. Nous sommes descendus du train dans une gare de marchandises […]. Il ne faut pas qu'on nous remarque. Sainte-Marthe, c'est pire qu'à Mourmelon, il y a une multitude de gars de toutes les armes. Dans toutes les chambres – si on peut appeler ça des chambres –, il y a des écriteaux qui disent de dormir avec les portefeuilles. Ce sont des baraquements avec deux rangées de lits à trois étages. »

Jeudi 20 décembre

Nous partons vers 11 heures sur le *El Djezair*. Nous ne sommes que 120 militaires à embarquer. »

> **Lettres de Jean Billard à sa fiancée.**

« […] LES CÔTES DE FRANCE ONT DISPARU LENTEMENT À L'HORIZON, JE QUITTAIS MON PAYS, QUAND REVIENDRAI-JE ET SURTOUT COMMENT REVIENDRAI-JE ? »

JACQUES INREP

« Sur un petit cargo mixte… »



STANISLAS HUTIN

Vendredi 25 novembre 1955

« Départ en camion pour Port-Vendres. Papa m'y attend. Embarquement (tenue de combat, chargé comme des mulets) sur un petit cargo mixte, le *Président de Cazalet*. Appareillage vers 12 h 45. Mer très houleuse. Ciel bleu, temps merveilleux. Le bateau roule magnifiquement. Installation à fond de cale dans des chaises longues. Finalement, je trouve une couchette vide dans une cabine de sous-officier, chez Philippe [son compagnon de séminaire chez les jésuites]. »

> **Journal de Stanislas Hutin.**

Marseille, « centre d'accueil » peu accueillant

« Ce jour-là… Chers parents, voici "Alger la Blanche", mais le temps est couvert. Nous avons voyagé comme au temps des esclaves nègres, à fond de cale. Remarquez que j'aurais pu voyager en cabine. Des gars de la CGT (attention, ne pas confondre, il s'agissait de marins de la Compagnie générale transatlantique !) refilaient leur cabine individuelle à 2500 francs la place et à six par cabine. Faites le compte ! […] Pour entrer dans le bateau à Marseille, c'était un sacré spectacle. Un sergent te filait ton billet d'embarquement, trois mètres plus loin un employé de la CGT te le reprenait, c'était vachement organisé. J'aime autant vous dire que ça a plutôt dégueulé dans le bateau, on en glissait.
Un souvenir de Marseille me revient à l'instant. Nous étions logés dans un "centre d'accueil", oui c'est le nom qu'ils donnent, un "centre d'accueil". Car en plus ils ont le culot de nous dire qu'ils nous accueillent. Donc nous étions logés dans ce centre d'accueil, et il pouvait accueillir environ quatre à cinq mille bonhommes […]. »

> **Lettre de Serge Pauthe.**

Serge Pauthe, acteur de théâtre, est né en 1939 à Paris. Toutes ses lettres commencent par la formule « Ce jour-là » et s'achèvent par des baisers adressés à ses parents et une caresse destinée à son chien, Zoulou. Il restera vingt-sept mois en Algérie. En 1993, il publie chez l'Harmattan ses courriers écrits de l'époque : *Lettres aux parents : correspondance d'un appelé en Algérie*.

À L'ARRIVÉE, LE CHOC DE LA DÉCOUVERTE

Après la traversée (parfois éprouvante), les appelés pouvaient tomber sur des brochures montrant les exactions des fellaghas. Dès lors, c'était l'angoisse de la mort – et pis, des tortures – qui étreignait les appelés. Ils rejoignaient rapidement leurs unités. Le peu qui restaient à Alger pouvaient découvrir la ville européenne. Ce qui choquait ces jeunes gens fraîchement débarqués, c'était la différence de niveau de vie entre les Européens et les Algériens – non que les premiers fussent riches (en moyenne, ils l'étaient moins que les Métropolitains), mais que les seconds fussent aussi pauvres. Cette situation ne laissait pas les appelés indifférents. Certains, voyant des Algériens mendier, en tiraient l'impression d'une forme de « nonchalance », sans comprendre que le chômage touchait environ 1,5 million de personnes en 1955. T. Q.

Une « terre de richesses et de mendiants »



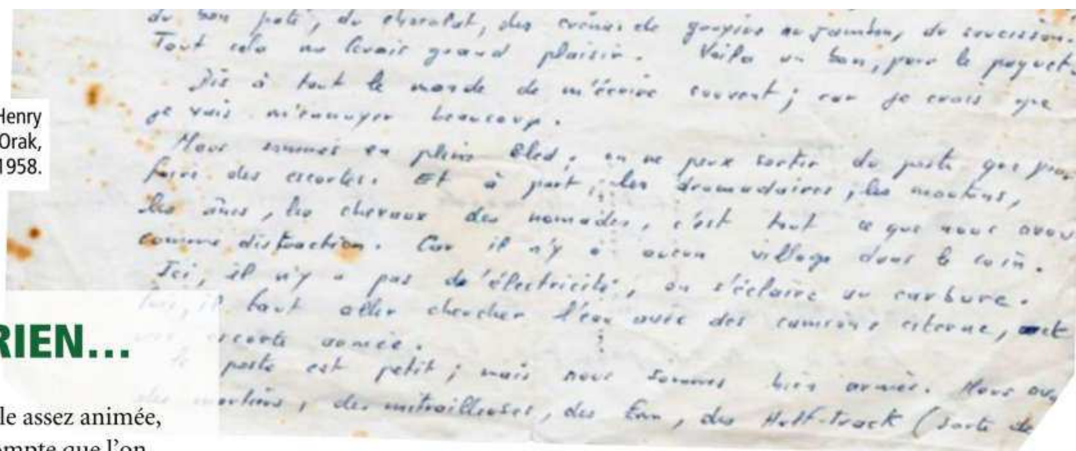
Travaux dans les champs à Sidi-el-Ghézali. Photo de l'appelé Bernard Bourdet (lire ci-dessous), 1961.

BERNARD BOURDET

« Chers parents, chère grand-mère, chère Colette, me voici donc sur cette terre algérienne, déchirée mais riche d'espoirs. La traversée sur le *Kairouan*, l'un des meilleurs paquebots de la ligne, s'est très bien effectuée [...]. Après 21 heures de mer, Alger nous est apparue au matin. [...] Alger, terre de richesses et de mendiants, avec des sentinelles sur les quais et à la gare. Nous avons pris le train ensuite pour Affreville [auj. Khemis Miliana, à l'ouest d'Alger]. C'était d'abord la plaine riche et abondante de la Mitidja : propriétés immenses d'orangers, et de vignes, un Midi français, mais à une échelle énorme. La plaine ensuite s'est étranglée et le pays est devenu moins abondant. À Affreville, c'était déjà la colline, plus aride, la terre plus sèche. Nous avons passé deux jours au PC à quelques kilomètres d'Affreville. Il y avait là un peloton d'intervention et de surveillance pour la propriété considérable d'un colon.
Ce matin, une jeep est arrivée pour m'emmener au lieu où j'étais affecté : le 5e Bureau, c'est-à-dire relations avec la population, organisation de la population, aide, etc. [...] Le 4e escadron est à 15 ou 20 kilomètres du PC. Une piste accidentée, où je n'aurais jamais imaginé qu'une jeep puisse passer. Une végétation de plantes grasses et de cactus, une terre aride, presque rouge, des étendues vertes de blé pourtant. [...] Les villages sont très pauvres, misérables *mechtas* de pierres sèches et de terre entre lesquelles courent des enfants, pieds nus. Pays de légende pour un Européen des villes, pays misérable de soleil et de poussière. »

> **Lettre de Bernard Bourdet,** 10 mars 1961.

Bernard Bourdet (1937-2016) est né à Poitiers. En mars 1961, cet instituteur, appelé du 28e régiment de dragons, est envoyé sur les contreforts de l'Ouarsenis, au sud-ouest d'Alger. Il décrit abondamment, dans son carnet, les conditions de vie des populations.



du bon pâté, du chocolat, des crèmes de gruyère au jambon, du saucisson.
Tout cela me ferait grand plaisir. Voilà un bon, pour le paquet.
Dis à tout le monde de m'écrire souvent ; car je crois que je vais m'ennuyer beaucoup.
Nous sommes en plein bled, on ne peut sortir du poste que pour faire des escortes. Et à part, les dromadaires, les moutons, les ânes, les chevaux des nomades, c'est tout ce que nous avons comme distraction. Car il n'y a aucun village dans le coin.
Ici, il n'y a pas de l'électricité, on s'éclaire au carbure. [...] il faut aller chercher l'eau avec des camions citerne, avec escorte armée.
Le poste est petit ; mais nous sommes bien armés. Nous avons des mortiers, des mitrailleuses, des fm, des Half-track (sorte de

DR

Lettre de Bernard Henry à sa mère, Aïn-el-Orak, 18 octobre 1958.

ÉTRANGE ALGÉRIEN...

« Sétif est une petite ville assez animée, mais où on se rend compte que l'on s'enfonce nettement vers l'intérieur. Les Arabes sont vautrés par terre et partout. Rares sont ceux que l'on voit travailler : leur position normale est soit accroupie, soit couchée, et ils passent leur temps à regarder autour d'eux, enroulés dans leur burnous ou, souvent, des haillons. Le regard de l'Arabe est quelque chose d'inouï ; il a un regard profond et plonge ce dernier dans tes yeux avec une telle intensité que tu es assez rapidement mal à l'aise, et qu'il est difficile de soutenir l'éclat de ces yeux noirs dardés sur toi, et à travers lesquels tu ne peux pas voir s'il y a de la haine, de l'indifférence ou même de l'amitié. En dehors de cela, quand ils travaillent, tu te rends compte que tu es surpris par la force de ces types qui, d'aspect malingre en général, transportent des tas de trucs sur leurs épaules. »

> **Lettre de Jean-Pierre Villaret,** Sétif, 1957.

Jean-Pierre Villaret débarque le 8 janvier 1957 comme appelé dans le 1er régiment de hussards parachutistes, stationné dans le Nord-Constantinois.

Voici Notre-Dame-d'Afrique

26 novembre 1955

« Arrivée à Alger vers 7 h 30. Ville en collines : buildings, docks. Pas assez de soleil pour illuminer ce que l'on croyait être "Alger la Blanche". Cependant, la casbah se détache nettement : tache blanche à flanc de colline au milieu de quartiers européens plus sombres. Nous apercevons Notre-Dame-d'Afrique. À l'est, le soleil se lève derrière les splendides montagnes de Kabylie.

28 novembre

Nous passons les trois quarts de la journée à attendre, à la gare. Enfin, nous montons dans des camions et nous atterrissons à quelques kilomètres de l'autre côté de Hamma, au pied d'une ferme. Les tentes sont montées à la tombée de la nuit. Par bonheur, le clair de lune sauve les retardataires. Nous couchons sur des paillasses à même la terre humide. Pas de lumière, cuisine faite aux roulantes de compagnie [...]. »

Stanislas Hutin est un jeune séminariste lorsqu'il est envoyé en Algérie en 1956. Il tient un journal de bord dans lequel il décrit la guerre au quotidien.

« LE PAYS RESSEMBLE TANT À LA FRANCE »

« Chers tous, [...] le pays ressemble tant à la France : la belle Mitidja qui forme l'arrière-pays d'Alger. [...]. Alger, belle ville de type tellement européen. La première maison que j'ai vue est le Crédit lyonnais ! Pour nous rappeler qu'on est en Afrique, des palmiers, des cactus, une végétation déjà toute verte, des orangers dans la plaine de Boufarik, Blida, des citronniers. Et puis, des musulmans, beaucoup dans les villages à se traîner sur les places. Tous les hommes ont la chéchia, beaucoup le burnous, quelques femmes voilées, beaucoup de gosses. Et partout la misère, l'absence de vraie économie – à moins qu'un Européen ait une usine où ne s'emploient que des musulmans. Misère complète. [...]. Voilà mes premières impressions sur l'Algérie. [...] Priez pour les rapports entre les deux populations. Que les faits valent mieux que toutes les idées qu'on a ou tout ce qu'on lit sur cette Algérie. »

> **Lettre de Bernard Gerland,** Aguitoune, jeudi 14 janvier 1960.

Bernard Gerland est né à Villefranche-sur-Saône en 1939. Il est instituteur lorsqu'il part en Algérie en janvier 1960. Il devient sous-officier dans une harka, près de Fondouk.

UN SERGENT AMER

Vendredi 20 juillet 1956

« Mais où sont-ils, ces Kabyles ? Ils sont dans la montagne, pour la plupart enfermés dans de petites bicoques par dizaine dans chaque pièce. Leur état de saleté est repoussant. Des enfants viennent mendier et je ne peux résister envers ces pauvres gosses en leur donnant à manger. La plupart parlent un peu le français et savent manger avec une fourchette. Ils ont l'air débrouillard, peut-être trop, car il faut s'en méfier. Les femmes, on n'en voit pas du tout. Ce sont, paraît-il, les agents des rebelles. Ce qui me frappe, ce sont encore les Européens qui ne nous disent pas bonjour, l'instituteur ne peut pas nous voir et, dans un débit de boissons tenu par un Français, c'est 20 francs plus cher que dans notre foyer ou dans le bistrot arabe. »

Paul Fauchon est sergent en Kabylie, à Tizi Gheniff, un secteur où le FLN est bien implanté, du 19 juillet 1956 au 18 mars 1957.

LA GUERRE

Sur le terrain, les appelés sont surtout utilisés pour « quadriller » le territoire afin d'entraver les déplacements de l'Armée de libération nationale (ALN). Certains nomadisent pendant plusieurs jours, à la manière de l'ALN. Mais le plus souvent, les soldats effectuent des embuscades, de jour comme de nuit, dans leur secteur. En file indienne, ils sont alors attentifs au moindre bruit suspect.
Aux marches sur les crêtes des djebels succèdent les attentes au fond des oueds, éprouvantes pour les nerfs. Les corps sont fatigués, les hommes se plaignent de la soif et de la faim : les rations sont insuffisantes et leur qualité, douteuse. La chasse mais aussi les vols permettent d'améliorer l'ordinaire.
Les troupes participent à des opérations de ratissage, surtout pendant le plan Challe en 1959. Ils se lèvent avant le lever du soleil. Les colonnes de half-tracks s'ébranlent vers le théâtre d'opération. Le secteur est bouclé et les soldats le passent au peigne fin. Parfois, les armes se mettent à crépiter : les combattants de l'ALN, surpris, engagent le combat – dur, bref. D'autres fois, l'opération fait chou blanc : les moudjahidin, ayant aperçu au loin l'armée française, sont passés entre les mailles du filet. T. Q.

TIRER OU NE PAS TIRER

« Je suis angoissé à l'idée d'avoir à me servir d'une arme, par crainte pour ma vie bien sûr, mais aussi par crainte de donner la mort et aussi parce que la poursuite de cette guerre par la France va à l'encontre de droits universels comme celui des peuples à disposer d'eux-mêmes. [...] L'arme personnelle qui m'a été attribuée est un vieux fusil Lebel (l'arme des combattants de 1914-1918 !). Il a attiré la curiosité des paras le jour où je suis allé à Miliana. C'est avec ce fusil au canon qui n'en finit pas que je monte la garde. Mais j'ai aussi été désigné comme serveur de la mitrailleuse d'un half-track. [...] C'est à ce titre en tout cas que je participe à des surveillances de points sensibles [...] et à des départs en urgence quand une patrouille est en difficulté. Heureusement ces cas-là sont peu fréquents et les maquisards, alertés par le bruit du véhicule, décrochent avant que nous arrivions. Je n'ai participé jusqu'à présent qu'à une opération importante dans le djebel Louh. [...] L'opération, heureusement, n'a pas été "payante". J'espère qu'à Dar-el-Beïda il n'y aura pas de sorties de ce genre. »

« JE SUIS ANGOISSÉ À L'IDÉE D'AVOIR À ME SERVIR D'UNE ARME [...] PAR CRAINTE DE DONNER LA MORT [...] »

BERNARD BOURDET

> **Lettre de Bernard Bourdet,** août 1961.

« Guerre imbécile et sans issue »

« Je note sur ce cahier tout ce que nous faisons. Je le fais pour que la population, mes copains, mes amis prennent plus tard connaissance du travail effectué par l'armée française en Algérie. Ceci afin que ne subsiste *(sic)* plus de malentendus, de mensonges qui font en sorte que "cette guerre imbécile et sans issue" se prolonge, toujours plus meurtrière. Comme tout homme conscient, épris de paix, de liberté et de justice, je ne cache rien en disant sincèrement la vérité.
Ces pages sont aussi le drame de conscience d'un jeune qui aime la liberté, c'est-à-dire qui l'aime, non seulement pour lui mais aussi pour les autres, pour le peuple algérien. Je m'incline bien bas devant les courageux patriotes algériens qui combattent jusqu'au bout au fond d'un oued. Combien je hais l'armée, armée au service du régime le plus éhonté qui puisse exister : la domination colonialiste. L'armée française est au service de ces colonialistes, non au service du peuple français. »

Albert Nallet, jeune ouvrier, s'est engagé en faveur des mouvements pour la paix en Algérie dès 1954. Il est pourtant appelé en Grande Kabylie du 3 mai 1957 au 6 août 1959. À la suite d'une terrible embuscade – où il est témoin de la mort de son lieutenant et de plusieurs de ses camarades –, il comprend qu'il aurait pu perdre la vie. Il décide alors de tenir, au jour le jour, son journal pour témoigner et dire la vérité.

LES « COUPS DURS »

« Chère Aurore, [...] je vais te parler franchement, mais n'en parle pas à la famille, surtout pas à maman. Ma section est opérationnelle, et d'intervention. Cela signifie que nous sommes bons pour les "coups durs". [...] Notre travail consiste à faire des escortes de convois, des reconnaissances de pitons (collines) et des patrouilles, de jour comme de nuit, embuscades, etc. [...] Mon poste a déjà été harcelé à trois reprises, les 9, 12 13 novembre. Aucun dégât, ni blessé.
"Ils" viennent le soir vers 21 heures, nous tirent dessus, et se "font la paire". Nous ripostons à coups de mortiers. Mais comme nous ne les voyons pas, nous ne tirons pas un seul coup de fusil. Nous avons ordre de tirer qu'à condition de les voir. Et comme "ils" ne sont pas "cons", nous ne les voyons pas. Mais sois tranquille, nous sommes bien protégés et très bien armés. »

> **Lettre de Bernard Henry à sa tante Aurore,** Aïn el Orak, 26 novembre 1958.

Le 5 janvier 1957, après avoir attaqué un bar à la grenade, des membres du FLN sont abattus peu après par l'armée dans une rue d'Alger.



AFP PHOTO / INTERCONTINENTALE

« Prêt à resauter »

« Samedi matin, 24 février 1957, 4 h 45 [...]. Dans ma poitrine, mon cœur battait comme une forge cependant que, sous mon casque [...], mes tempes frappaient fort [...]. Dans ma tête, une foule de choses et d'images se pressaient confusément, à tel point que... j'en avais la tête vide. Pendant ce temps, l'avion faisait le tour et je contemplais avec effroi le vide [...]. Soudain, le largueur me cria : "En position !" [...] Il me sembla que mon cœur ne battait plus, que j'étais inconscient. Enfin, alors que hagard et haletant j'attendais, j'entendis le "Go" libérateur cependant que, en même temps, la main du largueur me tapait sur l'épaule. Sans hésiter, comme mû par un ressort, je m'élançai dans le vide. [...] À peine sorti, je fus pris dans le vent et le remous des hélices et, pauvre fétu de paille, je faisais dans l'atmosphère une chute libre [...]. Enfin, un choc. Je regardais ma coupole : elle était fort belle. [...] Rapidement rasséréné, je goûtais pleinement cette première descente. Je contemplais la mer, les vignes, les petits copains en l'air et ceux déjà à terre... en train de plier leurs pépins. Le temps était radieux et j'étais impressionné par le silence total régnant en l'air : pas un bruit ! Enfin, ce fut l'atterrissage [...]. À terre, heureux et prêt à remonter pour... resauter. »

> **Lettre de Jean-Pierre Villaret,** Zéralda, 24 février 1957.



PAUL FAUCHON

LE QUOTIDIEN DU SOLDAT

Les opérations exténuaient les corps et les esprits. Aussi, les appelés cherchaient à se détendre lorsqu'ils étaient à leur cantonnement. Celui-ci pouvait être sommaire – de simples tentes – ou « en dur ». Au cours de leurs moments de repos, plus ou moins fréquents selon les unités et les lieux dans lesquels les appelés se trouvent, ils en profitent pour prendre des photos des paysages, de leur cadre de vie, de leurs camarades et d'eux-mêmes.

Quelques-uns – peu nombreux – possèdent des caméras 8 mm ou Super 8. Beaucoup se raccrochent au courrier pour donner des nouvelles à leurs proches : certains mentent sciemment (« Tout va bien »), d'autres donnent de nombreux détails pour décrire ce dont ils sont les témoins. Le courrier peut aussi annoncer de mauvaises nouvelles : une maladie ou un décès dans la famille, la rupture de fiançailles…

Si l'on ajoute à cela la fatigue, l'isolement, la peur, la mort et les horreurs vues, le moral des appelés peut être durement atteint. Le « cafard » touche ainsi de nombreux soldats en Algérie. Cela peut amener certains hommes à boire plus que de raison. Heureusement, l'esprit de camaraderie aide à tenir, contribuant à ce que ce temps sous les drapeaux reste gravé dans les mémoires. Il n'empêche : la « perm », et plus encore la « quille » (la fin du service), reste un moment des plus attendus. T. Q.

La boisson pour oublier la guerre

25 décembre 1958

« Noël. L'après-midi, avec toute la classe, on boit, on boit encore. Toujours. On en a marre, la boisson permet d'oublier. On va chez L., notre lieutenant. On fait de la casse. Avec lui arrive un officier parachutiste. Nous nous faisons "engueuler" mais nous évitons la punition de huit jours. Devant la maison du commandant, nous chantons *L'Internationale*. On termine au foyer, rentrons complètement "bourrés" à 2 heures du matin en hurlant : "La quille, bon Dieu !" »

> **Lettre d'Albert Nallet.**

Affecté en Kabylie (1957-1959), ce soldat vit de multiples horreurs qu'il relate dans son journal intime. Il forme un groupe avec certains de ses camarades pour s'opposer à sa hiérarchie. L'alcool est là pour oublier les difficultés. Il a publié son témoignage aux éditions Aléas en 2009.

Peu de livres et beaucoup d'ennui


NOËL KERIGNARD



Bien chère maman, [...] Ce qui va me manquer, c'est de la lecture; si tu pouvais m'abonner pour six mois à *Historia, Sciences et Avenir* et *Le Figaro*, cela me passerait le temps, car aucune distraction ici, vu qu'il n'y a pas de courant. Pas de cinéma, pas de lecture, il n'y a que deux postes de TSF à piles, pour tout le monde. Je me demande même ce que je vais pouvoir filmer, à part moi, le sable et les djebels, puis quelques nomades. [...] Je suis en train de me demander si je vais bronzer un peu, car si dans la journée il fait chaud, la nuit dernière j'avais froid, avec quatre couvertures, un tricot, mon pyjama et ma capote. J'espère pouvoir m'habituer au climat et au manque de distraction. Je souhaite que ta santé et celle de Bichou soient bonnes, et en attendant, reçois mes plus affectueux baisers. »

> **Lettre de Bernard Henry,** Aïn el Orak, le 13 octobre 1958.

« POURQUOI MOI ? POURQUOI PAS EUX ? »

« Chers parents, je ne pars pas. Je ne serai pas demain chez nous à Saint-Étienne. Je suis né sous une mauvaise étoile, le destin est impitoyable [...]. Pourquoi moi et pourquoi pas eux ? J'ai vraiment pas de chance. Non seulement je suis incorporé direct en Algérie, mais je suis catapulté direct sur le plus haut, le plus froid la nuit, le plus bouillant le jour, le plus inhabitable des djebels algériens. Mais qu'est-ce que j'ai fait ? [...] Je sais bien que j'étais fiché. Quand j'ai passé le conseil de révision avant de partir [...], nu parmi d'autres hommes nus également, le colonel-médecin me regardant droit dans les yeux, alors que je n'osais regarder rien d'autre que le lustre en cristal accroché au plafond, m'a dit : "Oui, oui, on vous connaît, vous êtes un dissident socialiste avec Rocard et Savary, oui, oui, vous êtes pour la paix en Algérie." Et c'est pour ça qu'il m'a envoyé là-haut. Pour ça ! Ils me poursuivent encore ! Je ne vois pas d'autres raisons sinon il y a bien longtemps qu'ils m'auraient renvoyé à la maison. Papa, y a pas de justice. Le commandant a beau me dire : "Égalité, Fraternité, tous dans le même bain", c'est pas vrai. Denis, un copain, en dix mois, est parti quatre fois en permission de huit jours chacune. Pourquoi ? On se le demande. La permission, ici, c'est exceptionnel. On ne peut partir en permission qu'en cas de décès d'un très proche parent. »

> **Lettre de Serge Pauthe,** le 1er janvier 1961.


DR

Le transistor et les amis

13 août 1959

« En fait, j'étais trop nerveux pour aller bien sagement au lit, car je me retrouvai dans une chambre où, en compagnie de quelques gars, je semai la pagaille... On peut rigoler un peu. Il faut dire que j'étais déchaîné. Mais la fatigue vint et vers minuit on se couchait. Réveil à 7 heures et quart alors que partaient quelques gars pour une patrouille à la ferme d'El Djelida. Je restai ensuite debout, mais la matinée fut bien calme. Aucun fait important. Ce soir longue sieste jusqu'à 5 heures, sans doute étais-je un peu fatigué. Rien d'autre à signaler sûrement ce soir. La soirée se termine par mon quart de garde (il est près de minuit). J'ai écrit mes deux lettres habituelles et terminé en écoutant le bal à Luxembourg. Ce soir il est particulièrement bien. »

> **Lettre de Pierre Genty.**

Parfois, batailles de polochon, jeux ou tout simplement parties de fous rires permettent de rompre le quotidien en laissant des souvenirs d'amitié indélébiles. Progressivement, grâce au transistor, la musique et les informations parviennent aux appelés, ce qui leur permet de conserver un lien avec la métropole.

VIOLENCES

Lorsque le combat se termine, des combattants algériens sont parfois faits prisonniers. Certains sont abattus sur place (l'exécution sommaire peut répondre à une volonté de vengeance de la perte d'un soldat de l'unité, blessé ou tué). D'autres sont utilisés pour porter la radio (17 kilos) avant d'être ramenés à l'unité – ou tués.

Certains appelés sont directement confrontés à la torture, pratiquée dans leur unité par l'officier de renseignement, d'autres officiers, des sous-officiers ou des soldats – dont des appelés. Le scandale de la torture a éclaté au printemps 1957. Pour éviter qu'il ne resurgisse, la pratique des « interrogatoires musclés » est confiée à des unités spécialisées. Ce sont les fameux détachements opérationnels de protection, qui pratiqueront la torture de manière systématique.

Les Algériens qui sont interrogés sont parfois exécutés sans autre forme de jugement. D'autres peuvent être jugés par la justice militaire. Plus de 200 Algériens ont ainsi légalement été condamnés à mort et guillotinés pendant la guerre d'Algérie (n'étant pas considérés comme des prisonniers de guerre, ils n'ont pas été fusillés). Après leur peine de détention, ceux qui étaient libérés étaient immédiatement conduits dans des camps d'internement pour une durée illimitée. T. Q.

Le « dossier Jean Müller »

« En rentrant à la compagnie, j'ai trouvé du changement. La note de service [sur les "mesures coercitives" à appliquer à la population, NDLR] est mise en application. Le 29, la 3e compagnie partait en corvée de bois avec 20 suspects et les abattait au col du Bécart, lieu de l'embuscade qui avait coûté 13 morts au 2/117 RI. Ils étaient achevés de balles dans la tête et laissés sur place sans sépulture [...]. On a alerté la gendarmerie pour constater le décès des 20 "fuyards" qui avaient été abattus. Le commandant dit en conclusion: "Voilà vos camarades du 2/117 RI vengés. Ce sont ces Arabes qui ont tué vos camarades. D'ailleurs, si ce ne sont pas eux, ceux-là ont payé pour les autres." Nous avons informé qui de droit de ce qui se passait, car c'est en violation des lois humaines de justice élémentaire, et combien plus, de la justice de Dieu, que le commandant fait faire tout cela. Cela ne ressemble guère à tout ce que l'on veut faire croire en France sur cette pacification. Rien d'étonnant à ce que les réactions des gens razziés soient que tout le monde se sauve, surtout quand ils savent qu'à Tablat on torture et qu'on exécute [...]. »

> **Extrait du « dossier Jean Müller ».**

L'affaire du col du Bécart, rapporté par Jean Müller (rappelé en Algérie en juin 1956 et mort en opération en octobre), est l'une des affaires qui a posé le plus de problèmes aux autorités judiciaires. Le témoignage posthume de l'appelé Jean Müller, âgé de 25 ans et membre des Scouts de France, est publié en 1957 par les *Cahiers du Témoignage chrétien*. Ses lettres révèlent aux Français l'usage de la torture. Et si une plainte pour diffamation a été déposée par le gouvernement contre *Témoignage chrétien*, la véracité de ses propos a conduit les autorités à abandonner les poursuites...



En 1961, une mère rapporte le viol de sa fille par des militaires francais aux environs d'Aumale (auj. Sour el Ghozlane).

MARC GARANGER

Des femmes maltraitées

« Cet après-midi, nous avons été arrêter une vingtaine de nomades soupçonnés d'être "fellouzes". J'ai fouillé cinq *raïmas* (tentes) de ces nomades; ainsi que les femmes; c'était une bonne occasion de les peloter un peu (beaucoup). Fais-moi confiance, je me suis lavé les mains après. Tu vois, notre vie est assez mouvementée, mais comme cela le temps passe plus vite. La santé est bonne, et le moral toujours excellent. Reçois [...] mes plus gros baisers. [...] »

Nous avons décidé de garder l'anonymat de l'auteur de cette lettre, qui décrit à une parente les pratiques auxquelles sont soumises les Algériennes.

Voici l'histoire de ces photos

La mise à mort

Sur tous les écrans

DES FAITS TERRIBLES QU'IL FAUT CONNAITRE

• Les 4 frères de Mila

• 12 notables

• Ratissage par avion

• Incendies

• Un camp " d'hébergement " à Djorf

L'EXPRESS

L'Express, créé en 1953 par Jean-Jacques Servan-Schreiber et Françoise Giroud, dévoile, le 29 décembre 1955, dans un reportage choc, la sinistre pratique des « corvées de bois ».

La « brutalisation » du soldat vue et vécue par un instituteur

« Je vois les tortures comme allant malheureusement avec tout l'arsenal de la guerre. Le boulot de l'armée est de détruire le rebelle, par n'importe quel moyen. L'armée se fait elle-même sa morale […], en France on en parle dans le vide, sans savoir. Moi-même avant de venir ici, je parlais comme un perroquet. Maintenant je ne juge plus pareil, certainement plus mal ; parce que l'armée anémie la conscience ; et puis, c'est vrai, je vois le problème d'une façon bien plus réaliste. Le racisme prend un autre sens pour moi […].

On se laisse aller, on ne se force plus à voir clair, à chercher la vérité, la justice, le respect de tout homme. Il y a 15 jours on a accroché trois "fellouzes" […], on en a descendu un qui fuyait et les deux autres, on les a tués à la grenade à fusil dans la cache même. Quand on a ressorti les cadavres, le chef a fait tirer au sort qui lui trancherait la tête. Puis on a porté la tête au commandant qui se trouvait plus haut. On devient insensible, on se "brutalise" et on en est fiers. D'ailleurs c'est ces petits trucs qui caractérisent la guerre d'Algérie. Le soir, on a arrosé ça au champagne. »

« ON SE LAISSE ALLER, ON NE SE FORCE PLUS À VOIR CLAIR, À CHERCHER LA VÉRITÉ, LA JUSTICE, LE RESPECT »

> **Lettre du** 16 mars 1961.

À l'instar de la lettre précédente, nous avons choisi de préserver l'anonymat de l'auteur. Instituteur, initialement opposé à la guerre, son attitude change au cours du conflit.

« ET PUIS, MERDE ! J'EN AI MARRE »

« Ce soir, je suis écœuré. J'ai le cafard. Le monde est noir, sale, et je ne vois plus rien de vert. Je ne sens plus la fraîcheur. J'aimerais mourir et fuir la haine et la violence. Car la violence m'habite. Il me semble maintenant que je tuerai avec beaucoup moins de scrupules. Pourquoi taper. Cuisiner. Torturer. Cette vieille qui pourrait être ta grand-mère. À poil sur le carrelage, le ventre gonflé d'eau, les seins meurtris par les coups. Et puis merde. J'en ai marre. […] Plus il y a de haine, plus je deviens brute. Plus je suis brute, plus j'ai peur et je hais la violence. »

> **Lettre de Jean Faure,** le 13 mai 1958.

Issu d'une famille paysanne iséroise, Jean Faure est appelé au service militaire le 1er mars 1957 et versé dans les chasseurs alpins. Il est ensuite devenu sénateur de l'Isère et vice-président du Sénat. La guerre d'Algérie a continué à le hanter toute sa vie, c'est pourquoi il a décidé de publier ses souvenirs consignés dans son journal, *Au pays de la soif et de la peur. Carnets d'Algérie 1957-1959* (Flammarion, 2001).

« Tu parleras, salopard ? Tu parleras ? »



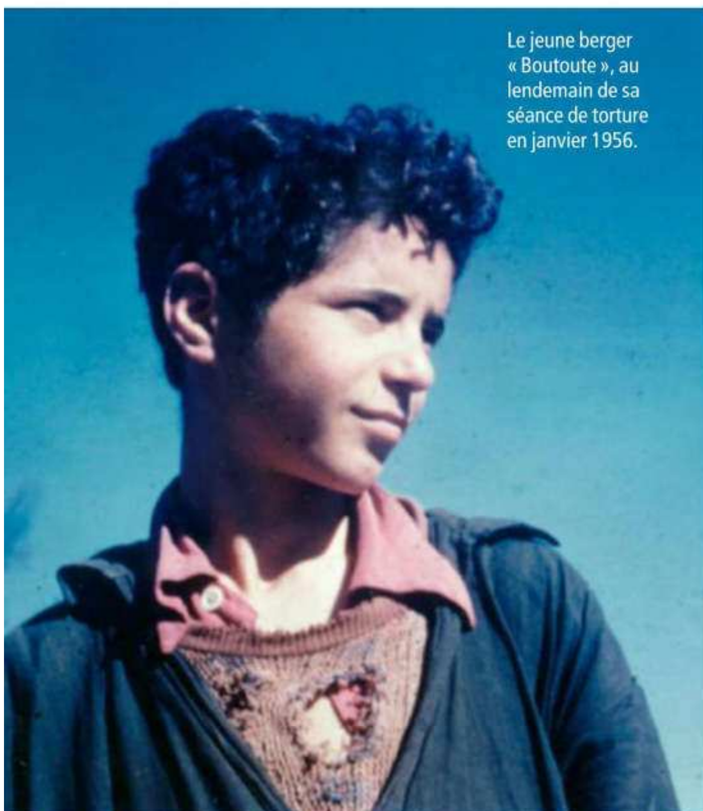
L'habitude de torturer, sinon les méthodes de torture, ne date pas de l'été 56 ni même de novembre 54. Elle date du moment où il y a eu en Algérie des indigènes et des forces de l'ordre […]. À Guentis, quatre gendarmes tiennent garnison avec nous. Ils occupent un gourbi de l'ancien hameau et y interrogent les suspects cueillis dans la montagne. Peu de temps après notre arrivée, un gendarme rend visite à l'électricien de la compagnie, lui demande deux morceaux de fil téléphonique. Le camarade propose de faire la réparation lui-même et, intrigué par le refus du gendarme, le suit, assiste à l'interrogatoire, revient horrifié. Le suspect est ligoté sur une table avec des chaînes, garnies de chiffons mouillés, auxquelles on fixe les électrodes. Un gendarme tourne la manivelle du téléphone de campagne ; il fait varier l'intensité de la décharge en changeant le rythme de son mouvement ; il sait que les variations d'intensité sont particulièrement douloureuses ; il raffine, il fignole, il est à son affaire. Le supplicié hurle, se tord dans ses liens, a des soubresauts de pantin burlesque […]. "Tu parleras, salopard ? Tu parleras ?" Les électrodes se fixent aussi bien aux tempes, sous la langue, au sexe ou à toute autre partie sensible du corps humain. Des piles ou une génératrice peuvent remplacer la dynamo du téléphone. Le supplice ne laisse pratiquement aucune trace. Il procure à ceux qui y assistent sans préjugés moraux un plaisir d'ordre sexuel d'une qualité rare. […] »

« LE SUPPLICE NE LAISSE PRATIQUEMENT AUCUNE TRACE. IL PROCURE À CEUX QUI Y ASSISTENT SANS PRÉJUGÉS MORAUX UN PLAISIR D'ORDRE SEXUEL D'UNE QUALITÉ RARE »

ROBERT BONNAUD

> **Robert Bonnaud,** octobre 1956.

En 1957, sur les conseils de son ami Pierre Vidal-Naquet, Robert Bonnaud publie dans la revue *Esprit* un article dénonçant les massacres perpétrés par l'armée française auxquels il a assisté en Algérie.



Le jeune berger « Boutoute », au lendemain de sa séance de torture en janvier 1956.

STANISLAS HUTIN

TÉMOIGNER MALGRÉ TOUT

26 janvier 1956



Un gosse de 14 ans est prisonnier à la cuisine depuis deux jours. Un groupe en patrouille l'a soi-disant surpris s'enfuyant pour prévenir des fellaghas. Il était avec d'autres bergers. Dès qu'il a aperçu les soldats, il s'est enfui vers un bois d'où sont sortis quelques types. Les soldats ont tiré : la mitraillette qui visait le gosse s'est enrayée. On a réussi à le saisir […].

28 janvier

Les hurlements de cochon qu'on égorge, entendus hier soir vers 9 heures, venaient bien du gosse. On l'a passé à la magnéto. La méthode est simple : un fil sur un testicule, un autre sur l'oreille et on fait passer le courant. Sur le gosse, ils n'ont pas employé la méthode habituelle ; ils lui ont mis le fil au poignet et à l'oreille. Le gamin – paraît-il – a avoué qu'il était allé prévenir quatre types armés […] qui attendaient les soldats. C'est ce que le lieutenant S. m'a annoncé ce matin triomphalement. […]. Ce matin, je suis complètement brisé. Impossible d'aller vers le gosse, de lui parler, de le consoler. Il ne me comprendra pas puisqu'il ne parle pas français. Il a fallu que je prenne sur moi pour aller le photographier : ce sera une photo à montrer en France, c'est pourquoi je l'ai fait. »

Le témoignage de Stanislas Hutin paraît, anonymement, dans la brochure « Des rappelés témoignent », publiée en mars 1957 par *Témoignage chrétien*. Stanislas Hutin a retrouvé « Boutoute », le jeune garçon torturé et photographié, dans les années 2010.

L'IMPOSSIBLE BILAN HUMAIN

Officiellement, 23 196 soldats français ont trouvé la mort en Algérie. La Fédération nationale des anciens combattants en Algérie, Maroc et Tunisie (Fnaca), la plus importante association d'anciens combattants de la guerre d'Algérie, dénombre cependant plus de 28 000 soldats tués au cours de la guerre. Plus d'un tiers des morts du côté français sont dus à des accidents, mais ceux-ci peuvent masquer des suicides ou des comportements à risque adoptés par les soldats dans une situation de tension. Par ailleurs, le nombre de 60 000 blessés du côté français ne tient pas compte des blessures psychologiques, largement minorées : le stress post-traumatique n'a été pris en compte dans le cadre militaire que tardivement. Il faut encore ajouter que des personnes ont été irradiées au cours des essais nucléaires dans le Sahara à partir de 1960. Depuis la loi du 6 décembre 2012, le souvenir des soldats français morts en Algérie peut être commémoré le 19 mars. T. Q.

LES MINES

« Bien chère Aurore, […] j'ai terminé un troisième film, j'espère qu'il sera bien. Dans ce film, s'il n'est pas trop gâché, il y a une scène auquel je tiens particulièrement. Je te raconte. Tout cela évidemment, n'en parle pas à ma mère.
En remontant du sud à ici, il y avait deux jours de voyage. Aussi bien par le train que par la route. Le premier janvier, à 18 h 15 exactement, le train où nous étions entassés dans des wagons à bestiaux a sauté sur une mine. Il n'y a eu qu'un blessé grave et des blessés légers. Rien que cela, car nous avons eu une chance extraordinaire. Sinon, il aurait dû y avoir au moins plusieurs dizaines de morts, et peut-être moi. Je te raconterai plus en détail en revenant en France. Toujours est-il que moi, aussitôt sauté du wagon, j'ai pris ma caméra et j'ai filmé, alors qu'il y avait encore de la fumée provoquée par la mine. Ce film, dès que tu l'auras, tu m'en parleras en détail. Et évite de le montrer à maman, ou tu lui raconteras des bobards. »

> **Lettre du caporal Bernard Henry à sa tante Aurore,** Ammi Moussa, le 7 janvier 1959.

Bernard Henry, maintenant affecté au 2e bataillon du 93e régiment d'infanterie, témoigne ici du danger permanent que font courir les mines.

« Et un capitaine me donna l'ordre de tirer au FM »

« Le lendemain, un incident arrive à la 4e compagnie de notre bataillon. Une radio capte mal un message d'une patrouille de chez eux et crut qu'un car se dirigeait sur eux avec des rebelles. Le car arriva cinq minutes plus tard et un capitaine donna l'ordre de tirer au FM. Le car était à 80 mètres…
On retira cinq blessés, dont deux graves ; le car était occupé par des civils. Des gendarmes de Bir-Rabalou arrivèrent sur les lieux (j'étais à côté) ; ils ont déclaré au chauffeur du car : "C'est bien fait pour vous, ça vous apprendra pour la prochaine fois." Aux officiers ils dirent : "Venez, on va s'arranger pour le compte rendu." Le lendemain, le journal disait que des coups de feu avaient été tirés d'un car et que la troupe avait riposté. »

> **Jean Müller** *(voir p. 30)*.

Une mort par accident

« Voici une semaine que J… est mort. L'activité n'a pas changé à l'escadron. Nous parlons encore de lui mais la vie efface déjà sa présence. Un accident : il allait chercher un groupe en opération. Il portait des grenades au côté comme tous les chauffeurs. Les grenades ont éclaté, on ne sait pourquoi, lui broyant la jambe et le bassin.
Le discours de l'officier qui déposa la Valeur militaire sur le cercueil de notre camarade m'a été insupportable. Il était question de devoir accompli, de mort pour la France. J'ai eu envie de crier que J…, qui ne voulait pas faire cette guerre, n'était pas mort pour la France, mais à cause de la France ! »

> **Lettre de Bernard Bourdet,** 27 mars 1961.

Appelé en 1961-1962 à participer à l'encadrement d'un camp de regroupement, il relate la mort par accident de l'un de ses camarades de régiment, ce qui le révolte profondément.

« Je peux voir venir ces messieurs les fellaghas »

« Ma petite maman, […] en ce moment je n'ai pas beaucoup de loisirs. Je ne sais pas si je te l'ai dit, mais ma compagnie est transformée en "commando". Donc me voilà transformé en "dur de dur", avec tous les inconvénients que cela comporte. Sport le matin et judo militaire quand nous ne sommes pas en opérations. J'ai maintenant un nouveau fusil automatique, avec lunette. Comme je suis le moins mauvais tireur dans ma section, j'ai l'appellation de "tireur d'élite". Avec cette nouvelle arme, je crois être capable de descendre un bonhomme entre 400 et 600 mètres. Comme tu vois, je peux voir venir ces messieurs les fellaghas. Toute la compagnie touche actuellement un nouvel équipement ; nous avons maintenant des treillis bariolés (comme les paras), un poignard (pour d'éventuels corps à corps), et un armement plus important. Comme cela, je suis chouette, mais je préférerais m'en passer, car la vie de commando ne va pas être drôle. Je vais t'envoyer un colis, avec un petit cadeau, et aussi une espèce de nappe que j'ai chipée en fouillant des *mechtas*, en opérations. Tu en feras ce que tu voudras. Tu me diras quand tu le recevras. […] »

> **Lettre de Bernard Henry,** le 23 février 1959.

Le caporal Bernard Henry sera tué le lendemain.

DÉCÈS

Nous avons eu la douleur de perdre nos camarades dont les noms suivent :



MORT POUR LA FRANCE. — *Le brigadier Bernard HENRY* est tombé au champ d'honneur en Algérie le 24 février 1959. Né le 2 avril 1937, il était entré au Printemps en septembre 1953, où il avait d'abord rempli les fonctions d'employé au Service administratif central du Personnel, puis il était passé à la vente au rayon des appareils électro-ménagers, et en dernier lieu au bureau d'achat de Quincaillerie-ménage. Le travail de Bernard Henry et son caractère lui avaient valu l'estime et l'affection de ses chefs successifs comme de ses camarades. Il avait été appelé au service militaire le 30 avril 1957.

Après un temps en Allemagne, il était en Algérie depuis quelque mois, et ses lettres attestaient qu'il n'oubliait pas ses camarades, et qu'il conservait un bon moral que venait renforcer l'espérance d'un prochain retour. Il laisse une mère, une aïeule et un frère cadet. Nous tenons à leur faire savoir combien nous prenons part à leur grande peine.

M. Francis DEMATHIEU, ancien chef au Battage des Tapis, décédé le 3 décembre 1958, à l'âge de 59 ans (entré en 1928, retraité en 1957).

M. Maxime LAMBRY, ancien employé à la Province, décédé le 25 décembre 1958, à l'âge de 84 ans (entré en 1907, retraité en 1932).

Mlle Marthe MINERATTE, employée au service du Contentieux, décédée le 10 janvier 1959, à l'âge de 59 ans (entrée en 1917).

M. Georges ACHART, ancien surveillant, décédé le 20 janvier 1959, à l'âge de 78 ans (entré en 1906, retraité en 1939).

Mme Louise PICAGLIA, ancienne seconde de rayon, décédée le 22 janvier 1959, à l'âge de 78 ans (entrée en 1909, retraitée en 1935).



M. PALIDÈS



Mlle MINERATTE

Mme Marguerite LEVY, ancienne vendeuse, décédée le 5 décembre 1958, à l'âge de 78 ans (entrée en 1910, retraitée en 1938).

M. Georges PALIDÈS, employé à l'entretien ménager, décédé le 24 janvier 1959, à l'âge de 41 ans (entré en 1946).

M. Emile CHOQUENOT, décédé le 14 janvier 1959, à l'âge de 75 ans. Entré au Printemps en 1906, il avait été nommé en 1920 directeur du Printemps de Genève, magasin qui, à cette époque, était rattaché à notre chaîne Nouveauté. A l'exception d'une période allant de 1929 à 1933, au cours de laquelle il avait repris des fonctions dans nos établissements de Paris, il dirigea le magasin de Genève jusqu'en 1943, date de son départ en retraite. M. Choquenot était chevalier de la Légion d'Honneur.

Nous exprimons ici aux familles éprouvées nos condoléances attristées.

DR

« JE N'AI PU QUE LUI FERMER LES YEUX »

« Madame, je commande la compagnie à laquelle appartenait votre fils Bernard et c'est de tout cœur que je participe à votre grande douleur. Notre chef de bataillon vous a déjà écrit pour vous relater les circonstances du décès de votre fils. Ma compagnie venait de se heurter à une forte bande retranchée dans un terrain difficile. La section de votre fils était en tête, elle a pris le premier choc et il fallait absolument bousculer les rebelles pour nous éviter une catastrophe. C'est en plein combat qu'il est tombé près de son chef de section dont il était l'homme de confiance. Immédiatement, je suis arrivé près de lui avec l'espoir qu'il n'était que blessé, je n'ai pu hélas que lui fermer les yeux. Frappé dans son élan, il n'avait pas souffert.
Combien, Madame, j'ai tout de suite pensé à vous. À son arrivée à la compagnie, il y a environ deux mois, je m'étais entretenu avec votre fils sur sa situation ; il m'avait parlé de vous avec beaucoup d'affection, j'en avais été frappé, imaginant les sacrifices que vous aviez consentis pour lui et ce qu'il représentait pour vous. »

> **Lettre du chef de compagnie à la mère de Bernard Henry,** SP 88540, le 2 mars 1959.

De telles lettres cherchent à rendre moins durs les événements et leur déroulement. Elles mettent des mots sur une situation que les proches du mort tentent d'imaginer, souvent de manière obsessionnelle.

SOIGNER, ENSEIGNER… PACIFIER

Dès le début de la guerre, la République s'est fixé comme objectifs de pacifier et de réduire les inégalités, afin que les Algériens reprennent confiance dans la France. En 1955 furent créées les sections administratives spécialisées (SAS). Elles contrôlaient la population, remplissaient une mission de propagande et collectaient des renseignements, parfois par la force. Avant tout, cependant, elles délivraient une action sanitaire, sociale et économique.

Dans ce cadre, certains appelés ont servi comme enseignants dans des classes, d'autres ont été employés comme médecins ou, plus fréquemment, comme infirmiers. Les SAS avaient une action socio-économique de développement des villages, d'aide aux plus démunis…

Le personnel des SAS faisait l'objet de sentiments ambivalents de la part des Algériens. Il répondait à des besoins essentiels, particulièrement en matière médicale. Mais la population algérienne était sous la pression des combattants de l'ALN, qui s'en sont d'abord pris aux SAS, avant d'accepter davantage la présence des équipes médico-sociales et des instituteurs : la formation et la santé des Algériens serviraient le pays une fois l'indépendance acquise… T. Q.

« Quand on voit leurs conditions de vie… »

« Tous les matins je pars à 7 heures de Géryville en convoi jusqu'à Kef El Ahmar […] et là je soigne les Arabes […]. Aujourd'hui, nous n'avons pas arrêté un instant à deux infirmiers et un toubib qui n'est là que quelques jours par semaine, il vient d'un poste à 40 km de là. Métrite, ganglions tuberculeux avec abcès, énormes abcès, gosses affreusement rachitiques et déshydratés avec début de purpura, et alors impétigos en pagaille, des gosses dont le crâne n'est qu'une croûte, bronchites, trachomes… Mais quand on voit leurs conditions de vie… La nuit il fait très froid sous les tentes, ils sont sous-alimentés au possible, troupeaux encore plus insuffisants qu'avant, et inconscience des militaires. »

> **Lettre de Xavier Jacquey,** le 15 janvier 1959.

Le séminariste Xavier Jacquey est appelé au service militaire en 1957, d'abord en Allemagne puis en Algérie, dans le Sud oranais. Il a publié son témoignage chez L'Harmattan en 2012.



BERNARD BOURDET

Des soins délivrés à des enfants, photographiés par Bernard Bourdet, appelé en Algérie entre 1961 et 1962.

DES BARBELÉS ET DES FUSILS

« Je visite deux fois par semaine, avec le médecin, un camp de regroupement d'environ 1 200 personnes. Le camp est situé sur un plateau sans aucune végétation où règne une chaleur étouffante. Le sirocco souffle toujours, traînant des tourbillons de poussière. Tous les enfants ont les yeux gonflés et purulents. L'état hygiénique est lamentable, tant l'eau est rare. Il y a une distribution de semoule par mois. Les gens ont le droit d'aller deux fois par semaine cultiver leur terre mais, comme ces terres se trouvent à dix ou quinze kilomètres, il reste bien peu de temps pour travailler, d'autant que le couvre-feu intervient à six heures du soir. […] Des familles de vingt personnes vivent dans des baraques en torchis de six mètres sur trois. Nous rencontrons toutes les maladies […]. Nous soignons pendant huit heures chaque semaine, mais il faudrait être là constamment. Combien de fois avons-nous emmené à l'hôpital des enfants déshydratés, près de mourir […]. La première vision du monde qu'ont les enfants, c'est celle des barbelés et des fusils. La résignation se lit dans leurs yeux. Ils jouent, par habitude. Les femmes se disputent. […] Les hommes sont emmenés les uns après les autres. Ils sont soupçonnés de renseigner les rebelles. »



RUE DES ARCHIVES/PVDE

Un service itinérant de l'armée donne des soins médicaux à la population du douar de Beni Choumeria (secteur de Miliana, Algérie), le 25 juillet 1957.

> **Lettre de Benoist Rey.**

Né en 1938 dans une famille bourgeoise antidreyfusarde, antisémite et pétainiste. En opposition croissante avec son milieu, il devient ouvrier typographe avant d'être appelé au service militaire en 1958. Affecté dans un commando de chasse, il raconte son expérience dans *Les Égorgeurs*, publiés aux Éditions de Minuit en 1961.

Une école sans fenêtre

« Le commandant de compagnie ouvre une école et un dispensaire dans l'ancienne épicerie. Je suis nommé instituteur ainsi que Jean C. Le premier jour, j'enregistre une cinquantaine de présences. Nous irons jusqu'à 65, tous à peu près fidèles. Les conditions d'installation sont des plus précaires. L'école étant détruite, nous nous installons dans une maison sans fenêtres. Il faut donc laisser les portes ouvertes si l'on veut avoir de la lumière ; résultat, impossible de chauffer. […]. Certains jours, nous claquons des dents et c'est pitié que de voir les mignonnes frimousses qui me regardent avec de grands yeux désespérés : "M'sié, je suis froid ; la main écrit pas." Nous allongeons les récréations pendant lesquelles nous les faisons remuer le plus possible. »

> **Stanislas Hutin,** le 3 janvier 1956.

« L'ARMÉE PACIFIE, L'ARMÉE CONSTRUIT » ?

« J'ai lu sur des affiches : "L'armée pacifie, l'armée construit". Qu'a-t-on fait, effectivement, à Sidi El Ghézali, depuis cinq ans ? On a commencé par chasser les habitants du djebel et par les regrouper […]. Mais on a oublié de leur procurer des moyens d'existence, leur interdisant de retourner sur leurs terres pour faire paître les bêtes ou pour cultiver. Les quelques distributions de farine et de semoule […] n'ont évidemment pas empêché la misère et le rachitisme. On a envoyé plusieurs familles à la CAPER (coopérative) où elles ont trouvé du travail et une vie plus décente. Heureuse initiative certes, mais c'est le village entier qu'il aurait fallu transformer en CAPER. Dans les foyers où le père, compromis avec le FLN, a été arrêté, je me demande comment la femme et les enfants, pourtant irresponsables, font pour subsister. On a fait une école, un cercle féminin, une infirmerie, très bien ; mais peut-être aurait-il fallu se soucier des moyens d'existence […]. »

> **Journal de Bernard Bourdet,** le 8 juin 1961.

On décrit ici des actions positives mais menées au prix de déplacements massifs de population, avec la création des « zones interdites », qui empêchent les Algériens de cultiver leurs champs. Les personnes regroupées dans ces camps sont totalement dépendantes de l'armée française.

Une école bien accueillie par les villageois et le FLN !

« Il y a trois bonnes semaines que je fais la classe, un groupe de 35 mouflets le matin et autant pour un second groupe l'après-midi. Il a fallu se bagarrer pour obtenir un peu de matériel mais je me débrouille […]. Un tiers environ des enfants vont à l'école. Les autres gardent les troupeaux ou sont occupés à divers travaux. De toute manière, il n'aurait pas été possible de les prendre tous. Les parents ont plutôt bien accueilli l'ouverture de l'école. Le chef du village m'a aidé à convaincre certaines familles d'y envoyer leurs filles. J'ai rencontré moins de difficultés que je ne l'avais imaginé avec des élèves ne parlant pas le français […]. Au début, il a fallu leur apprendre les mots essentiels pour communiquer et ils y ont mis beaucoup de bonne volonté. Une petite leçon sur la propreté a été prise très au sérieux car maintenant ils viennent avec la frimousse impeccable et ils adorent se laver les mains à notre robinet de barrique […]. Après la classe, il y a souvent des civils qui m'attendent pour une permission, une lettre à faire, quelque chose à demander. J'essaie de les arranger au mieux avec les interdictions et les règlements de l'armée. Ils me font confiance parce que je les respecte.
Le rôle d'"écrivain public" est particulièrement intéressant parce qu'on entre dans l'intimité des familles, on finit par devenir leur confident et cela crée des liens. L'école, une ancienne ferme, est assez loin du poste, de l'autre côté du village. Bien entendu, je ne prends jamais d'arme. Si les maquisards voulaient tenter quelque chose contre moi, ce serait facile, mais je ne pense pas qu'ils en aient l'intention. »

« ON ENTRE DANS L'INTIMITÉ DES FAMILLES, ON FINIT PAR DEVENIR LEUR CONFIDENT ET CELA CRÉE DES LIENS »

BERNARD BOURDET

> **Journal de Bernard Bourdet,** 14 novembre 1961.

Affecté près d'un camp de regroupement, il est enseignant, infirmier, écrivain public… Il est aidé par le chef du village, qui n'est autre que le responsable du FLN, ce qu'il apprendra au cours de son séjour. L'indépendance approchant, il craint moins l'action de l'ALN que celle de l'OAS.

« MON LIEUTENANT… »

**« Lieutenant, J'ai l'honneur de vous écrire ces quelques lignes pour vous faire savoir de mes nouvelles qui sont en bonne santé, et parfaite également. Je vous donne un grand bonjour et vous souhaite bien. J'espère qu'un jour vous viendrez nous voir. Vous avez nous fait des progrès. J'accepte avec plaisir vos offres si flatteuses pour moi. Je suis très content de vous connaître.
Mais quand vous êtes partis *(sic)*, nous sommes pas très contents car le lieutenant Jorno n'es pas comme vous. Maintenant, je fais des progrès. Cette année je passerai le CEP. J'aurai un bon métier. Je travaille pour ma vie. J'ai rien à vous dire. À bientôt, mon lieutenant. »**

> **Boukahous,** le 27 juin 1961.

Jean-Pierre Desffontaines, jeune ingénieur agronome, part pour l'Algérie en 1959 comme instructeur au centre de formation de la jeunesse algérienne de Bourkika, près de Blida. Lorsqu'il retourne en métropole, en 1961, il reçoit des lettres de ses anciens élèves, dont celle-là (orthographe et syntaxe respectées).

« La condition de la femme »

« Il est question de créer à Sidi El Ghézali un cercle féminin. Les femmes du village y viendraient apprendre la couture, comment s'occuper d'un bébé, comment tenir un foyer… sous la conduite d'une monitrice musulmane. Elles auraient ainsi l'occasion de se voir et de parler. Nous nous sommes malheureusement heurtés à l'hostilité des hommes qui refusent de laisser sortir leurs femmes du gourbi. Il a fallu élever la voix, parfois même menacer, pour que les mâles se résignent enfin à laisser aller leurs épouses. Elles semblaient réellement heureuses de pouvoir s'évader quelque peu et bavarder.
La condition de la femme, dans cette région, est ce qui nous révolte le plus. À partir de quatorze ans la jeune fille est littéralement séquestrée dans la *mechta* de son père. Mariée ou plutôt vendue très jeune, elle devient ensuite la véritable esclave de son mari qui n'a pas moins, quelquefois, de 20 ou 30 ans de plus qu'elle. Beaucoup de femmes ne sortent presque jamais du gourbi avant d'être vieilles. Si elles se rendent au marabout, les jours de fête ou pour les enterrements, c'est toujours voilées et en groupe. Quand nous entrons dans un gourbi, avec l'interprète musulman, les femmes se cachent le visage. Si l'interprète n'est pas avec nous et qu'il n'y a pas d'homme dans la *mechta*, elles restent au contraire dévoilées et sont très sympathiques. Nous avons affaire ici à une population très arriérée […]. »

> **Journal de Bernard Bourdet,** 12 avril 1961.

Les SAS avaient aussi comme objectif la promotion de l'émancipation des femmes, surtout dans les campagnes. Mais cette marche à l'émancipation (notamment marquée par l'octroi du droit de vote aux femmes algériennes, en 1958), en étant portée par la puissance coloniale et parfois de manière forcée, a aussi conduit à des mouvements de refus ou de repli.

Portrait : CLAUDE CORNU

LA PHOTO ET LE PINCEAU POUR SEULES ARMES

Claude Cornu est appelé au service militaire le 6 mai 1958. Il s'est juré de ne jamais se servir d'une arme, mais il part pour l'Algérie en septembre de la même année et débarque à Philippeville (aujourd'hui Skikda). Il est affecté à un bataillon de chasseurs à pied, près du village de Nouader (auj. Inurar, dans les Aurès), au sud de Batna, dans les Aurès, sur la route vers le Sahara. Un village surplombe le camp où il est cantonné. Rapidement, Claude Cornu trouve le moyen de sortir du camp. Il prend des photos, peint. Il fait ainsi la rencontre des villageois, avec laquelle il sympathise. Par chance, un sous-officier l'affecte au poste d'instituteur du village. C'est ainsi qu'il aménage à l'entrée de Nouader et qu'il fait classe aux enfants. Il y vivra deux ans, de septembre 1958 à septembre 1960.

Il commence par ailleurs à prodiguer des soins, avec le peu de matériel qu'il a, et même à servir d'écrivain public pour les relations des villageois avec les autorités. Il est au courant qu'il y a des maquisards près du village, les enfants et la population lui disant de ne pas aller à tel ou tel endroit à certaines occasions. Des liens de confiance, forts, s'établissent. De l'autre côté, l'armée laisse faire. D'ailleurs, le commandant du bataillon, un ancien de Corée, pense que la guerre à tout prix n'est pas la solution et qu'il faut négocier. Le rôle de Claude Cornu dans la « pacification » parvient à l'officier de la SAS de la région, qui le loue pour son travail, tout comme il recevra une lettre de félicitations du ministre de l'Éducation nationale pour le rôle qu'il a joué.

> **«CLAUDE CORNU "L'EXISTENTIALISTE" : DÉTESTÉ DE SES SUPÉRIEURS, ADORÉ PAR TOUS LES ENFANTS, DEVIENT LEUR INSTITUTEUR, TÉMOIGNANT D'UN GRAND DÉVOUEMENT»**
>
> CLAUDE CORNU VU PAR LES HOMMES DE SA COMPAGNIE

Mais ce qui importait à Claude Cornu, c'était la qualité des relations qu'il avait nouées avec la population de Nouader, dans les Aurès. On lui a même proposé de revenir pour se marier avec l'une des filles du village ! Claude Cornu a quitté l'Algérie en 1960. Il est retourné à Nouader, au début des années 2010, et y a retrouvé certains de ses anciens élèves. Aujourd'hui encore, les villageois se souviennent avec bienveillance de son action… ◆

Le témoignage de Claude Cornu, *Inurar - Nouader, village des Aurès. Sur les pas de Germaine Tillion*, paraîtra en avril 2018 aux éditions Sefraber.


CLAUDE CORNU

DESCRIPTIF DES ŒUVRES PRÉSENTÉES

❶ Séance de croquis à Nouader, dans lequel est cantonnée l'unité de Claude Cornu. ❷ Un ancien du village. ❸ Scène de moisson. ❹ La jeune Safiya. ❺ La classe des petits et des moyens. ❻ Khadija. ❼ Nouader sous le pinceau de Claude Cornu. ❽ Claude Cornu et quelques enfants devant l'école.





1



4



2



3



5

CLAUDE CORNU (X10)



8



6



7

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

PARIS, LE [illegible] FEV 61

LE MINISTRE

M. Jean MORIN, Délégué Général en ALGERIE m'a informé de la mission qu'il vous a confiée auprès de la population scolaire musulmane et des heureux résultats que vous avez obtenus.

Je suis heureux de vous adresser mes vives félicitations pour le dévouement et la conscience avec lesquels vous avez assumé vos fonctions dans des circonstances difficiles, contribuant ainsi, d'une façon efficace, à étendre le rayonnement de la culture française.

REFUSER LA GUERRE

Tous les soldats et appelés ne déconsidéraient pas les combattants algériens et leur lutte. Certains assuraient de l'aide aux prisonniers, leur donnaient à boire ou à manger en cachette. D'autres les soignaient, voire les protégeaient, contre les tortures et les mauvais traitements. Cette aide a parfois pu aller jusqu'à une sorte de *modus vivendi* entre les combattants des deux camps. Certains appelés français ont même préféré déserter ou refusé d'obéir plutôt que de participer à la répression contre les Algériens : on compte ainsi 11 000 insoumis, environ 1 000 déserteurs (sans compter ceux qui ont déserté avant de partir pour l'Algérie) et 400 objecteurs de conscience (sans prendre en compte ceux qui ont refusé d'obéir à un ordre et qui ont été, le cas échéant, sanctionnés pour cela). Plus rarement, certains soldats français se sont risqués à aider les combattants de l'ALN, sans qu'ils aient forcément fait partie de réseaux organisés d'aide au FLN. T. Q.

Qui sont ces jeunes gens ?


Jacques ALEXANDRE


René BOYER

ALEXANDRE Jacques : Ajusteur. Adresse : 32, rue Joclart, Alfortville (Seine). Condamné à 3 ans de prison, le 10 mai 1958, à Constantine.

BARDINET Claude : Etudiant aux Beaux-Arts. Habitant Neuilly-sur-Seine. Menacé du Tribunal Militaire.

BLEVEIS Gilbert : Agent Technique. Adresse : 61, boulevard de Belleville, Paris (11e). Menacé du Tribunal Militaire.

BOUGEROL Guy : Employé de librairie. Adresse : 33, avenue Victor-Hugo, Cachan (Seine). Menacé du Tribunal Militaire.

BOYER René : Employé des Chèques Postaux. Adresse : 40, rue Hermel, Paris (18e). Condamné à 2 ans de prison, le 10 avril 1958, à Alger.

BOULANGER Etienne : Dessinateur industriel. Marié. Adresse : 17, rue Milleville, à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Condamné à 2 ans de prison, le 13 août 1958, à Alger.

CASSAN Marcel : Echantillonneur. Adresse : 42, rue Pajol, Paris (18e). Condamné à 8 mois de prison, le 26 juin 1958, à Oran.


Etienne BOULANGER

DAUVERGNE Jean : Polisseur sur métaux. Adresse : 4, rue Frédéric-Schneider, Paris (18e). Condamné à deux ans de prison, le 18 août 1958, à Constantine.

DESPRETZ Claude : Professeur d'Education Physique. Marié, un enfant. Adresse : 76, rue du Général-Lagrue, Fécamp (Seine-Maritime). Condamné à 2 ans de prison, le 16 juin 1958, à Metz.

DEVELAY Voltaire : Demeurant à Bruay-sur-Escaut (Nord). Menacé du Tribunal Militaire.

GREGOIRE Raphaël : Electricien. Adresse : 35, boulevard Aristide-Briand, Montreuil (Seine). Condamné à 18 mois de prison, le 13 mai 1958, à Alger.

GUYOT Pierre : Ajusteur. Demeurant à Paris (3e). Menacé du Tribunal Militaire.

LAURANSOT Pierre : Peintre. Adresse : 3, avenue de Saint-Cloud, Versailles (S.-et-O.). Condamné à un an de prison avec sursis, le 25 Septembre 1957. Condamné à nouveau à 1 an ferme en mars 1958, à Oran.

TOUS, sans exception, sont honorablement connus, estimés, aucun n'a jamais subi la moindre condamnation.

Ils sont en prison pour avoir écrit au Président de la République, avec des arguments différents les uns des autres, mais avec la même fermeté :

« Notre conscience nous empêche de participer aux opérations militaires en Algérie... »

LEFEBVRE Paul : Adresse : Chemin d'Ecurie, Moreuil (Pas-de-Calais). Menacé du Tribunal Militaire.

LETOQUART Léandre : Moniteur électricien. Marié, un enfant. Adresse : 7, rue Lanoy, Avion (Pas-de-Calais). Condamné à deux ans de prison, le 24 janvier 1958, à Alger.

MAGNIEN Serge : Etudiant. Adresse : 59, boulevard Murat, Paris (16e). Condamné à deux ans de prison, le 18 août 1958, à Alger.

MICHAU Pierre : Ouvrier du bâtiment. Adresse : Rue de la Folie-Regnault, Paris (11e). Menacé du Tribunal Militaire.

MICHEL François : Agent technique. Marié. Adresse : Rateau, commune de Bagneux (Yonne). Menacé du Tribunal Militaire.

NENOU Edgar : Ajusteur. Adresse : Lessort Modor, Lyons (Eure). Menacé du Tribunal Militaire.


Marcel CASSAN


Claude DESPRETZ

RE Michel : Ouvrier agricole. Adresse : Senas (Bouches-du-Rhône). Condamné à deux ans de prison, le 29 août 1958, à Constantine.

RENDA Francis : Ouvrier dans les produits chimiques. Adresse : 42, rue Henri-Barbusse, Sète (Hérault). Condamné à trois ans de prison à Constantine.

RENUCCI Jérôme : Etudiant en droit. Adresse : 30, place Denfert-Rochereau, Paris (14e). Menacé du Tribunal Militaire.

SAMSON Jean-Marie : Mécanicien. Adresse : 4, avenue Roger, Chatou (Seine-et-Oise). Condamné à deux ans de prison, le 2 juillet 1958, à Alger.

VENDART Jean : Ajusteur. Adresse : 8, rue Crépin-du-Gast, Paris (11e). Condamné à 2 ans de prison, le 23 mai 1958, à Alger.

VOISIN Claude : Métallurgiste. Adresse : 58, rue de Ménilmontant, Paris (20e). Condamné à 2 ans de prison, le 15 juillet 1958, à Alger.

DR

« C'est l'amitié entre Français et Algériens que je veux défendre »

« Monsieur le Président, […] je suis prêt à combattre quiconque s'attaquerait à ma Patrie. […] La guerre que font nos gouvernants au peuple algérien n'est pas une guerre défensive. Dans cette guerre, ce sont les Algériens qui défendent leurs femmes, leurs enfants, leur patrie, ce sont les Algériens qui combattent pour la paix et la justice. C'est l'amitié entre Français et Algériens que je veux défendre. C'est aussi la Constitution française que je respecte puisqu'il est dit dans son préambule : "La République française n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple". Et plus loin : "Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge, à la liberté de s'administrer eux-mêmes" […] ». En me refusant à participer à cette guerre injuste, j'entends contribuer à préserver la possibilité de rapports librement consentis, basés sur les intérêts réciproques et le respect des droits de nos deux peuples, et rapprocher le moment où la guerre fera enfin place à la négociation. Veuillez croire, Monsieur le Président, à mes sentiments d'indéfectible attachement à la République Française et à sa Constitution […]. »

> **Lettre d'Alban Liechti au chef de l'État,** le 2 juillet 1956.

Le 2 juillet 1956, ce militant communiste écrit au président de la République, René Coty, pour lui faire connaître son refus de participer à la guerre. Condamné à deux ans de prison, il est libéré en 1958. En mars 1959, il réitère son refus alors qu'il doit à nouveau aller en Algérie. Il est encore condamné à deux ans de prison. À l'issue de sa peine, il accepte d'effectuer son service en Algérie, mais sans mettre de balle dans son fusil. Il est finalement libéré de ses obligations militaires en mars 1962. Une trentaine de soldats proches du parti communiste ont suivi son exemple et ont été condamnés, en règle générale, à deux ans de prison. Ses lettres ont été publiées dans *Le Refus* (éd. Le Temps des cerises, 2005).

« POUVAIS-JE EN CONSCIENCE, SANS ME CONTREDIRE, FAIRE LA GUERRE AUX FELLAGHAS ? »

JEAN LE MEUR

LES ÉTATS D'ÂME D'UN JEUNE CHRÉTIEN

« J'ai fait l'école des officiers de réserve de Cherchell, d'où je suis sorti sous-lieutenant […] le 15 juin 1958. À la fin du stage, on nous a proposé différentes garnisons où fonctionner et aussi cinquante places dans les Affaires algériennes. Le colonel Marey, commandant de l'école, a vivement encouragé ses ouailles à choisir cette exaltante mission de pacificateurs […]. Par atavisme, masochisme, candeur, idéalisme, parce que je me sentais solidaire et responsable de l'Algérie, j'ai choisi l'encadrement (chantiers, centres de formation de jeunesse) en me jurant bien d'y réserver ma liberté, de ne pas m'asservir à l'Algérie française, et avec le secret espoir, combien clairvoyant !, d'échapper ainsi à l'emprise militaire. À notre retour de permission, […] on nous annonce la bonne nouvelle : d'abord bâtir, c'est entendu, mais faut quand même au préalable exercer un commandement de section pendant trois ou six mois. Après quoi, on aura encore besoin de vous ; s'il en "reste" […]. [Ç]a me mettait au pied du mur. Il me fallait enfin résoudre un problème que j'avais jusque-là relégué dans les coulisses des restrictions mentales : "Pouvais-je en conscience, sans me contredire, faire la guerre aux fellaghas ?" Poser ainsi la question, c'était y répondre, et pourtant ça n'a pas été si facile. C'est qu'on hésite à affronter l'imposante machine, à sacrifier son confort, sa solde, et même la vie militaire, avec ses aventures et ses amitiés, et son expérience. J'ai quand même réussi à être logique et j'ai envoyé ma démission. »

> **Jean Le Meur,** publié par la revue *Esprit* (1959).

La revue *Esprit*, d'inspiration catholique libérale, publie fréquemment des articles dénonçant la guerre et la torture. Il en est ainsi des lettres de Jean Le Meur, condamné à deux ans de prison pour son refus de participer au conflit. Comme lui, de nombreux chrétiens s'y sont opposés.

La lettre d'un déserteur



Noël Favrelière, rappelé au sein du 8e régiment de chasseurs parachutistes.

« Chers parents, nous sommes saufs ! Cette nuit nous avons traversé la frontière à dos de chameaux. Nous sommes maintenant chez les parents du jeune que j'ai libéré. Il a 20 ans et s'appelle Mohammed. La joie qu'ont eu *(sic)* les siens à le revoir, alors qu'il le croyait mort m'a payé au centuple pour tout ce que l'avenir me réserve de mal. Quoiqu'il me réserve je ne regretterai pas ce que j'ai fait car je ne me suis jamais senti aussi en paix avec moi-même et aussi libre. Jaurès disait : "L'Homme libre, c'est celui qui va jusqu'au bout de ses convictions." Je suis allé jusqu'au bout et je suis décidé à y rester. On y dort bien.

Pa, tu sais bien que je n'ai jamais trahi mon pays mais que, bien au contraire, c'est maintenant que je le sers en empêchant les Algériens de haïr cette France qu'ils ont aimée. Parmi eux, je suis la preuve que tous les Français ne sont pas de colonialistes et tous les paras des SS. Si j'avais agi autrement, si j'avais laissé assassiner Mohammed je crois bien que je n'aurais jamais osé te regarder en face, le résistant qui m'a crié : "Ne deviens pas un boche !"

Je sais que tu es avec moi, j'en suis sûr, mais j'aimerais que tu me le dises. Après ça, quoi que l'on me dise, quoi que l'on me fasse, rien ne pourra entamer ma joie. La joie de te savoir à mon côté et celle qui procure la certitude d'avoir raison ; dans les temps à venir, nous aurons raison.

Je vous écrirai très prochainement et peut-être alors aurais-je *(sic)* une adresse à vous donner.

Je vous aime et je vous embrasse

Noël. »

Noël Favrelière (1934-2017) a effectué son service militaire en Algérie en 1954, dans une unité parachutiste. En mai 1956, il est rappelé, et si, comme beaucoup, il rechigne à partir, il se résout néanmoins à cette nouvelle période sous les drapeaux. Ce qu'il voit en Algérie le révolte. En août, il se rend compte que l'un des prisonniers détenu dans son unité est exécuté, précipité depuis un hélicoptère. Le lendemain, un autre captif, un jeune homme du même âge que lui est promis au même sort. Il décide alors de le sauver. Les deux hommes s'enfuient dans le désert pendant une semaine, avant de traverser la frontière algéro-tunisienne. C'est alors qu'il écrit cette missive à ses parents.

UNE DEMANDE DE GRÂCE ADRESSÉE À YVONNE DE GAULLE

« Madame la Présidente, C'est parce que je suis une femme et une mère de famille que je prends la liberté de m'adresser à vous, puisque l'on vous appelle la "première dame de France". Mon mari avait écrit au général de Gaulle au début d'octobre dernier et la lettre n'a pas dû parvenir car elle est restée sans réponse. Il s'agit d'un drame intimement lié au destin et à l'honneur de notre pays, et qui prend pour une mère, vous le comprendrez, les sens d'une tragédie personnelle. Mon fils, Noël Favrelière *(lire p. 41)*, fit son service militaire en Algérie et fut ensuite rappelé sous les drapeaux en qualité de sergent du 8ᵉ régiment de chasseurs parachutistes. Le 26 août 1956, ayant assisté à l'assassinat d'un prisonnier projeté d'hélicoptère au vol, il se vit confier la garde d'un second prisonnier promis au même sort le lendemain matin. Nous avons élevé nos enfants en honnêtes gens et en bons Français. Mon mari et moi sommes donc responsables et nous ne rougissons pas de ce qui s'est passé alors. Plutôt que de devenir criminel de guerre, Noël a désobéi à ses chefs qui n'étaient finalement, comme le général de Gaulle l'a dit, que des enfants perdus. Noël a déserté, il a libéré le prisonnier et rejoint l'étranger. Le tribunal militaire l'a condamné à mort par contumace le 29 mai 1958. [...]
Le jugement par contumace a été annulé par le décret de grâce du président de la République algérienne en date du 6 décembre 1962. Pour des raisons que j'ignore, la Chancellerie a répondu qu'elle ne reconnaissait pas cette grâce. Les années passent. Notre fils a maintenant 31 ans et il est obligé d'attendre en dehors que son pays veuille bien de lui. C'est douloureux et aussi profondément injuste car il a agi en homme d'honneur et en patriote. La situation est telle que seul le président peut mettre fin à ce drame, rendre un fils à la France et ramener la paix dans le cœur d'une mère. C'est pourquoi je me suis permis de vous faire remettre cette lettre, convaincue que vous jugerez utile de la soumettre au Général. La France est sortie du drame algérien. Des amnisties ont eu lieu qui tournent une page d'histoire. Il existe pourtant, dans les Charentes, une mère malade qui attend son fils et qui se tourne vers vous pour obtenir justice. »

« IL A AGI EN HOMME D'HONNEUR ET EN PATRIOTE »

> **Lettre d'Aimée Favrelière,** le 12 mai 1965.

Noël Favrelière, déserteur *(lire p. 41)* et condamné à la peine de mort, sera gracié en 1966. Son témoignage, *Le Désert à l'aube*, publié en 1960, inspirera le scénario du film *Avoir vingt ans dans les Aurès* (1972).

Un Européen passé à un maquis de l'ALN

« Je ne suis pas musulman, mais je suis algérien d'origine européenne. Je considère l'Algérie comme ma patrie. Je considère que je dois avoir à son égard les mêmes devoirs que tous ses fils. Au moment où le peuple algérien s'est levé pour libérer son sol national du joug colonialiste, ma place est aux côtés de ceux qui ont engagé le combat libérateur. La presse colonialiste crie à la trahison. Elle criait aussi à la trahison lorsque, sous Vichy, les officiers français passaient à la Résistance, tandis qu'elle servait Hitler et le fascisme. En vérité, les traîtres à la France, ce sont ceux qui, pour servir leurs intérêts égoïstes, dénaturent aux yeux des Algériens le vrai visage de la France et de son peuple aux traditions généreuses, révolutionnaires et anticolonialistes. De plus, tous les hommes de progrès de France et du monde reconnaissent la légitimité et la justesse de nos revendications nationales.
Le peuple algérien, longtemps bafoué, humilié, a pris résolument sa place dans le grand mouvement historique de libération des peuples coloniaux qui embrase l'Afrique et l'Asie. Sa victoire est certaine. Et il ne s'agit pas, comme voudraient le faire croire les gros possédants de ce pays, d'un combat racial, mais d'une lutte d'opprimés sans distinction d'origine contre leurs oppresseurs et leurs valets sans distinction de race.
Il ne s'agit pas d'un mouvement dirigé contre la France et les Français ni contre les travailleurs d'origine européenne ou israélite. Ceux-ci ont leur place dans ce pays. Nous ne les confondons pas avec les oppresseurs de notre peuple. En accomplissant mon geste, en livrant aux combattants algériens des armes dont ils ont besoin pour leur combat libérateur, des armes qui serviront exclusivement contre les forces militaires et policières et les collaborateurs, j'ai conscience d'avoir servi les intérêts de mon pays et de mon peuple, y compris ceux des travailleurs européens momentanément trompés. »

Henri Maillot (1928-1956) est un Européen d'Algérie. Militant du Parti communiste algérien, il est comptable au journal *Alger républicain*. Après avoir été rappelé trois mois sous les drapeaux, il s'engage avec le grade d'aspirant et est affecté au 57ᵉ bataillon de tirailleurs de Miliana. Le 4 avril 1956, il passe au maquis avec un camion d'armes et adresse cette lettre à la presse parisienne. D'autres Européens d'Algérie, essentiellement des membres du PCA, ont rejoint les maquis de l'ALN, certains dès les premiers mois de l'insurrection.

VERS UNE SCISSION DE L'ARMÉE ?

À partir de 1960, les fractures apparaissent de plus en plus nettement dans l'armée française. La « semaine des barricades », en janvier 1960, constitue un premier avertissement, lorsque les Européens d'Algérie activistes élèvent des barricades dans Alger. Mais ils n'obtiennent qu'un soutien très relatif de l'armée. Le procès du réseau Jeanson et le « manifeste des 121 », signé notamment par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir en septembre 1960, légitiment quant à eux la désobéissance contre la guerre d'Algérie.
La rupture au sein de l'armée apparaît avec le putsch des généraux, en avril 1961. Les militaires partisans de l'« Algérie française » prennent le pouvoir en Algérie et tentent de renverser le régime. Néanmoins, les activistes ne trouvent pas le soutien escompté au sein de l'armée, notamment auprès des appelés du contingent, dont certains entravent l'action des putschistes. De plus, ces conscrits sont soutenus par le général de Gaulle qui appelle, dès le 23 avril, à empêcher les putschistes d'agir.
La fin de la guerre se fait dans une tension croissante entre les partisans de l'Organisation armée secrète (OAS), favorables à la poursuite de la guerre pour garder l'« Algérie française », et les loyalistes, qui soutiennent le gouvernement et regroupent la majorité des appelés. À partir du cessez-le-feu du 19 mars 1962, l'OAS considère même l'armée française comme une force d'occupation. Quelques jours plus tard, elle assassine six appelés. T. Q.

« Il y a des cons instruits ! »

« Le sous-lieutenant responsable du bureau des problèmes humains qui était absent depuis mon arrivée à l'escadron est de retour. C'est un appelé, ingénieur dans le civil. Quand je me suis présenté à lui, j'ai eu droit à un discours sur la défense des valeurs de la civilisation occidentale. Il m'a affirmé que les habitants de Sidi El Ghézali comme la population musulmane dans son ensemble étaient avec l'armée française. Ce n'est pas le point de vue de l'infirmier qui fait des tournées au village, même si lui-même y est très estimé. Le sous-lieutenant a pourtant fait des études… Il y a des cons instruits ! »



En 1960, la France organise des élections cantonales bien que les villages demeurent noyautés par le FLN.

> **Lettre de Bernard Bourdet,** le 11 avril 1961.

Bernard Bourdet, dans son *Journal*, montre que la question de la défense de l'Occident et de l'« Algérie française » transcende les catégories, puisque l'officier qui lui tient ce discours est un appelé du contingent. De plus, celui-ci se trompe totalement sur l'état de la situation : le village dont il est question se révélera totalement noyauté par le FLN et tout acquis à l'indépendance…

Vivre le putsch d'Alger, heure par heure…

« Ma Colette que j'aime, quelle curieuse journée. Ce matin, je mets Radio Alger : silence. Je me suis tout de suite dit qu'il y avait quelque chose puis : "Événement grave à Alger". Quoi penser après une journée de mutinerie d'une toute petite fraction de l'armée et de quatre guignols sur le retour d'âge et de la raison (ce qui est plus grave). Je ne sais pas si tu prends Radio Alger mais ils ont créé un état-major prenant toutes les responsabilités et ont passé des discours des quatre grands ! Ici, la réaction a été considérable, les pieds-noirs ont crié "Hourrah !", sauf ceux qui raisonnent un peu. Ici, la grosse majorité considère que c'est une grosse connerie. Attendons. »

> **Lettre de Jean-Pierre Desffontaines,** 21 avril 1961.

Jean-Pierre Desffontaines rejoint l'Algérie en 1959 comme instructeur au Centre de formation de la jeunesse algérienne de Bourkika, près de Blida. Dans une longue lettre à sa femme, il décrit le déroulement du putsch.

LES CONSCRITS FACE AU PUTSCH DES GÉNÉRAUX (21 AVRIL 1961)

« Écoute des informations à "Radio France" [il s'agit en fait de Radio Alger, contrôlée par les putschistes, NDLR]. Ils nous engagent à ne plus obéir au gouvernement français. Le travail se réduit à la présence des hommes. Commentaires divers sur la situation. L'atmosphère est tendue. Les prises de position commencent : beaucoup ont décidé de cesser tout travail. En fin de matinée, un avion espagnol de l'Aviaco se présente à l'EAM. En descendent [...] Salan et Susini. Le colonel de la base les accueille à bras ouverts. Un capitaine donne l'accolade à Salan. Sous le hangar du 3/62, sous-officiers et hommes de troupe regardent sans rien dire, avec une attitude de réprobation. Les officiers tentent de les disperser. [...]. Les bérets rouges se sont révoltés la veille au soir contre leurs officiers. [...]. Ce sont pour la plupart des soldats du contingent. [...] Le soir : situation calme, cependant très lourde. En ville, rien de spécial. La majorité des nôtres écoutent Europe 1, Monte Carlo, Luxembourg ou Paris Inter. À 20 heures, allocution du général de Gaulle. De ce discours, nous retenons l'ordre de ne pas obéir aux chefs insurgés quelles que seront les missions demandées : opérationnelles, maintien de l'ordre ou administratives, ceci afin d'éviter de pénibles traîtrises.
Nous avons d'ailleurs confirmation de cette hypothèse le lendemain. Chacun se sent soulagé d'avoir enfin un ordre certain qui fixe la ligne de conduite. Discussions dans les chambres, dans les foyers, etc. Chacun organise la journée du lendemain. »

> **Jacky Schweitzer,** dimanche 23 avril.

Jacky Schweitzer nous a aimablement communiqué quatre pages dactylographiées, sur lesquelles ses camarades de régiment et lui ont tapé ce qu'ils ont vécu sur la base aérienne de Maison Blanche, près d'Alger, lors du putsch du 21 avril 1961.

Un sous-off sans illusions

« Notre sous-lieutenant s'étant cassé la cheville en sautant l'autre jour de l'hélicoptère, le commandement de la section est passé à l'adjudant de compagnie. Moins distant, moins prétentieux, ce rempilé nous plaît davantage. Il a plus d'expérience, ayant "fait l'Indo" ; et puis il est plein de sagesse, sans illusion : "Vivement que cette guerre finisse." Il ne se croit pas obligé de faire fouiller le chargement des Kabyles qu'on rencontre avec leurs ânes : « À quoi bon ? » Dans le maquis on se contente de chercher un passage entre les épines sans ratisser. »

> **Jean-Claude Widmann,** Port-Gueydon [auj. Azeffoun], le 4 mars 1962.

LA RÉVOLTE DES APPELÉS DU CONTINGENT

« Le capitaine et les gradés du 4e escadron ne s'en tiennent plus à la propagande. Ils viennent d'installer [...] un commando OAS, commandé par un ancien adjudant-chef de la Légion.

5 mars 1962

Le poste de Reyder et l'escadron sont un véritable noyau OAS [...] Le sous-lieutenant de Reyder (un appelé pourtant !) est tous les jours "sur le terrain". Il a réclamé avant-hier à l'infirmier des pansements individuels, des seringues, des médicaments, pour les emporter. L'infirmier a refusé de donner quoi que ce soit [...].

12 mars

Les habitants de Dar El Beïda savent qu'il y a un commando de l'OAS non loin d'ici. Les bergers ne s'aventurent plus dans le djebel. Le soir, on met la fourche derrière la porte, et les sentinelles de l'autodéfense, cette fois, sont vigilantes. Après 7 ans de guerre, la peur est encore présente. [...]. La nuit dernière la tour radio de Reyder a été harcelée par un tir de mitrailleuse. Les deux radios l'ont échappé belle. Le tir avait sans doute été repéré pendant le jour [...].

15 mars

L'attaque de la tour radio de Reyder a bien été faite par l'OAS, pour donner un avertissement aux appelés qui avaient refusé de faire les vacations. Une patrouille a retrouvé les étuis de la mitrailleuse. C'étaient les munitions que l'escadron avait lui-même transportées. Pendant le harcèlement, le sous-lieutenant de Reyder ordonnait aux harkis de tirer en l'air. Quant à la riposte au mortier, les obus étaient tombés dans l'oued. À l'escadron, hier, les appelés criaient : "OAS assassins ! Fascistes au poteau !" Le sous-lieutenant qui remplace le capitaine ("à l'hôpital") a sèchement déclaré : "Si vous continuez ainsi, je vous préviens qu'il vous arrivera ce qui est arrivé aux radios de Reyder." »

« OAS, ASSASSINS ! FASCISTES AU POTEAU ! »

> **Journal de Bernard Bourdet.**

Après le putsch, l'OAS s'implante en Algérie. Elle s'assure d'abord le soutien de la population pied-noire puis se lance dans des actions terroristes à partir du début de l'année 1962. Enfin, elle commence à organiser des maquis, surtout dans l'Ouest algérien. Cet extrait montre la tension qui règne entre les militaires français et les soldats déserteurs de l'OAS. Il révèle aussi que quelques appelés se rangent à leurs côtés...


Le 3 juillet 1962, le référendum sur l'indépendance est approuvé par les Algériens à 91,23 %. Le Gouvernement provisoire de la République algérienne proclame l'indépendance. Deux jours plus tard, les rues du centre d'Alger sont envahies par une foule en liesse.

KEYSTONE-FRANCE

LE CESSEZ-LE-FEU ET L'INDÉPENDANCE

Depuis août 1961, du fait des négociations en cours, l'armée française a cessé les « opérations offensives » : il ne s'agit plus que de se défendre. Mais les entorses à ce principe seront nombreuses. Déjà, l'armée française commence à se replier vers les centres urbains et limite les « postes isolés ».

Le 19 mars 1962, le cessez-le-feu prévu par les accords d'Évian, signés la veille, entre en vigueur. L'OAS, soutenue par une majorité de la population européenne d'Algérie, est prête à tout pour faire échouer ce texte. Elle mobilise la population pied-noire, multiplie les attentats et entre dans une politique de la terre brûlée propre à exacerber les violences. Des appelés du contingent en seront même la cible le 22 mars 1962.

Après la tragique fusillade de la rue d'Isly, le 26 mars, le départ des pieds-noirs vers la métropole s'accélère, d'autant plus que certains Algériens, « ralliés de la dernière heure » à l'ALN, commettent aussi des exactions. Les harkis, abandonnés par les autorités françaises, en sont particulièrement la cible.

Progressivement, le nombre d'appelés présents en Algérie décroît. Les violences se poursuivent jusqu'à l'indépendance algérienne, proclamée le 5 juillet 1962. Des massacres de harkis se dérouleront encore après cette date. T. Q.

« Un carton dans une 403 de l'OAS »

« Chers parents, d'après la presse et la radio, la signature d'un accord sur le cessez-le-feu est toute proche, et il est doux de l'espérer. Mais reste le problème OAS, encore entier. Avant-hier soir, le bataillon est parti à 21 heures en alerte à Oran. [...] Il s'agissait de boucler un quartier européen d'HLM, tandis que les flics fouillaient les appartements.

Des armes ont été récupérées, dans des frigidaires, qui sont passés ensuite par les fenêtres. Le retour s'est fait à 4 heures du matin. Quelques incidents se produisent avec le 5e RI dans les rues (lorsque les communiqués parlent d'une patrouille de fantassins, il ne peut s'agir que de nous). Un sergent a fait l'autre soir un carton dans une 403 de l'OAS qui forçait le barrage, et a fait deux morts. »

> **Pierre Couette,** Lourmel [auj. El Amria], le 18 février 1962.

Le sergent Pierre Couette espère la signature prochaine du cessez-le-feu, car la situation est très tendue dans la région d'Oran, avec l'OAS et, dans une moindre mesure, les Algériens.

LA TERRE BRÛLÉE

« Les commandos étaient en opération dans le djebel Louh. L'opération consistait surtout à faire sauter toutes les maisons qui restaient encore debout sous prétexte qu'elles pourraient servir de caches aux "fellaghas". Après sept ans de guerre et à quelques jours du cessez-le-feu, était-il besoin de détruire ces fermes […] ? »

> **Bernard Bourdet,** le 23 février 1962.

Bernard Bourdet montre dans son journal que certaines opérations ont duré jusqu'aux tout derniers moments de la guerre, avec pour seul objectif de détruire les bâtiments et les infrastructures. La politique de la terre brûlée a surtout été appliquée par l'OAS.

Les youyous de l'indépendance

« Ce sont des cris de joie qui m'ont annoncé dimanche à 6 heures que le cessez-le-feu était enfin signé. Un peu plus tard, le discours du Général a été écouté dans un silence impressionnant. À la fin d'un discours sur la conduite à tenir, le capitaine n'a pu s'empêcher de manifester son amertume : comme quoi on n'avait pas perdu la guerre et comme quoi les fells étaient des bandits sans honneur, tout juste capables d'égorger des femmes et des enfants, etc. Cela dit, il n'a rien d'un enragé de l'OAS. Vieux garçon, c'est le militaire de carrière type, aimant la guerre pour la guerre. Il a avoué un jour qu'il ne verrait pas d'inconvénient à attaquer l'OAS, de concert avec les fells.
Mardi, en revenant du convoi, à Azazga, nous avons surpris dans des villages de grandes manifestations de joie. Des drapeaux blancs et verts *(sic)* flottaient, que personne ne songeait à enlever à notre approche. Et des femmes en cortège poussaient à cœur joie leurs fameux youyous. »

> **Lettre de Jean-Claude Widmann,** le 25 mars 1962.

Dans cette lettre à ses parents, Jean-Claude Widmann raconte les réactions très diverses à l'annonce du cessez-le-feu.

FIN D'UNE GUERRE, DÉBUT D'UNE AUTRE

« Dimanche, 21 h 30, alors que je commençais à m'endormir, nous avons été réveillés en sursaut par des rafales de PM et des coups de fusil […]. [A]vant qu'on ait eu le temps de sortir de la chambre, ceux d'à côté avaient déjà tiré quelques rafales dans le noir et la sentinelle avait vidé quatre chargeurs de fusil dans le paysage…
Pour toute réplique nous avons été fouiller hier le village situé derrière la crête d'où on nous tirait dessus. Les habitants se sont vus promettre quelques obus de mortier si ça recommençait. Promesse toute platonique car personne ne sait tirer dans la compagnie ! Ce matin encore, nous sommes partis à 4 heures du matin pour occuper un village où six femmes venaient d'être égorgées. Règlement de compte ou vengeance contre des « collaboratrices », on ne sait. De toute façon, de telles choses n'ont rien d'étonnant à un moment où l'armée ne contrôle plus efficacement les villages et où le GPRA [Gouvernement provisoire de la République algérienne] ne les tient pas encore. »

> **Jean-Claude Widmann,** Port-Gueydon [auj. Azeffoun], le 18 mars 1962.

La nuit précédant la signature du cessez-le-feu, le poste de Jean-Claude Widmann est la cible de tirs de l'ALN : jusqu'au dernier moment, les combats continuent donc. Mais les règlements de compte commencent déjà et iront en s'amplifiant, notamment à l'égard des harkis et de toutes les personnes considérées comme ayant choisi le « camp de la France ». Désormais, le terme de harki prendra cette signification, jusqu'à prendre le sens de « traître ».

Après l'affaire de la rue d'Isly (26 mars 1962)

« Chers tous, Enfin oui, nous l'avons, ce cessez-le-feu ! Quand je suis allé annoncer la nouvelle au village, je crois que les fellahs m'auraient embrassé. Pour eux aussi, c'est un immense soulagement […]. Seulement, il y a l'OAS et ceux qui la suivent, aveuglés, sans se rendre compte où est leur véritable intérêt.
L'affaire d'Alger est terrible, mais la répression était nécessaire et elle doit se poursuivre jusqu'à la mort du mouvement. Le jour où l'OAS a tiré sur les appelés, elle a signé son arrêt de mort, elle a perdu ses chances de faire basculer pour elle les militaires de carrière qui sont bien obligés maintenant d'aller dans le même sens que le contingent.
Le sang a coulé, cependant il ne faut pas reculer devant un peu de sang dans des situations pareilles, c'est la Paix qui est en jeu. L'hystérie meurtrière des pieds-noirs n'avait pas de raison d'être et ne pouvait se justifier. Il faut souhaiter que le service d'ordre [aille] jusqu'au bout. Quant à ceux qui accusent les appelés d'avoir tiré inconsidérément, ils ne savent peut-être pas ce que c'est, que d'avoir peur. Il y a des innocents qui paient, oui, c'est malheureux. Mais combien de musulmans innocents ont-ils payés eux aussi, depuis 7 ans ? »

> **Lettre de Bernard Bourdet,** le 27 mars 1962.

La fusillade de la rue d'Isly (46 morts et 150 blessés) s'explique par le fait que l'OAS a tué six appelés et blessé plus de dix d'entre eux le 22 mars. Les appelés sont révoltés par le fait que des Français ont tiré sur eux.

« Sauver l'économie agricole du pays »

« Pour ma part, je suis, depuis une quinzaine de jours, absolument débordé. En effet, le dégroupement des populations va s'effectuer très rapidement ; aussi, en vue d'une aide, faut-il établir une véritable enquête pour chaque famille. Je n'ai pas d'interprète et certaines histoires de terrains et de maisons ne sont pas faciles à démêler. Enfin, c'est presque terminé. Tous les habitants de Dar El Beida retournent sur leurs terres, mais les maisons ont été presque toutes détruites et les fellahs n'ont pu cultiver en zone interdite. On mesure à quel point la guerre a ruiné certaines familles.
Ce serait le moment favorable pour réaliser la réforme agraire qui pourrait sauver l'économie agricole du pays. Seulement, les structures anciennes vont réapparaître, les familles riches et celles qui n'ont rien. Il y aura encore des ouvriers agricoles à 400 fr par jour. Le système de kolkhozes ou de coopératives, avec des moniteurs, des cadres capables, assurerait certainement un avenir bien meilleur. Certes, la réforme se fera, mais il faudra attendre l'Algérie indépendante. »

> **Lettre de Bernard Bourdet,** le 27 mars 1962.

Bernard Bourdet évoque ici le « dégroupement » des populations. Il dresse aussi des perspectives pour le futur État algérien, notamment en ce qui concerne une réforme agraire – qui verra effectivement le jour en 1963.

UN ÉTRANGE BAPTÊME DU FEU

« Chers Madeleine et Gaston, notre mission est, bien sûr, le maintien de l'ordre [...]. Ainsi, dimanche, nous avons participé au bouclage au cours duquel ont été faits prisonniers Jouhaud et ses complices [...]. Pour protéger ses grosses têtes, l'OAS tirait de tous les côtés, lâchement. Et, le soir, au retour, boulevard de Sébastopol, le convoi est tombé littéralement en embuscade. Des armes automatiques tiraient des balcons. La gendarmerie [...] était particulièrement visée, et touchée : 1 mort, 7 blessés, à 200 m de mon half-track. Puis, fusillade intense, autour de 20 heures, à la nuit tombante : feu d'artifice des traceuses des mitrailleuses. J'ai eu là, vraiment, mon baptême du feu. Mon équipage (6 gars) se cachait sous le bahut. Je restais seul, dedans, ainsi que mon tireur à la mitrailleuse, qui répliqua d'une rafale qui a démoli un balcon [...]. La gendarmerie criblait, presque à bout portant, les façades à la mitrailleuse lourde, à tort et à travers.
Un escadron de chars est intervenu. L'un des engins, pris d'assaut par la foule, fut recouvert de drapeaux tricolores, et le bruit courut, un moment, qu'il avait été pris par l'OAS. Heureusement, il n'en était rien. Nous avons passé la nuit sur place, et décrochage à 6 heures. C'est un miracle qu'il n'y eut pas de blessés parmi nos troupes à pied sur les trottoirs. En fait, nous sommes sûrs maintenant que l'OAS ne tirera pas sur nous, car ce serait se condamner elle-même. Des traîtres, des provocateurs l'ont fait à Alger, mais Oran garde la tête froide, malgré tout. »

> **Pierre Couette,** Oran, mercredi 28 mars 1962.

Pierre Couette pense qu'Oran a gardé la tête froide, par rapport à Alger, où l'OAS a tué des appelés du contingent. Mais plusieurs membres de son régiment seront ensuite tués par l'organisation clandestine.

« LE VERT ET LE BLANC ONT FLEURI PARTOUT »

Le 3 juillet 1962

« Le vert et le blanc ont fleuri partout. Chaque maison, de la plus riche au plus misérable gourbi, chaque voiture sont pavoisées *(sic)*. Aux alentours d'Affreville, c'est comme un champ d'innombrables drapeaux qui claquent, éclatants et fiers, au grand soleil de la liberté. Des camions bondés d'hommes, de femmes, d'enfants circulent en tous sens en klaxonnant. En ville, c'est une ambiance de kermesse. Les fillettes portent des robes vertes et des corsages blancs, les garçons des casquettes à étoile et à croissant rouges. Il y a partout de la musique dans les rues [...]. La joie éclate librement, sans violence et sans exacerbation.

Le 4 juillet

Les forces locales de toute la région, dont celle d'Affreville, ont rejoint l'ALN avec armes et bagages. Nous n'en connaissons pas vraiment la raison, nous savons seulement qu'il y a un rapport avec la crise qui a éclaté entre le GPRA et l'état-major de l'ALN. La wilaya IV, où nous sommes, soutiendrait Ben Bella.

Le 5 juillet

Défilé des scouts et des combattants de l'ALN. Il y avait une foule considérable au passage du défilé. Les femmes étaient toutes sorties et brandissaient des centaines de drapeaux dont certains étaient admirablement brodés. Acclamés par les youyous étourdissants, les jeunes scouts marchaient devant, suivis des fillettes. Tout ce monde-là chantait. Les troupes de l'ALN ont circulé toute la journée, par pleins camions, brandissant des drapeaux et scandant : "Algérie Yahia" ! »

Bernard Bourdet assiste aux fêtes de l'indépendance mais aussi aux dissensions qui éclatent au sein du camp algérien. Celles-ci iront croissant au cours de l'été 1962 et verront la victoire de l'armée extérieure sur les maquis de l'intérieur. Ben Bella prendra la tête du pays à l'automne 1962. Dans le même temps, la répression contre les harkis prendra toute son ampleur.

ILS ONT « FAIT » L'ALGÉRIE

Avant de devenir célèbres, des politiques et des personnalités ont été envoyés accomplir leur devoir de l'autre côté de la Méditerranée. Une expérience qui les a durablement marqués. Sauf mention contraire, les extraits de ces entretiens sont tirés des deux livres de Gérard Marinier, *Ils ont fait la guerre d'Algérie* (JMP éditions), auparavant publiés dans le journal de la FNACA, *L'Ancien d'AFN*.



JACQUES CHIRAC

« Mon escadron – d'intervention permanente – m'a permis d'aller un peu partout dans le pays. On venait pratiquement sans préavis nous quérir en hélicoptère pour nous déposer aux endroits où il se passait quelque chose. C'est comme cela que j'ai pu participer à des opérations. Mon unité a d'ailleurs été la seconde en pertes à l'époque. »

Il effectue son service militaire le 15 avril 1955. À la différence des autres élèves de l'ENA, il n'est pas affecté dans l'armée de l'air, mais choisit de faire son service dans la cavalerie, avec la volonté d'aller en Algérie. Il y recevra plusieurs citations et la croix de la Valeur militaire.

CABU

« J'étais 2e classe [...], notre rôle consistait surtout à encercler une grande zone d'environ 5 kilomètres de rayon à l'intérieur de laquelle la Légion et les paras venaient nettoyer. Nous, nous étions chargés de ne laisser sortir personne. Mais croyez-moi, on n'a jamais vu sortir quelqu'un... Dans ces conditions, les appelés – eux – subissaient des pertes minimes. C'était plutôt dans les embuscades que nos camarades tombaient. [...] J'ai été très étonné de constater que certains soldats du contingent avaient un comportement tout à fait inattendu. Par exemple, j'ai connu un dessinateur industriel qui se vantait d'avoir fait plus de 30 "corvées de bois". Et puis, on pratiquait le "renseignement". Et je me suis aperçu qu'il n'y avait pas que des militaires de carrière mais également des appelés volontaires pour faire ce travail. Je peux témoigner que ces appelés "interrogeaient" les prisonniers fellaghas et participaient aux tortures [...]. La nuit, on entendait des cris affreux à l'extrémité du camp et c'était très dur à supporter. »

Le célèbre dessinateur, assassiné en janvier 2015, a été incorporé en 1958 à 20 ans. Il a aussitôt été envoyé en Algérie, dans le Constantinois, au 9e zouaves.





CLAUDE BRASSEUR

« J'étais comme tous les autres soldats du contingent. Je montais la garde, je faisais des patrouilles, je participais à des embuscades et des opérations comme tout le monde. Mais en réalité, je n'ai jamais rien vu [...]. De temps en temps, il y avait bien des tirs de harcèlement mais heureusement, je n'ai jamais tiré sur un homme. [...] Mon souvenir le plus désagréable, c'est celui du jour où je me trouvais en convoi et où le véhicule de tête a sauté sur une mine. Tous ses occupants ont été réduits en petits morceaux. »

Incorporé à 20 ans, en novembre 1956, il est breveté parachutiste à Bayonne. Il est affecté en Algérie, à Ténès, au printemps 1957. Il a obtenu la croix de la Valeur militaire.

EDDY MITCHELL

« [J'étais déjà allé en Algérie] avec les Chaussettes noires. [...] À Oran, nous devions passer au Théâtre de Verdure. Au moment de la balance, nous [...] avons été envoyés à l'hôtel parce qu'il y avait une alerte à la bombe sous la scène. Les autorités n'avaient pas tort : le soir même, la bombe a explosé... L'explosion avait été programmée en vue de notre passage, c'était gentil de penser à nous ! [J'ai vu] des choses dramatiques. Beaucoup de gestes de représailles. Pour un gamin blanc pied-noir égorgé dans je ne sais quel quartier, en représailles trois petits Arabes étaient tués au hasard. C'était très dur. »

Alors que le chanteur des Chaussettes noires commence à trouver le succès en 1961, il est appelé au service militaire en janvier 1962 et envoyé en Algérie. Il est revenu sur cette période dans la chanson Soixante, soixante-deux *(1987) et dans les entretiens qu'il a eus avec Didier Varrod (*Il faut rentrer maintenant*, La Martinière, 2012).*



ILLUSTRATIONS ANTOINE MOREAU-DUSAULT



GUY GILBERT

«J'ai entendu des mecs assis près de moi qui disaient [...] ceci: "Je les ai tués en longueur et découpés en largeur." Naïvement, je croyais qu'ils étaient allés à la chasse au sanglier. Ensuite seulement, j'ai compris qu'il s'agissait d'Arabes qu'ils avaient pris dans le djebel [...]. Là, j'ai découvert quelque chose de fondamental: c'est que des petits ouvriers, des petits paysans français de rien du tout qui n'étaient que de la merde vis-à-vis de la société avaient [...] droit de vie et de mort sur d'autres hommes après six mois de classes. [...]. Évidemment, j'ai également vu des militaires français avec le ventre ouvert et du sable dedans. [...] Des atrocités se sont produites dans les deux camps, ce qui n'est à l'honneur ni des uns ni des autres.»

Né en 1935, il est séminariste depuis neuf ans lorsqu'il est appelé au service militaire en 1957. Il se considère alors comme un objecteur de conscience, mais de « l'intérieur », en devenant infirmier. Bien qu'ayant pu être réformé, il demande à partir pour l'Algérie à la place de l'un de ses camarades de régiment, marié et père de famille.



JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

«Je n'ai réellement vécu la guerre que le jour du cessez-le-feu. J'étais sous-lieutenant à la SAS de Saint-Denis-du-Sig [auj. Sig], en Oranais, et la nuit même qui a suivi la signature des accords d'Évian, nous avons assisté à un règlement de comptes dans la ville arabe. Il a fallu rétablir l'ordre entre commandos du FLN et les musulmans qui avaient travaillé avec nous [...]. J'ai gardé un souvenir très pénible de ces deux journées qui se sont soldées par un nombre de morts assez impressionnant.»

Appelé fin 1960, il est d'abord affecté au 35e RI à Belfort puis suit l'école des officiers de réserve, à Cherchell. Il en sort sous-lieutenant en septembre 1961 et choisit une affectation dans une SAS de l'Oranie. Il est libéré de ses obligations militaires en décembre 1962, mais retourne en Algérie comme stagiaire de l'ENA. Il y restera jusqu'en juin 1963.



PIERRE DESPROGES

«Cette nuit-là [lors du putsch des généraux, le 21 avril 1961], je l'ai vécue près du poste, écoutant tantôt les hurlements démentiels des fous d'Alger, tantôt les voix brisées des speakers d'Europe 1. Je l'ai vécue le flingue à la main, prêt à défendre ma peau plutôt que de marcher avec les paras. Pour la première fois de ma vie, j'ai eu la sainte trouille, la peur gigantesque qui serre la gorge. Peur qu'on vous bombarde, peur que les bérets rouges ne se pointent.»

Appelé en 1959, Pierre Desproges effectue les EOR dans les transmissions. Il est muté en Allemagne puis rejoint l'Algérie en février 1961. Cette lettre est citée dans Desproges par Desproges *(éditions du Courroux, 2017).*



JACQUES MESRINE

«Dans cette guerre je ne voyais qu'un terrain d'action pour mon goût du risque et de l'aventure. [...] À l'école de la souffrance, j'appris à devenir un homme. Je fis connaissance avec la peur que l'on surmonte parce qu'il le faut pour soi-même et pour les autres. J'appris qu'un homme pleure la mort de son ami et que sa souffrance le poussera à haïr son ennemi au point de tuer pour le simple plaisir de le faire. J'appris à ne plus respecter la vie en contemplant de trop près la mort. [...] J'avais enterré dans le fond de mon cœur tout sentiment humain. Plusieurs types que je connaissais avaient perdu la vie dans des embuscades; je haïssais les Algériens pour ce seul motif, une haine irréfléchie qui me faisait les mettre tous dans le même sac.»

Appelé au service militaire, il s'accommode mal de la discipline, mais se porte volontaire pour partir en Algérie et demande à faire partie d'un groupe de combat. Il obtient la croix de la Valeur militaire et revient en France métropolitaine en avril 1959, marqué psychologiquement. Il aurait ensuite fait partie de l'OAS, avant de plonger dans le grand banditisme et d'être tué par la police en 1979.

GILLES PERRAULT

«C'est d'abord le premier camarade tombé. Celui que l'on connaissait depuis les classes [...] et qui reçoit une décharge en pleine figure, ne laissant plus sur place qu'une bouillie sanglante. Ça, évidemment c'est l'horreur totale. Mais c'est une horreur qui déclenche d'autres horreurs, on se disait: "Pas de pitié pour ceux qui ont fait ça!" Mais au-delà des épisodes de ce style, assurément inévitables, nous éprouvions tous un malaise moral général.»

*Plus tard écrivain célèbre (*Le Pull-over rouge; Notre ami le roi*), il est appelé sous les drapeaux en octobre 1955 et demande à être affecté au 8e régiment de parachutistes coloniaux. Il arrive dans l'Est algérien en 1956 et est démobilisé en 1957.*



LE RETOUR

Pour beaucoup, la fin du service militaire était un moment très attendu : « La quille, bordel ! » fut le mot d'ordre de presque toute une génération. Au point que les appelés sculptaient une quille *(voir photo p. 69)*. Cent jours avant leur libération théorique, les conscrits fêtaient le père Cent, sorte de fête carnavalesque transgressant l'ordre hiérarchique *(voir p. 52)*. Les dernières opérations étaient vécues difficilement, dans la crainte d'un accident tragique. Les « libérables » étaient parfois même dispensés d'opérations lorsque la relève était arrivée.
Dès leur retour, les appelés ont dû se réadapter, plus ou moins facilement, à la vie civile. Certains sont parvenus à reprendre immédiatement le travail. D'autres ont mis plusieurs mois à se réinsérer socialement. D'autres encore ont sombré dans l'alcoolisme ou la folie. Officiellement, 23 196 soldats français ont trouvé la mort en Algérie. Depuis la loi du 6 décembre 2012, leur souvenir peut être célébré le 19 mars. Une fois rentré en France, il a fallu passer à autre chose, tenter d'oublier. Mais la mémoire meurtrie des appelés a conduit à des résurgences très fortes, en particulier à l'occasion des débats autour de l'utilisation de la torture. Aujourd'hui, alors que les anciens appelés arrivent à un âge avancé, leur mémoire apaisée les autorise à parler à leurs petits-enfants, afin que les plaies entre l'Algérie et la France enfin se referment. T. Q.

« NOUS LES AIMIONS TOUS, COMME DES FRÈRES. »

« Il n'y a plus de poste à Dar El Beïda. [...] Nous avons été prévenus mardi soir que tout devait être déménagé en 24 heures. L'école que nous avions eu tant de mal à installer a été vidée en une demi-heure. Robert et moi, nous avions fait venir les *muchos* (« enfants ») pour leur distribuer les quelques habits et les babioles qui nous restaient. Plusieurs avaient les larmes aux yeux, et pour nous aussi c'était un moment pénible. Quelques petits élèves en étaient arrivés presque à la lecture courante, mais tout serait oublié bientôt. Nos efforts ! Un coup de pied dans l'eau ! [...] Les fellahs se débrouilleront pour le dégroupement. [...] Les hommes du village, eux, ne pleurèrent pas mais ils vinrent en nombre nous dire adieu et nous souhaiter bonne quille. Combien de fois nous étions-nous révoltés contre les coutumes des fellahs, mais nous connaissions chaque famille, chaque personne, et au fond, nous nous rendions compte que nous les aimions tous, comme des frères. »

> **Bernard Bourdet,** le 6 avril 1962.

Obéir, sinon...

« **Samedi soir on nous annonce une sortie en patrouille pour le lendemain matin. Les anciens dont je suis annoncent qu'ils ne sortiront pas. Je vais voir le "Vieux" avec Bernard, Claude et Louis. Il est couché, il nous renvoie en criant "Vous sortirez". Le lendemain matin il me prend à part : "Je n'aime pas ces délégations. Dites à vos hommes qu'ils sortiront. Les hommes marchent comme vous les commandez." Nous sortons tous les quatre [...].**
Au retour [...] le "Vieux" m'appelle. « Je pourrai vous casser, je ne le ferai pas cette fois-ci. Mais vous allez marcher droit sinon vous passerez votre perm libérable ici. Tous les gradés ont à se plaindre de votre attitude. Le lieutenant R. m'a demandé à plusieurs reprises votre mutation, je n'ai pas voulu. Vous avez un esprit défaitiste. [...] Vous inculquez un mauvais état d'esprit. Vous êtes incapable de commander. Beaucoup d'anciens sont partis d'ici en laissant un bon souvenir. Ils ont fait un bon travail, si chacun en avait fait de même il y a longtemps que la guerre d'Algérie serait finie. Ce sont des branleurs comme vous qui refusent de faire leur travail qui la continuent. Les quelques semaines qui vous restent vous allez marcher droit, sinon vous savez ce qui vous attend... »

> **Claude Juin,** le18 décembre 1958.

Le chantage à la libération peut être utilisé par les supérieurs contre les appelés. Il faut dire que les sanctions disciplinaires ajoutaient du temps au « jus », comme disaient les soldats du contingent. C'est ainsi que certains d'entre eux ont passé parfois plus de trente mois sous les drapeaux. Claude Juin a publié *Le Gâchis* en 1960, sous le pseudonyme de Jacques Tissier. Il a également écrit *Des soldats tortionnaires* (Robert Laffont, 2012).

Dans le port d'Alger, des appelés du contingent embarquent pour la France, au printemps 1962, peu après la signature des accords d'Évian, déclarant le cessez-le-feu en Algérie.

KEYSTONE-FRANCE

« UNE SEULE CHOSE COMPTE : REVOIR LE PAYS »

“ Toussaint [...]. À chaque instant durant cette journée, mes pensées s'en allaient là-bas, imaginant ce qui pouvait alors se passer. Puis ce fut midi. Occasion pour avoir de nouveaux accrochages ici, entre cuistots et autres gars... Orage dont je refusai de tenir compte. [...]. Pour moi, en attaquant ce 27e mois de service avait sonné l'heure de la relève et il fallait passer les soucis à d'autres. Désormais, ici terminé le service et les coups de gueule [...]. Je ne suis plus en somme qu'un adjoint "d'honneur". J'ai fait mon temps, j'ai fait ma part. Je me permets de raccrocher. [...] Désormais personnellement j'en ai pris mon parti. On ne fera rien de bon avec cette section de rouspéteurs. Une seule chose compte désormais pour moi : revoir la terre natale et tous les êtres chers qui m'y attendent. [...] Deux heures : le quart pour moi a pris fin mais je suis toujours là, penché sur ce livre intime où se trouvent consignées *(sic)* les pensées, les soucis, les peines comme les joies et les espérances de plus de deux ans passés sous l'uniforme.

Et comment détacher ses pensées du pays ? Même le vent semble m'apporter dans ma chambrette l'écho de la fête lointaine et qui bat son plein. Les souvenirs chantent en moi. Ce sont les amis et amies de tout genre, ce sont les plus intimes [...], ce sont nos instants, hélas fort rares, de bonheur, avec Monique, ce sont les danses endiablées et la chaleur étouffante d'une salle de danse bondée où se presse toute une jeunesse avide de bonheur (ou d'illusions) et ce sont tous ces airs aimés et qui aujourd'hui font pleurer, font mal : *La Paloma*, entre autres, que j'entendais ce matin encore et dont chacun des accords ressemblait à un glas, et faisait mal comme un poignard que l'on m'aurait planté jusqu'à la garde. Ce sont tous ces airs aimés dans la lumière tamisée d'une piste de danse [...] comme ce sont ces tangos langoureux et aujourd'hui si chers. C'est le souvenir si cher et si tendre de ma douce petite Monique, ce sont ces amis et tous ces merveilleux instants d'un bonheur éphémère qui font que ce soir, sur sa table éclairée d'une bougie à la flamme agitée par le vent, bien loin de son pays et de la fête qui s'y déroule, dans un pays perdu et sans joie, l'un de ces anonymes 400 000 troufions se trouvant en Algérie pose son stylo sur sa table, y appuie ses coudes, et la tête dans les mains, songe, songe, tandis que son cœur le fait souffrir. Il ferait bon de pleurer mais c'est impossible. On ne pleure pas sur commande, on ne sait plus. »


Pierre Genty.

DR

> **Pierre Genty,** dimanche 1er novembre 1959.

À l'approche de la libération, la nostalgie rend l'attente encore plus longue, d'autant que les soldats craignent d'être tués au cours des dernières opérations auxquelles ils participent.

AVRIL 1962, LA « QUILLE » POUR UN APPELÉ



Chers parents, reçue, tout à l'heure, la lettre de maman, et je m'empresse d'y répondre avec les précisions attendues : embarquement le 26, jeudi prochain, à 18 heures, sur le *Djebel Dira* (un vieux rafiot), arrivée à Marseille le 28 à 6 heures (soit 36 heures de traversée). Je [...] suis "précurseur", c'est-à-dire que je vais porter à l'avance à Oran les listes d'embarquement, et je suis donc libéré réellement du corps (c'est-à-dire que je quitte la compagnie) 2 ou 3 jours avant, ce qui devrait permettre de prendre l'avion plus tôt, ce que je ne désespère pas d'obtenir, en jouant sur tous les tableaux. Mais cela, je ne le saurai qu'au dernier moment, et je vous télégraphierai l'heure d'arrivée prévue à Orly si j'obtiens une place. [...] Sinon, le bateau, qui m'amènerait au 208 [adresse de ses parents, NDLR] le samedi soir. [...] J'ai peu de bagages, simplement ma valise en alu et un petit sac marin, car je reviens en tenue, hélas ! [...]

Il n'est plus question pour moi de sortir en maintien de l'ordre, où que ce soit, avec mon half-track. C'est un caporal qui me succédera, car il manque terriblement d'effectifs. En effet, à moins d'une semaine de la quille, on ne travaille plus. Voilà donc une semaine sainte un peu particulière que je vis cette année, puisqu'elle est la dernière que je vis à l'armée. Dimanche de Quasimodo, je serai parmi vous ! Si maman répond tout de suite, j'aurai peut-être la réponse mardi, sinon ce n'est plus la peine d'écrire. Courage pour les derniers jours, et les dernières heures. [...]. Ce que je redoute le plus, c'est la soirée d'adieux, car elle sera un peu arrosée ! À très bientôt donc. Je ne sais plus très bien ce qui m'arrive : en bref, je ne réalise pas à l'avance le brusque changement de vie que la quille amène. Comme disait Jean-Pierre Béchu (un ami) lorsqu'il est rentré : "Je ne sais pas pourquoi je suis parti, et je ne sais pas pourquoi je reviens !" Bons baisers de votre fils libérable, et impatient de retrouver les siens. »



Célébration du « père Cent » par des appelés dans le djebel : plus que cent jours à tenir avant le retour à la vie civile...

MARC GARANGER/CORBIS/CORBIS VIA GETTY IMAGES

> **Pierre Couette,**
Misserghin, jeudi 19 avril 1962.

Les soldats n'apprennent leur date de retour que quelques jours (voire quelques heures) avant celui-ci. Pierre Couette essaie tant bien que mal de l'organiser, mais une chose est sûre : le fait d'être libérable le dispense de participer aux opérations, une règle tacite pas toujours appliquée...

« Mon cher Dekri, tu étais de ceux qui poussent à ne pas désespérer des hommes »



Cher Dekri, tu dois être très vieux aujourd'hui ou peut-être n'es-tu plus de ce monde mais le souvenir que j'ai gardé de toi est toujours bien vivant. Te souviens-tu de ce 19 mars 1962 ? La radio venait d'annoncer le cessez-le-feu. Robert et moi, nous nous sommes précipités hors du poste militaire pour courir vers le village de regroupement en contrebas. Nous savions que tu accueillais des groupes de l'ALN, la nuit. Tu savais que nous savions. Il existait une sorte d'accord tacite entre le village et nous, en attendant la Paix. Nous nous sommes serré les mains. Très vite les hommes se sont rassemblés. On aurait aimé fêter l'événement mais le FLN avait donné la consigne de n'en rien faire pour éviter tout incident.

[...] Nous ne savions pas que des jours difficiles nous attendaient à notre retour à l'unité de base parce que certains gradés refusaient d'accepter le cessez-le-feu. Nous n'imaginions pas non plus qu'un jour l'Algérie pourrait sombrer à nouveau dans la violence. [...] Que sont devenus les enfants de Dar El Beïda à qui nous faisions la classe ? Ils avaient une telle soif d'apprendre ! Nous les aimions. Ont-ils été victimes ou bourreaux ou les deux à la fois ? Leurs enfants n'ont pas connu la guerre pour l'indépendance et l'espoir éphémère qui a suivi. La misère sociale a détruit leurs rêves d'avenir. [...] Ce n'est pas à nous, Français, de montrer la voie mais nous devons en être solidaires, pour des échanges équitables comme nous en parlions déjà en ce printemps 62. Je t'embrasse mon cher Dekri. Tu étais parmi les humbles, les inconnus qui agissent selon leur conscience pour que le monde soit meilleur. Tu étais de ceux qui poussent à ne pas désespérer des hommes. »

> **Bernard Bourdet,** juillet 2012.

« Dans ma boîte en carton, [...] j'ai retrouvé une lettre datée de l'année 2000 pour Dekri, le chef de l'autodéfense de Dar El Beïda [Maison Blanche sous la colonisation]. Je ne sais plus à quelle occasion je l'avais écrite, de toute manière sans l'intention de l'envoyer car où l'adresser ? » Telle est l'introduction à cette lettre, écrite par Bernard Bourdet.

Entrez dans l'Histoire

…avec ces 3 Émissions Philatéliques d'exception !



€ 12⁰⁰

Réf. 48285

Découvrez aujourd'hui une offre exceptionnelle !

Bloc-Feuillet-Prestige «Déclaration des Droits de l'Homme»

Texte fondamental, s'il en est, La Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, énonce l'ensemble de droits naturels individuels et les conditions de leur mise en oeuvre. Adoptée le 26 août 1789, sa valeur constitutionnelle est reconnue par le Conseil constitutionnel français depuis 1971. Ses dispositions se placent au plus haut niveau de la hiérarchie des normes en France. Ainsi ce Bloc-Feuillet Prestige unique prend-il toute sa valeur dans votre future Collection!



Réf. 48286

€ 9⁰⁰

Enveloppe Premier Jour «Charles de Gaulle»

Émise en 1971, l'Enveloppe Premier Jour du Général Charles de Gaulle fait référence parmi les produits philatéliques consacrés au grand homme de la France libre. Élevé dans une culture de grandeur nationale, Charles de Gaulle, considéré comme l'un des dirigeants français les plus influents de son siècle, est aussi un écrivain de renom. Il a notamment laissé des Mémoires de guerre, où il affirme s'être toujours « fait une certaine idée de la France », jugeant que « la France ne peut être la France sans la grandeur ». Cette Enveloppe Premier Jour est le reflet et le symbole de cette exigence!

Réf. 48287

€ 3⁰⁰



Également disponible en Émission Spéciale!

Une occasion unique de recevoir chez vous ces trois très beaux produits philatéliques qui sont dans l'histoire !

No Client : ____________ Nouveau client : ❑ **HA1803**

Nom/Prénom : ____________

Adresse : ____________

Code postal et ville : ____________ No de tel : ____________

E-mail : ____________

Règlement :

❑ Chèque bancaire ou Postal à l'ordre de Théodore Champion S.A. ci-joint ❑ CCP 382 78 M Paris

❑ CCP 17-127035-9 Bulle (Suisse) ❑ CCP 000-0855347-01 Bruxelles ❑ Carte de crédit/Visa ❑ Eurocard/Mastercard

Date/Signature : ____________

No ____________ expirant le ____ M A

Code de securité : ____

Oui, je commande

BON DE COMMANDE		
Réf. 48285 ☐	Le Bloc-Feuillet Prestige «Déclaration des Droits de l'Homme» au prix exceptionnel de	€12⁰⁰
Réf. 48286 ☐	L'Enveloppe Premier Jour «Charles de Gaule au prix exceptionnel de	€9⁰⁰
Réf. 48287 ☐	L'Emission Spéciale «Charles de Gaulle au prix exceptionnel de	€3⁰⁰

FRAIS/PORT OFFERTS à partir de 125 € en France. Entre 50 € et 125: 6,10 €. Inférieur à 50 €: 4,20 €

Théodore Champion S.A. SA., 62, bld de Strasbourg, 75010 PARIS • www.theodorechampion.fr
Tél.: 01 42 46 07 38 • Fax.: 01 48 24 08 27 • E-mail: mail@theodorechampion.fr

CONTRE-INSURRECTION
Asphyxier la rébellion en la coupant du soutien villageois : voilà l'une des raisons de l'instauration par l'armée française de « zones interdites » – où les récoltes sont systématiquement détruites, ici à Ain Terzine (sud de la Kabylie – sans date).

Un « art français de la guerre » ?

MARC GARANGER

Guerre de décolonisation, le conflit a opposé une armée conventionnelle à l'ALN, qui pratique la guérilla et se fond dans la population. Cette dernière est alors devenue, pour son malheur, un enjeu fondamental…

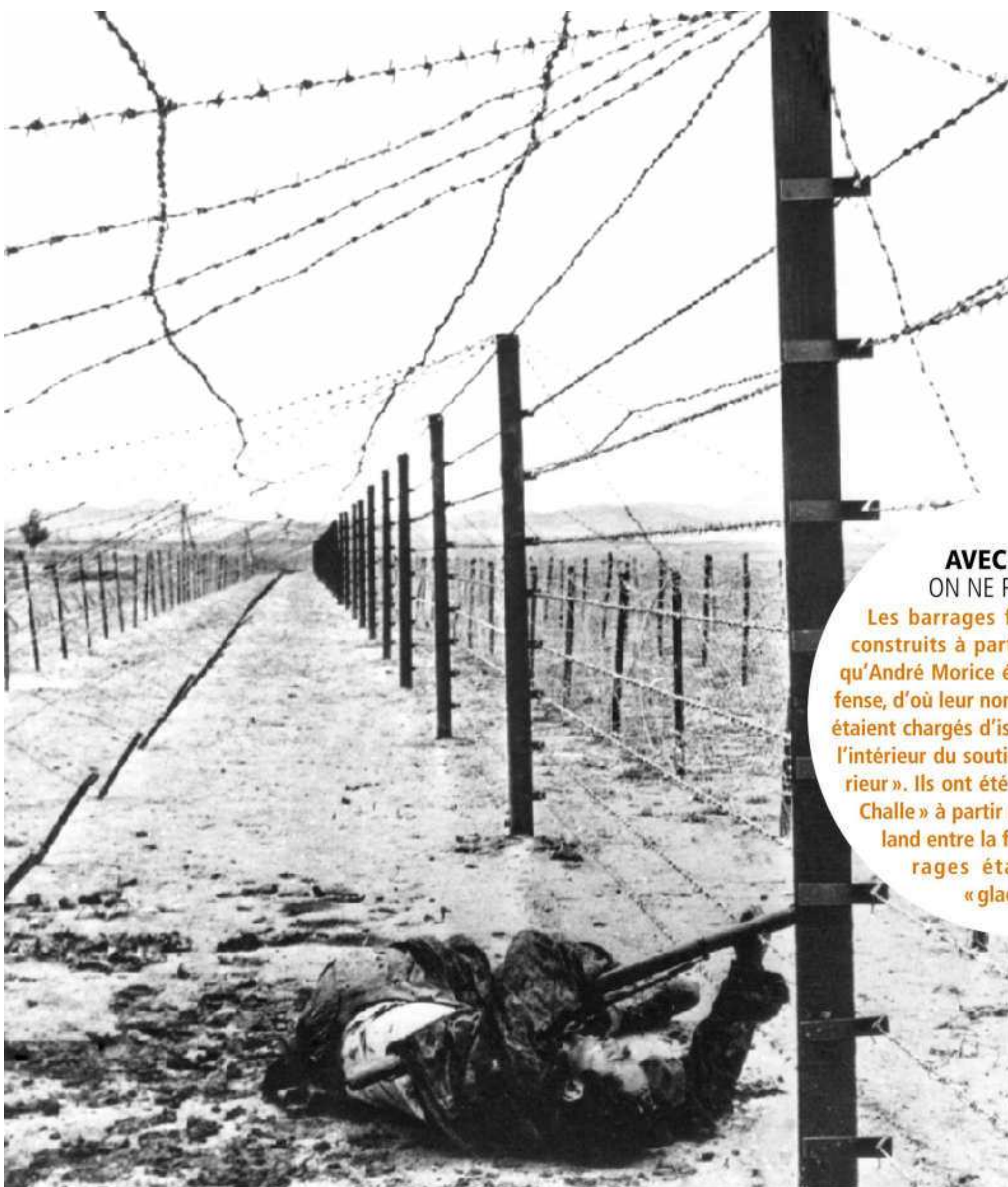
PAR TRAMOR QUEMENEUR

L'Algérie des camps

Dès les premières opérations, l'armée française a bombardé des villages et effectué d'importants ratissages, notamment dans les Aurès. Mais « c'est utiliser un marteau-pilon pour écraser une mouche », selon le mot du directeur de la sûreté en Algérie, Jean Vaujour. Les blindés français ont en effet rencontré de grandes difficultés pour évoluer dans les Aurès et se sont révélés inaptes à entrer en contact avec les *djounoud* (« combattants ») de l'ALN (Armée de libération nationale), qui connaissaient parfaitement le terrain.

En revanche, les ratissages et les bombardements ont terrorisé la population et provoqué sa fuite. Dénués de tout, les fuyards se sont entassés autour des villes et des villages, accélérant l'exode rural et alimentant les bidonvilles. Dès le début de l'année 1955, le général Parlange a créé les sections administratives spécialisées (SAS), qui ont pris en charge les populations déplacées dans des « camps de regroupement », (*lire p. 58*). Ceux-ci ont compté environ 2,5 millions de personnes sur les 8 millions d'Algériens : plus du quart de la population !

Les camps de regroupement se sont multipliés avec la création des « zones interdites », où toute personne pouvait être abattue. Des villages entiers sont vidés et regroupés dans des camps établis en terrain dégagé mais ne disposant pas forcément de conditions de vie de base. Les fellahs, souvent coupés de leurs champs et de leurs pâturages situés en zone interdite, étaient alors condamnés à l'inactivité et ne survi-



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

INTERRUPTEUR La ligne Morice courait sur 450 kilomètres le long de la frontière orientale de l'Algérie. Électrifiée et minée, elle a permis de contenir les incursions de l'Armée de libération nationale – la branche armée du FLN, stationnée en Tunisie – lors de la « bataille des frontières » (1958).

AVEC MORICE,
ON NE PASSE PLUS !

Les barrages frontaliers ont été construits à partir de 1957, pendant qu'André Morice était ministre de la Défense, d'où leur nom de « ligne Morice ». Ils étaient chargés d'isoler les combattants de l'intérieur du soutien de l'ALN « de l'extérieur ». Ils ont été doublés par la « ligne Challe » à partir de 1959. Le no man's land entre la frontière et les barrages était appelé le « glacis ». T. Q.

vaient que grâce à l'aide alimentaire. Au sein des 11 camps dits « d'hébergement », des Algériens convaincus de nationalisme étaient internés. Le camp de Lodi internait des Européens d'Algérie favorables à l'indépendance. Il a même existé des « centres de désintoxication » pour « retourner » les militants nationalistes en pratiquant le lavage de cerveau. De fait, il a existé, de part et d'autre, des noyautages des unités ennemies.

Barrages, mines et napalm

Certains Algériens – on estime leur nombre entre 200 000 et 500 000 – ont tout bonnement fui pour se réfugier en Tunisie et au Maroc. Avec la construction de la ligne Morice, les Algériens vivant dans le « glacis » ont été évacués et regroupés ou ont trouvé refuge de l'autre côté des frontières.

L'importante population des réfugiés – qui n'était pas sans poser de problème entre le FLN, les Tunisiens et les Marocains – a notamment été prise en charge par le Comité international de la Croix-Rouge. Le bombardement du village tunisien de Sakiet Sidi Youssef par l'armée française en février 1958 a ainsi eu un retentissement international, d'autant plus important qu'une délégation de la Croix-Rouge était présente sur les lieux. De plus, l'école a été bombardée, ce qui a tué 12 élèves et plus de 70 personnes au total.

Les barrages frontaliers étaient électrifiés à 20 000 volts et comprenaient 7 millions de tonnes de mines. Début 1958, en quatre mois seulement, le barrage avec la Tunisie entraîne la mort de 4 000 membres de l'ALN… Mais des Algériens qui voulaient sortir du territoire ou qui circulaient trop près du barrage étaient également électrocutés ou explosaient sur les mines, créant un cimetière à ciel ouvert.

Lors de l'indépendance, les Français ont laissé les champs de mines, et ce n'est qu'en 2007 que le président Nicolas Sarkozy en a remis les plans aux Algériens. Les mines ont tué 7 300 civils : 4 830 durant la guerre et 2 470 après. L'ALN a également utilisé des mines, mais dans des proportions bien moindres.

Les autorités françaises se sont servi d'autres armes non conventionnelles, comme les lance-flammes et surtout le napalm. Les lance-flammes ont parfois été utilisés pour brûler les *mechtas* (« maisons ») ou les récoltes des *fellahs* (« paysans »). Les « bidons spéciaux » (le napalm) étaient lancés sur les pitons ou les forêts lors d'accrochages. Inévitablement, l'environnement a lui aussi été durablement touché par cette « politique de la terre brûlée ».

Tortures et terrorisme

Dans une guerre non conventionnelle, la population est un enjeu majeur. Les regroupements de population ont pour but de « séparer l'eau [la population] du poisson [les combattants] », selon les préceptes de la guerre contre-révolutionnaire. Pour contrôler la population, il faut lui faire peur. Pour retrouver les moudjahidin, il faut des renseignements. Et c'est ainsi que la population algérienne s'est trouvée entre le marteau et l'enclume.

Un véritable système de terreur s'est ainsi mis en place. La torture était ›››

››› pratiquée dans les unités ou dans les détachements opérationnels de protection (DOP) et les centres de renseignement et d'action (CRA). La torture, déjà pratiquée en Algérie sous la colonisation, s'est répandue pendant la guerre, choquant les soldats, annihilant parfois le sens moral en la banalisant, suscitant quelquefois des vocations… À l'issue de ces séances, les torturés pouvaient être exécutés sommairement, dans des « corvées de bois ». Du côté du FLN, surtout au début de la guerre, il a aussi fallu prendre le contrôle de la population, et séparer nettement les communautés. Le FLN s'en est ainsi pris à la population européenne d'Algérie, notamment lors de l'insurrection du Nord-Constantinois, le 20 août 1955. Dans le village d'El-Halia, 123 personnes (71 Français d'origine européenne et 52 « Français musulmans ») – dont des enfants et même des nouveau-nés – ont été tuées, égorgées, éviscérées. Une sanglante répression s'est déroulée dans la région, causant plus de 5 000 morts, les Européens rejetant les Algériens, ceux-ci se rapprochant du FLN.

L'autre enjeu du FLN et de l'ALN était bien évidemment la confrontation avec l'armée française. L'un des premiers affrontements avec les soldats du contingent – qui a marqué les esprits jusqu'à aujourd'hui – est l'embuscade dite « de Palestro » (plus précisément près du village de Djerrah), au cours de laquelle 20 soldats français sont morts. En représailles, 44 Algériens ont été tués, et Djerrah entièrement rasé. Cette embuscade est restée dans les mémoires car certains appelés ont été mutilés par la population du village. Les images, largement diffusées auprès des soldats par les services de propagande français, ont jeté le dégoût, la peur, voire la haine, chez les appelés, qui ont craint – plus que tout – de subir ces tortures.

Si les soldats français en sont victimes, mutilations et égorgements touchent surtout les Algériens entre eux. En effet, l'ALN et le FLN s'en prennent aux Algériens accusés d'être liés aux intérêts coloniaux. Afin de s'assurer le contrôle de la population, des Algériens sont également mutilés pour avoir fumé.

LES « CORVÉES DE BOIS »

Derrière cet euphémisme se cachent des exécutions sommaires. Au cours d'une corvée pour ramasser du bois, un prisonnier qui aurait – prétendument – tenté de s'évader, était abattu. Les « corvées de bois », très difficiles à quantifier, concernaient parfois plusieurs dizaines de personnes en même temps. T. Q.

Enfin, une guerre fratricide a opposé le FLN à l'autre parti indépendantiste, le Mouvement national algérien (MNA), fondé par Messali Hadj en 1954. Progressivement, le FLN a pris l'ascendant, parfois au prix de massacres, dont le plus emblématique reste celui de Melouza (en fait, le douar Beni Ilmane), où plus de 300 hommes sont exécutés en mai 1957.

Enfin, la répression du FLN a également touché les Algériens accusés d'être pro-Français à la fin de la guerre. Ils ont été désignés sous le terme générique de « harkis », ceux-ci étant une catégorie de soldats supplétifs de l'armée française. Abandonnés à l'indépendance algérienne, entre 10 000 et 20 000 Algériens accusés d'être pro-Français ont été massacrés. 60 000 sont parvenus à gagner la France, où ils ont été logés dans des camps de fortune devenus permanents. De nombreux autres harkis sont restés vivre en Algérie, où ce terme, qui signifiait à l'origine une troupe de soldats en mouvement,


JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER/RAPHO/GAMMA

Les femmes algériennes en première ligne

Certains Algériens ayant gagné les maquis, d'autres étant partis en métropole pour travailler, les femmes se retrouvaient souvent seules dans les villages, avec des enfants et des personnes âgées. De ce fait, elles furent en première ligne lorsque les troupes françaises arrivaient dans les villages. Elles ont ainsi subi de plein fouet la répression. Les viols et agressions sexuelles, non quantifiables, ont visiblement été très nombreux. D'ailleurs, des enfants métis (avec des Français métropolitains, des Noirs africains ou des légionnaires allemands ou d'Europe de l'Est) sont nés en Algérie. Certains ont été acceptés, d'autres rejetés, ce qui donne à penser qu'il existe un véritable tabou sur cette question dans la société algérienne. Un autre tabou concerne les viols pratiqués par les soldats de l'ALN. Les femmes ont aussi participé à la lutte pour la libération comme auxiliaires, infirmières ou encore combattantes. Elles sont 10 949 à avoir été reconnues comme *moudjahidate* – ce nombre étant toutefois vraisemblablement sous-évalué. T. Q.



KEYSTONE-FRANCE/GAMMA-RAPHO

DOMMAGE COLLATÉRAL Le 12 février 1958, l'aviation française bombarde un cantonnement du FLN – et un camp de la Croix-Rouge – dans le village tunisien de Sakiet Sidi Youssef.

a pris le sens de « traître ». Mais les représentations sur ce phénomène évoluent là-bas aussi.

Attentats et disparitions

Le terrorisme a été l'enjeu principal de la bataille d'Alger en 1957, qui a en fait consisté en une vaste répression de la capitale algérienne. Les premières bombes du FLN explosent à Alger le 30 septembre 1956, au Milk Bar et à La Cafétéria. D'autres attentats importants ont eu lieu en 1957, notamment au Coq hardi, à l'Otomatic, dans les stades d'Alger et au casino de la Corniche.
Mais la première bombe qui a explosé à Alger est le fait des partisans de l'« Algérie française » : c'est l'attentat de la rue de Thèbes, le 10 août 1956, qui a fait officiellement 16 morts – en réalité, plusieurs dizaines. Ce terrorisme a été abondamment pratiqué à la fin de la guerre par l'Organisation de l'armée secrète (OAS), qui s'est lancée dans une politique de la terre brûlée. Au cours de l'opération « Rock and Roll », en mars 1962, l'OAS fait ainsi exploser 120 bombes en deux heures. Au total, elle a fait environ 2000 morts et 5000 blessés en 1961-1962 – les attentats nationalistes algériens, eux, tueront environ 20000 civils et feront autant de blessés, de 1954 à 1962.
Du cessez-le-feu à l'indépendance, un déluge de violence s'est abattu sur Algérie. Aux attentats aveugles de l'OAS a répondu une violence indépendantiste dont le point nodal s'est situé le 5 juillet 1962 à Oran. Des Français sont tués, d'autres enlevés. Cette période est marquée par de nombreuses disparitions, qui restent très vives dans la mémoire pied-noire. On en compte plusieurs milliers, peut-être 4000. Les disparitions seraient ainsi plus nombreuses après le cessez-le-feu que pendant la guerre, au cours de laquelle on compte environ 1300 disparus du côté français. L'affaire la plus connue est celle des Abdellys : les corps de 20 soldats faits prisonniers n'ont jamais été retrouvés. La pratique des disparitions a concerné les deux camps, constituant un véritable système qui a perduré dans les dictatures latino-américaines. Ces disparitions ont été massives pendant la bataille d'Alger : plus de 3000, selon le secrétaire général de la police d'Alger, Paul Teitgen. De source française, on dénombrerait plus de 13000 disparitions d'Algériens pendant la guerre. D'un côté comme de l'autre, la question des disparus laisse un deuil impossible à réaliser.
La guerre d'Algérie, guerre fratricide de populations cohabitant depuis plus de cent trente ans, guerre asymétrique opposant une armée conventionnelle à une autre pratiquant la guérilla, a donc constitué un conflit où tous les coups étaient permis, et tous les moyens utilisés. Est-ce à dire qu'il n'y a pas eu des traces d'humanité dans ce conflit ? ◆

Gagner les cœurs et les esprits

Comment se concilier les populations algériennes ? Comment motiver des troupes de conscrits peu enclins à se battre ? Voilà autant de questions auxquelles l'armée tente de répondre.

PAR TRAMOR QUEMENEUR



PAS SEULEMENT SOLDATS
Les hommes des sections administratives spécialisées (SAS) – créées en 1955 – parcourent les campagnes afin de prodiguer des soins dans toutes les régions, même les plus reculées.

Dès 1955, le général Parlange, ancien officier des Affaires indigènes, cherche à rétablir la confiance de la population algérienne dans les autorités françaises. Afin d'endiguer l'insurrection, il faut agir sur ses causes, à savoir la sous-administration de l'Algérie et la misère dans laquelle se trouve la population. C'est également le constat que dresse Jacques Soustelle lorsqu'il est nommé, en 1955, gouverneur général de l'Algérie. Lui-même prend comme chargés de mission Vincent Monteil, officier des Affaires indigènes et arabisant, et l'ethnologue Germaine Tillion, qui a créé les centres sociaux éducatifs. L'expérience du général Parlange a été officialisée en septembre 1955, avec les sections administratives spécialisées (SAS). Celles-ci, dirigées par un officier au képi bleu, pouvaient avoir une action en matière éducative. Certains appelés ont dans ce cadre enseigné à des classes – à l'air libre, sous tente ou dans des bâtiments comprenant parfois jusqu'à 80 élèves sur une demi-journée !



« PACIFICATION » Le gouvernement reconnaît ses manquements en matière sociale en Algérie et utilise ses appelés médecins et infirmiers pour améliorer le sort des « indigènes » et les détourner du FLN.

DR

Une assistance médicale et scolaire bienvenue

L'effort de scolarisation a permis que 50 % des jeunes Algériens soient scolarisés à la fin de la guerre, alors qu'ils n'étaient que de 15 % en 1954 (soit un taux d'analphabétisme de 90 %). Les SAS avaient également une action sanitaire : des appelés ont ainsi été employés comme médecins s'ils avaient les diplômes nécessaires, et plus fréquemment comme infirmiers, même s'ils n'avaient aucune connaissance préalable en la matière. Les SAS avaient également une action socio-économique de développement des villages, d'aide aux plus démunis, etc.

La population algérienne considérait les SAS de manière ambivalente. D'un côté, celles-ci menaient une action dont elle n'avait pas ou peu bénéficié auparavant, particulièrement en matière médicale : médecins et infirmiers soignaient ainsi des maladies qui avaient complètement disparu ailleurs. De l'autre, la population algérienne était aussi sous la pression du FLN, qui imposait progressivement son organisation politico-administrative. Les militants nationalistes ont beaucoup plus accepté la présence des équipes médico-sociales et des instituteurs lorsqu'ils ont compris que le personnel des SAS n'était pas forcément favorable à l'« Algérie française », que l'indépendance était en bonne marche et que la formation et la santé des Algériens ne pouvaient qu'être utiles au pays lorsqu'il accéderait à l'indépendance.

Néanmoins, les SAS servaient aussi à contrôler la population en participant aux campagnes de propagande orchestrées par le 5e Bureau (chargé de l'« action psychologique »). De plus, elles avaient aussi pour mission d'établir les pièces d'identité pour la population algérienne, ce qui passait par la prise de photographies, dont les plus connues sont celles de Marc Garanger (*voir illustr. page suivante*). Les pièces d'identité permettaient ainsi de mieux contrôler les déplacements de la population. Les visites de l'officier de la SAS avaient également pour but d'obtenir des renseignements sur les allées et venues des troupes de l'ALN. La torture était même pratiquée dans certaines SAS.

ENTRE DEUX FEUX

Les centres sociaux éducatifs devaient pallier le déficit d'écoles, d'établissements de soins et de formation professionnelle en Algérie. En 1959, on en compte 65. Le 15 mars 1962, du fait de leur rôle dans le rapprochement des communautés, un commando de l'OAS tue six inspecteurs des Centres sociaux, dont l'écrivain Mouloud Feraoun. **T. Q.**

Il n'en reste pas moins que le fait de servir dans une SAS était prisé par les appelés du contingent, notamment ceux qui avaient suivi des études leur permettant de devenir instituteurs ou infirmiers. Cette volonté s'est accrue au fur et à mesure de la guerre, les appelés devenant de plus en plus rétifs à participer à une guerre qu'ils réprouvaient.

Mais cette participation pouvait être sujette à un temps préalable dans un service armé. C'est ce qui a conduit ›››

BERNARD WEBER

››› le sous-lieutenant Jean Le Meur à refuser de participer à la guerre d'Algérie, ce qui lui a valu d'être condamné à deux ans de prison. Le fait de devenir infirmier parachutiste permettait aussi d'éviter de porter les armes et était une forme d'objection de conscience acceptée par l'armée: les objecteurs n'étaient ainsi pas condamnés et l'armée n'avait pas à reconnaître cette forme de refus du service militaire. De même, d'autres services non armés ont existé: certains ont ainsi intégré le Service cinématographique des armées (SCA), ancêtre de l'actuel ECPAD, pour servir comme journalistes, photographes ou cinéastes, sans avoir besoin de porter une arme. D'autres enfin ont bénéficié de la compréhension d'un commandant d'unité pour servir, par exemple, au mess ou ailleurs.

L'espoir de se faire réformer ou d'une «planque»

Ces services non armés et ces «planques» étaient rares, d'autant plus en temps de guerre. Nombreux sont ceux qui ont essayé de faire jouer des «pistons»; bien peu ceux qui ont réussi… Pour tenter de retarder le moment où ils devaient faire leur service et surtout participer à cette guerre que de plus en plus de jeunes réprouvaient, ceux qui faisaient des études avaient tendance à les prolonger… Certains avaient tendance à les considérer comme les «embusqués» de la guerre d'Algérie, des «planqués» qui voulaient «tirer au flanc».

La question des sursis est, en tout état de cause, devenue épineuse: le nombre de sursitaire augmentait et, à partir de 1960, les centres de mobilisation sont entrés dans les «classes creuses»: le nombre de jeunes gens en âge de faire leur service militaire devenait de moins en moins important, ce qui posait des problèmes pour le maintien des effectifs en Algérie. C'est pourquoi le Premier ministre Michel Debré a décidé, en 1959, de supprimer les sursis, ce qui a occasionné une levée de boucliers de l'Unef, le syndicat étudiant qui devenait le fer de lance de l'opposition de la jeunesse étudiante à la guerre. Finalement, les sursis ont été conservés, et leur proportion a continué à s'accroître.









MARC GARANGER (X4)

PHOTO-MATON

Photographiés par Marc Garanger, alors conscrit au sein d'une SAS, Algériens et Algériennes sont soumis à la détention d'une pièce d'identité: un moyen légal de contrôler les allers et venues…

Pour tenter d'échapper au service militaire, certains appelés ont également tenté de se faire réformer. D'aucuns arguaient de problèmes physiques, mais les refus étaient nombreux, même dans le cas de maladies réelles. D'autres encore, à l'instar du chanteur Jacques Higelin, ont cherché à se faire passer pour fous. Mais le risque de répression pouvait être dangereux et conduire à être «maté» dans des unités disciplinaires. Les unités disciplinaires avaient une existence ancienne et connue. En Algérie évoluaient notamment les «bat'd'Af'» – bataillons d'infanterie légère d'Afrique. Par ailleurs, héritages des bagnes coloniaux, comme le légendaire Biribi, il existait aussi des compagnies disciplinaires. La plus connue est le bagne de Tinfouchy, en plein cœur du Sahara, où des soldats étaient mis au régime disciplinaire le plus dur. Sur son écusson était ainsi écrit en arabe: «Adieu la vie.» Son existence a été dénoncée en 1959. Mais certaines unités disciplinaires n'avaient même pas d'existence légale; il ne s'agissait que de simples unités au sein d'un régiment, dans lesquelles les soldats étaient à la merci de leur encadrement.

La très grande majorité des appelés du contingent était destinée à participer à la guerre d'Algérie, et bien rares sont ceux qui ont pu y échapper. De 1954 à 1962, toute une génération de jeunes de 20 ans a été enrôlée dans la guerre, mais pas forcément de gaieté de cœur ni en déconsidérant les combattants algériens. Certains assuraient un peu d'aide aux prisonniers, leur donnaient à boire ou à manger en cachette. D'autres les soignaient, voire les pro-

tégeaient contre les tortures et les mauvais traitements, parfois en s'opposant ouvertement à leur commandement. Cela pouvait conduire à des situations très tendues dans les unités. Parfois, cette aide a pu aller jusqu'à une sorte de *modus vivendi* entre les combattants des deux camps, surtout à la fin de la guerre, pour éviter des affrontements inutiles et meurtriers. D'autres fois, les soldats français, voyant les combattants algériens faisaient semblant de ne pas les avoir aperçus…

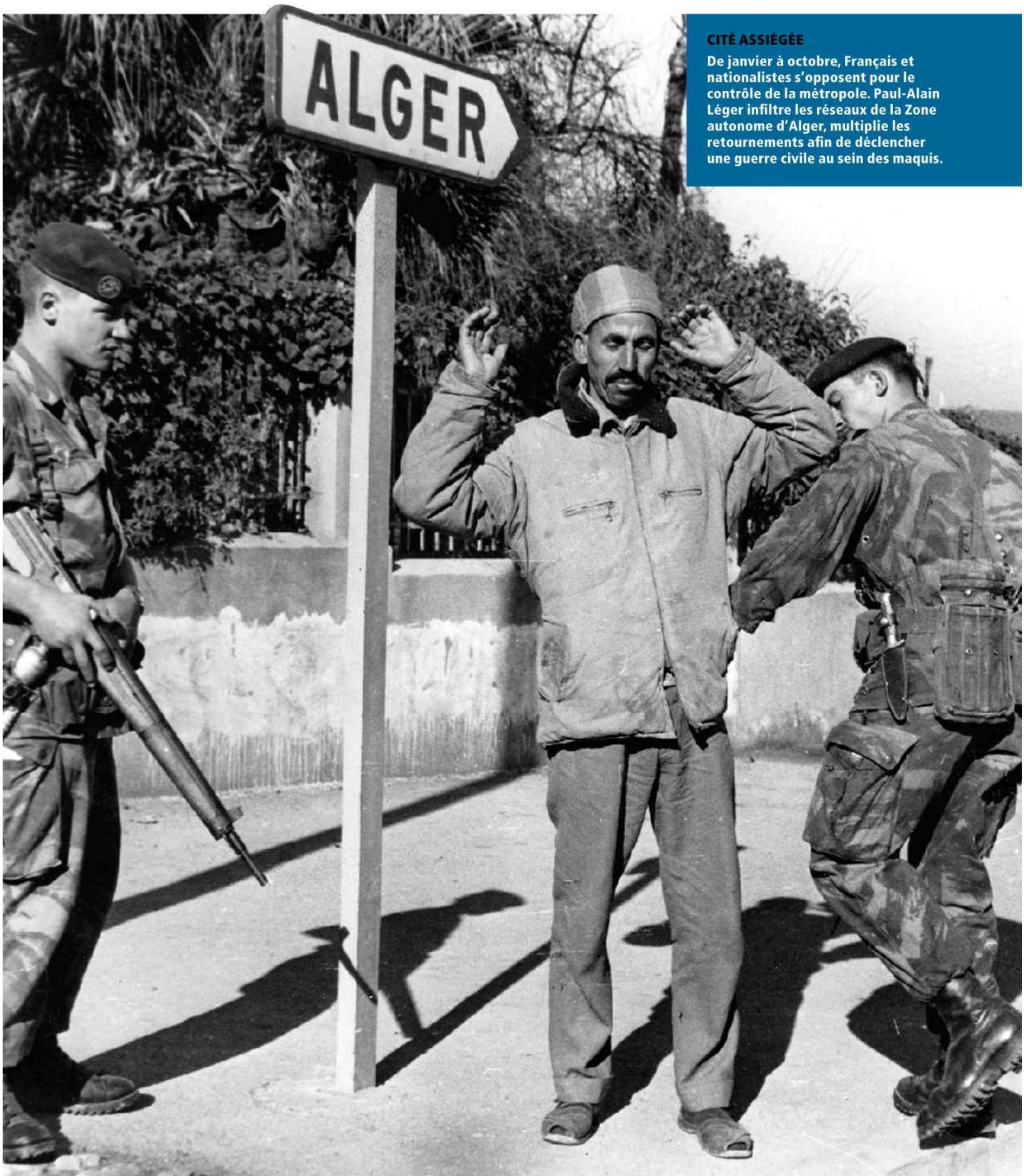
La très grande majorité des appelés du contingent était destinée à participer à la guerre d'Algérie, et bien rares sont ceux qui ont pu y échapper

Risquer le choix de la désobéissance

Les appelés français estimaient être là contre leur gré, dans une guerre inutile, « imbécile et sans issue », avait naguère proféré Guy Mollet, le leader socialiste… Certains appelés français ont même préféré désobéir en s'insoumettant, en désertant ou en refusant d'obéir plutôt que de participer à la répression contre les Algériens : on compte ainsi 11 000 insoumis, environ 1 000 déserteurs (sans compter ceux qui ont déserté avant de partir en Algérie) et 400 objecteurs de conscience (en ne comptabilisant pas tous ceux qui ont refusé d'obéir à un ordre particulier). Parmi les cas les plus connus, il y a celui d'Henri Maillot, un communiste européen d'Algérie qui a déserté avec un camion d'armes pour venir en aide aux maquis indépendantistes qu'il a rejoints (c'est le fameux « maquis rouge », basé dans l'Ouarsenis).
Le cas de Noël Favrelière, qui a déserté avec un prisonnier algérien promis à une exécution sommaire, est lui aussi emblématique *(lire sa lettre d'explication et la demande de grâce écrite par sa mère, p. 41 et 42)*. Au cours de sa fuite pendant une semaine dans le désert, il a été aidé et protégé par des Bédouins. Les deux hommes sont arrivés sains et saufs en Tunisie. Alban Liechti a quant à lui passé quatre ans en prison pour avoir refusé de participer à la guerre d'Algérie *(lire sa lettre adressée à René Coty, p. 40)*. Lorsqu'en 1961, sentant la fin de la guerre approcher, il a accepté de rejoindre son unité, il a refusé de mettre des munitions dans son arme pour ne pas avoir à tirer sur des Algériens…
Plus rarement, certains soldats français ont été jusqu'à aider les combattants de l'ALN, sans qu'ils aient forcément fait partie de réseaux d'aide au FLN. Certains d'entre eux ont par exemple donné des informations au FLN et à l'ALN, d'autres encore ont aidé des soldats algériens de l'armée française à déserter. À la fin de la guerre, œuvrant dans le camp opposé, les désobéissances en faveur de l'OAS avaient avant tout pour but de poursuivre la guerre pour conserver, coûte que coûte, l'« Algérie française ». Le sens de ces désobéissances est donc différent. Au sein de l'armée française, certains officiers ont désobéi en refusant d'abandonner les harkis et en organisant clandestinement leur exil en France.
Que ce soit dans un cadre légal ou de manière clandestine, des soldats français ne sont donc pas allés dans le sens de la répression en Algérie. Tous n'étaient pas mus par des motifs anticolonialistes, certains tout simplement par humanisme et d'autres enfin pour échapper à une situation qu'ils réprouvaient. Des phénomènes de désobéissance, moins connus, se sont également produits du côté algérien. ◆

Des femmes volontaires

Des femmes françaises se sont engagées pendant la guerre d'Algérie auprès des populations algériennes, essentiellement en faveur des femmes et des enfants. Les équipes médico-sociales itinérantes (EMSI) sont créées au printemps 1957 et comprennent des membres du personnel féminin de l'armée de terre et des adjointes sanitaires et sociales rurales auxiliaires (ASSRA). Au nombre de 300 en 1959, les équipes coopèrent avec les sections administratives spécialisées et viennent en aide aux femmes et aux enfants algériens d'un point de vue sanitaire et social. De nombreuses femmes se sont aussi engagées bénévolement au sein d'associations, en particulier dans le Mouvement de solidarité féminine. Cette instance, fondée par l'épouse du général Massu au moment du mouvement de « fraternisation » en mai 1958 et présidé par Nafissa Sid Cara, regroupera plusieurs dizaines de milliers de femmes. T. Q.



CITÉ ASSIÉGÉE
De janvier à octobre, Français et nationalistes s'opposent pour le contrôle de la métropole. Paul-Alain Léger infiltre les réseaux de la Zone autonome d'Alger, multiplie les retournements afin de déclencher une guerre civile au sein des maquis.

COLL. KHARBINE TAPABOR

La « Bleuite », mal mortel du FLN

Début 1957, une vague d'attentats frappe Alger et ses alentours. Pour y mettre fin, un subordonné de Massu va employer une méthode peu orthodoxe, qui fera des ravages dans les rangs des indépendantistes… PAR JEAN-PAUL MARI

Quand Hani, souriant, a poussé la porte du PC de la villa au 7, chemin Vidal à El Biar, le capitaine Paul-Alain Léger, officier des services de renseignements français, a lâché un grand soupir de soulagement. Ce 13 novembre 1957, voilà trois jours que Hani est monté au maquis avec mission d'assurer le contact avec la wilaya III de Kabylie. Face au terrible colonel Amirouche, il devait se faire passer pour un combattant fidèle au FLN – ce qu'il n'était plus – et, surtout, pour le chef de l'organisation rebelle à Alger. Trois jours d'absence pendant lesquelles son capitaine s'est fait un sang d'encre, persuadé qu'il avait envoyé l'un de ses meilleurs éléments à la mort.



DR

LÂCHÉS DANS ALGER Le 7 janvier 1957, Robert Lacoste confie tous les pouvoirs de police à la 10e division parachutiste du général Massu (au centre) pour mettre fin au cycle de violence dans la préfecture. Le capitaine Léger (à droite) va monter une opération d'infiltration, qui deviendra un modèle du genre.

Mais quand l'émissaire lui tend la lettre remise par le maquis, Léger ne peut s'empêcher d'éclater de rire. Surchargé de signatures authentiques et de cachets officiels du FLN, le document disait : « Le porteur de cet ordre de mission est habilité, au nom de la wilaya III, de représenter l'armée et le Front de libération nationale au sein de la Zone autonome d'Alger. » Le Front pousse même le soin à mettre à disposition un important lot d'armes, des pistolets-mitrailleurs tchèques, des pistolets automatiques et quelques caisses de grenades ! En clair, Hani, c'est-à-dire par procuration le capitaine Léger, est nommé à la tête de l'organisation rebelle du Grand Alger et succède au chef des poseurs de bombes, Yacef Saadi, récemment arrêté. Et c'est Léger, un militaire français, qui est chargé désormais de mettre Alger, la capitale, à feu et à sang. Une lourde tâche !

Le résultat, spectaculaire, n'est pourtant qu'un des épisodes de la plus grande ›››



JEAN MARQUIS / ROGER-VIOLLET

DERNIERS VERRES Les terrasses des nombreux cafés fréquentés par les Européens deviennent un théâtre de guerre : les attaques à la grenade se multiplient, la population gronde, il faut agir…

››› opération de désinformation, d'infiltration et de manipulation menée par les services de renseignements français contre le FLN algérien : la « Bleuite ». On a beau fouiller les archives officielles et les images de l'époque, on ne trouve rien de cette guerre secrète. Le dossier est tabou. La bataille d'Alger a duré quelques mois et l'Histoire l'a consacrée ; la « Bleuite », elle, a duré deux ans, et personne ne veut en parler, ni la France, qui l'a menée avec succès, ni l'Algérie, qui en a payé le prix du sang. Rarement une affaire aussi sophistiquée aura reposé sur les épaules d'un seul homme : Paul-Alain Léger, militaire par idéal, un homme et un parcours hors du commun.

Février 1946 : la France est en paix, mais l'Indochine brûle. Le lieutenant Léger découvre la guerre révolutionnaire, un ennemi invisible qui pratique la guerre psychologique, sait frapper sans se montrer et se moque bien des grandes opérations de ratissage qui ne rencontrent que le vide des rizières. Écœuré, il voit ses camarades tomber et constate l'impuissance de la trop conventionnelle armée française. Lui préfère travailler seul, se fait parachuter sur l'île de Cù Lao Ré, face aux côtes ennemies, transforme les simples pêcheurs en redoutables guerriers et retourne les prisonniers du Viêt-minh, dont il fait ses plus fidèles alliés.

Avec eux, il va multiplier les coups de main et surtout les coups tordus. Diên Biên Phu tombe et la France quitte l'Indochine. Mais, en huit ans de contre-guérilla, Léger a tout appris du Viêt-minh de l'art de la guerre psychologique. À 36 ans, le maître de guerre a désormais ses armes favorites et sa méthode.

Alger, hiver 1956-1957. Les bombes du FLN ravagent la capitale. Posées par des jeunes Algériennes déguisées en Européennes, elles dévastent les cafés et les grands glaciers. Attentats au Milk Bar, au Coq hardi, au Tantonville, au Casino de la Corniche, partout du verre, du sang et des corps brisés. La population est en colère, la presse parisienne s'indigne, le gouvernement vacille. Le 7 janvier 1957, 8 000 paras de la 10e division parachutiste du général Massu entrent dans la ville. Le gouvernement lui a donné les pleins pouvoirs et une mission : arrêter le bain de sang. On connaît la suite sous le nom de « bataille d'Alger ». 24 000 suspects arrêtés, 3 000 disparus ; l'armée fait la police, se salit les mains, mais réduit le FLN au silence. Simple répit.

Yacef Saadi est toujours là, bien à l'abri dans la casbah, et se fait photographier, souriant, entouré de ses jeunes poseuses de bombes. À l'état-major, quand on se demande quel est l'expert en contre-guérilla, celui qui sait, qui peut, un nom, un seul, revient toujours : le capitaine Léger. Quand il arrive à Alger, lui, né au Maroc, se sent dans son élément. Comme à son habitude, il agit seul, même s'il est placé sous les ordres du colonel Godard, qui lui laisse les rênes longues. Léger commence par créer le Bureau de renseignements et d'exploitation et fouille les prisons en quête de combattants du FLN à retourner. Son sens aigu de la psychologie, son magnétisme, sa force de conviction font le reste. Son discours est simple : « Vous vous êtes bien battus, vous avez perdu. Nous sommes tous français. Vous voulez une Algérie nouvelle,

« VOUS VOUS ÊTES BIEN BATTUS, VOUS AVEZ PERDU. IL FAUT EN FINIR AVEC LE TERRORISME »

construisons-la ensemble. Mais d'abord, il faut en finir avec le terrorisme. » Le jeune officier est convaincu de ce qu'il dit, et les militants du FLN le sont aussi. Jamais ils ne le trahiront. En quelques semaines, Léger constitue son équipe de « bleus », du nom de leur « uniforme », ces bleus de chauffe très à la mode dans la casbah. Et il lance sa première bataille.

Opération «Déstabilisation»

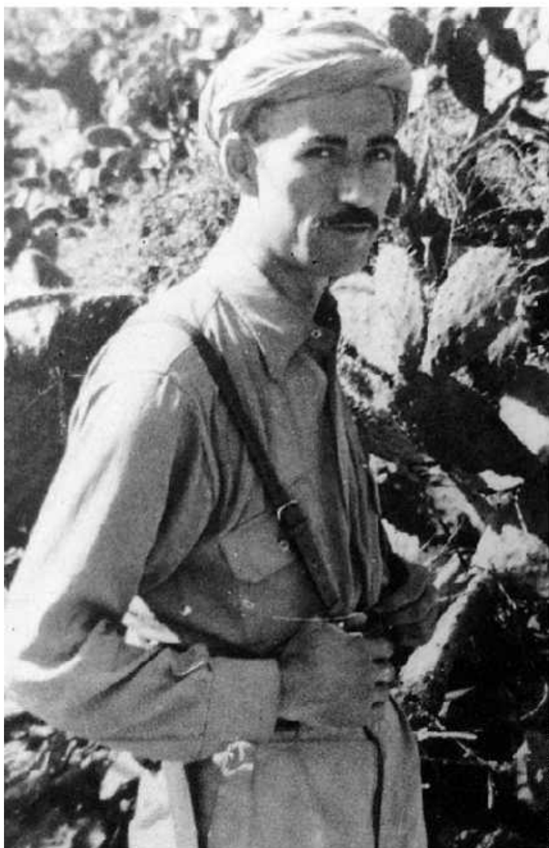
Ce matin, il fait déjà très chaud. Un petit groupe d'hommes en bleu de travail, mitraillette Mat 49 sous la blouse, pénètre au cœur de la casbah, le bastion du FLN. Rues étroites, murs sans fenêtre et passages secrets, les soldats français ne s'y risquent jamais. Les « groupes de choc » du FLN font régner la loi du Front. Pas de tabac, pas d'alcool, pas de radio, pas de jeu de dominos, l'interdit assure le contrôle social et on tranche au rasoir les lèvres, le nez et les oreilles des récalcitrants. Le capitaine Léger prend un gros risque. Avec lui, il n'a que deux militaires français, Barjoux, dit « Dédé le Blond », tireur d'élite, et Abdelhamid, dit « Surcouf », un colosse, ancien d'Indochine, ange gardien de son capitaine et terreur du FLN. Tous les autres sont d'anciens combattants retournés du FLN. Parmi eux, Alilou, ancien agent de liaison de Yacef Saadi, né dans la casbah. En entrant dans un café maure, Alilou, reconnu et accueilli à bras ouverts par le patron, lui demande d'allumer la radio. L'autre écarquille les yeux : « Mais… c'est interdit par le Front ! » Une paire de gifles clôt le débat. Alilou désigne Léger : « Désormais, c'est lui qui commande. » Quelques heures plus tard, dans tous les cafés visités, les clients fument, écoutent de la musique et font claquer leurs dominos. Le FLN a perdu la face. Léger fait arrêter tous les caïds des « groupes de choc » désignés par Alilou. Rapidement, tous renseignent et travaillent pour lui. Et ce sont les chefs du FLN qui doivent se terrer dans des repaires, investis l'un après l'autre.

Opération «Infiltration»

Été 1957 : Dans sa villa d'El Biar, Léger scrute sa nouvelle recrue, Ouria, une jeune femme brune, vive et déterminée. Entre le capitaine et elle, le courant passe immédiatement : « Léger était un combattant. Un homme autoritaire, mais très droit, qui savait ce qu'il voulait et l'obtenait », rappelle Ouria, octogénaire aujourd'hui. Proche du FLN, elle ne supporte pas les attentats aveugles : « Je leur en voulais pour tous ces morts innocents. » Ouria la Brune sera le meilleur agent du capitaine, qui lui organise une arrestation et une évasion spectaculaire pour faire d'elle une héroïne que le FLN s'empresse de mettre à l'abri dans un de ses bordels de la casbah, rue de la Mer-Rouge. ›››


KEYSTONE-FRANCE

TOMBÉ Yacef Saadi, chef de l'organisation militaire du FLN à Alger, est arrêté le 24 septembre 1957 grâce aux renseignements recueillis par Léger. S'appuyant sur les malfrats de la casbah, il fait de la vieille ville un bastion indépendantiste. Condamné à mort, il sera sauvé par les appels à la grâce de Germaine Tillion.


ARCHIVES JEUNE AFRIQUE-REA

BERNÉ Le colonel Amirouche, responsable de la wilaya III et surnommé « le Loup de l'Akfadou », sera la cible de Léger. Il fera torturer nombre de ses subordonnés, avant d'être tué en 1959.

LES CHEFS DES MAQUIS SONT PERSUADÉS D'ÊTRE ENTOURÉS DE TRAÎTRES

››› Ouria réussit à s'infiltrer dans l'équipe des messagers de Yacef Saadi qui font la navette entre la ville et la casbah. En remettant son courrier au dernier messager, munie d'un bout de craie, elle lui plaque une main dans le dos pour l'encourager. Et le messager s'en va, ignorant qu'il porte une marque dans le dos, suivi par tous les guetteurs qui travaillent pour Léger. La cache est repérée, Yacef Saadi arrêté, et, quinze jours plus tard, c'est le tueur du FLN, Ali la Pointe, qui saute avec son stock. La bataille d'Alger est terminée. Léger, lui, regarde déjà vers le maquis.

Opération « Double jeu »

Retranché dans sa forêt de l'Afkadou, le colonel Amirouche ne sait pas que l'organisation d'Alger n'existe plus. Et le capitaine français lui fait parvenir des courriers, écrits par d'anciens responsables du FLN ralliés. Six mois de correspondance fictive aboutissent à l'incroyable ordre de mission ramené par Hani à Léger. Le maquis demande du bruit et du sang ? Léger organise faux attentats et embuscades bidon. La presse répercute, le maquis est content, et Godard, le supérieur du capitaine, lève les bras au ciel : « Vous êtes fou, Léger. Complètement fou ! »

La fiction ne dure qu'un temps. Pas assez de sang. Amirouche tape du poing. Et menace de créer une nouvelle organisation. Il est temps de passer à la dernière phase.

Opération « Intoxication »

Comment persuader Amirouche que sa wilaya est infestée de traîtres ? La chance sourit à Léger sous les traits de Rosa, une jeune Algérienne arrêtée pour avoir cousu un drapeau algérien. Léger lui propose de coopérer. Face au capitaine, Rosa minaude puis accepte. Trop vite pour Léger, qui n'y croit pas et qui décide de l'utiliser. Dans son bureau, il lui fait lire une liste imaginaire de « traîtres » – en réalité de vrais patriotes – qui travailleraient pour lui. Rosa mémorise. En la raccompagnant chez elle, Léger a pris soin de traverser le marché de Bordj Menaiel, le temps pour les guetteurs du FLN d'identifier cette jeune Algérienne « vendue aux Français ». En arrivant au maquis, Rosa est interrogée par Hacène Mayouz, dit Hacène la Torture, un psychopathe, ancien des services nazis. Accusée, Rosa se défend : « Des traîtres ? Il y en a tout autour de toi. Moi, je sais ! » Et elle récite la fausse liste mémorisée dans le bureau de Léger. Mayouz veut en savoir plus et la soumet à sa torture favorite : « l'hélicoptère ». Elle est attachée et suspendue au-dessus d'un brasero. Sous la douleur, elle livre d'autres noms. Au petit matin, le ventre affreusement brûlé, elle est égorgée. Comme tous les autres. Hacène la Torture tient une longue liste de nouveaux suspects, et Amirouche voit tous ses soupçons confirmés… Tous seront arrêtés, torturés et donneront d'autres noms. C'est le début d'un cycle infernal. Le virus de la « Bleuite », inoculé dans la wilaya, va gagner toute la Kabylie. Le 3 août 1958, Amirouche, intégriste de la révolution à la personnalité paranoïaque, envoie un appel à tous les chefs de wilaya pour les mettre en garde : « Cher frère, j'ai le devoir et l'honneur de vous informer, en priant Dieu que ce message vous parvienne à temps, de la découverte, dans notre wilaya, d'un vaste complot ourdi, depuis de longs mois, par les services secrets français contre la révolution algérienne […]. Ce complot […] s'étendrait à toutes les wilayas d'Algérie. Il aurait même des ramifications dans nos bases de Tunisie et du Maroc. Le réseau tissé dans notre wilaya vient d'être pratiquement mis hors état de nuire après une enquête d'autant plus ardue que ses chefs dans le maquis étaient des hommes en apparence au-dessus de tout soupçon. » La « Bleuite » est devenue un train fou que rien ne pourra plus arrêter. *

Un passé honteux et tu…

La « Bleuite » continuera longtemps, même après la mort d'Amirouche, abattu en 1959 par les troupes françaises. Dans un seul charnier de l'Afkadou, on trouvera les restes de 400 suppliciés. Le bilan exact des morts ne sera sans doute jamais connu. Léger, lui, parle de 4 000 victimes. Un chiffre invérifiable. Mais qui dira le désespoir de ces jeunes patriotes, sincères, morts en clamant jusqu'au bout leur foi dans la révolution ? Qui dira la colère des familles de ces martyrs qui ont gardé, au-delà de la mort, l'étiquette infamante de traîtres ? La « Bleuite » n'a pas seulement affaibli le maquis, elle reste une verrue sur le visage de la guerre de libération. Au nom de la pureté idéologique, elle a fini par retourner la violence révolutionnaire contre ses propres enfants. L'opération a abîmé l'Algérie nouvelle, changé le visage même du régime à venir, et coupé des passerelles entre l'Algérie et la France. C'est sans doute pour cela que, aujourd'hui encore, et des deux côtés, la « Bleuite » reste un secret bien gardé, un tabou, un poison, une malédiction de l'Histoire. J. P. M.

Mémoires d'appelés, mémoires blessées

Après avoir laissé une bonne part de leur innocence là-bas, dans des combats que la métropole a vite oubliés, les conscrits français se sont longtemps murés dans le silence.

PAR TRAMOR QUEMENEUR

Les soldats de la guerre d'Algérie représentent la dernière « génération du feu ». Les conflits où s'est engagée la France n'ont depuis impliqué qu'un nombre limité de militaires de carrière. De plus, le nombre élevé de jeunes gens qui y ont participé (1,2 million de conscrits, auxquels il faut ajouter 200 000 « rappelés », ceux qui avaient déjà effectué leur service et que les autorités françaises ont envoyés en Algérie) s'explique par la longueur ddu conflit. En tout, environ 2 millions de soldats ont servi dans l'armée française pendant la guerre d'Algérie.



GEORGES DUDOGNON / ADOC-PHOTOS

Deux générations précédentes avaient participé aux guerres mondiales. La contribution avait été plus massive, les combats s'étaient en grande partie déroulés sur le territoire métropolitain et avec un front bien établi. Rien de comparable avec la guerre d'Algérie, où c'est tout le territoire qui est devenu le lieu de combats – dont le *modus vivendi*, sauf en de rares occasions, était celui de la guérilla. De plus, les gouvernements successifs ont cherché à minimiser la situation en niant l'état de guerre et en qualifiant le conflit de simples « opérations de maintien de l'ordre ». Les combattants algériens étaient, eux, des « hors-la-loi » dans une « guerre sans nom ».

Un retour laborieux et hanté de cauchemars

Tous ces facteurs ont contribué à ce que les appelés du contingent se retrouvent confrontés à des discours de leur famille et de leurs proches dénigrant la gravité des combats auxquels ils participaient. Ainsi, les anciens combattants leur disaient parfois que ce n'était en rien comparable avec ce qu'ils avaient vécu. En outre, à leur retour, les appelés ressentaient un profond décalage par rapport à ce qu'ils vivaient en Algérie. La société de consommation bouleversait de plus en plus la société française, les loisirs se faisaient de plus en plus prégnants – autant de préoccupations pouvant paraître frivoles pour ceux qui baignaient dans la peur et la mort des embuscades et des opérations. Pendant ce temps, leurs amis s'amusaient, les surprises-parties battaient leur plein, notamment avec le succès de l'émission *Salut les copains !* sur Europe 1, à partir de 1959.

Parfois, aussi, leur fiancée s'éloignait, creusant un vide sentimental et émotionnel autour d'eux. Tout cela a contribué à ce que les appelés se murent dans le silence dès leur retour. La peur accumulée pendant des mois d'accrochages, le choc des combats et des horreurs vues et vécues ont contribué à ce que de nombreux soldats soient atteints de troubles de stress post-trau-


MARC GARANGER

matique (*post-traumatic stress disorder*, terme développé par les Américains après la guerre du Vietnam). Des réflexes conditionnés pendant des mois de guerre conduisent à ce que beaucoup d'anciens appelés cherchent leur arme à leur réveil ou plongent au sol pour se protéger en croyant entendre une explosion dans la rue…
La famille pouvait aussi constater un changement d'humeur, un caractère dépressif, une irascibilité, voire une violence chez les ex-appelés, conduisant parfois à ce que les proches ne les interrogent pas sur les raisons de leur mal-être. Enfin, les cauchemars ont commencé à peupler les nuits des anciens appelés, réapparaissant par séries dès qu'un événement faisait resurgir le souvenir de la guerre. C'est pourquoi de nombreux anciens appelés ont évité de lire ou de regarder des films qui évoquaient cette période, afin de ne pas raviver les traumatismes.
Certains ont réussi à se réadapter très vite. Ils ont repris leur travail dès leur retour et sont parvenus à oublier rapidement la guerre. Parfois même, la guerre leur a permis de faire des rencontres ou d'acquérir des savoirs qu'ils ont réinvestis ensuite dans le domaine professionnel. Une partie des appelés a mis plusieurs mois avant de reprendre un travail, du fait des syndromes de stress post-traumatique qui les handicapaient. D'autres, enfin, n'ont jamais pu se réadapter. Certains ont basculé dans la folie et passé leur vie dans des hôpitaux psychiatriques: les statistiques des hôpitaux militaires sont sur ce point encore inconnues.

LA RENCONTRE D'UNE VIE
Marc Garanger, ici avec sa quille de conscrit, a effectué son service militaire au 2e RI, au sud d'Alger, de mars 1960 à février 1962. Il n'a cessé de photographier ce pays dont il est tombé amoureux.

Des dégâts sous-estimés

Il est évident que les 60 000 blessés reconnus officiellement du côté français sont largement sous-estimés, les problèmes psychologiques n'ayant pour une large part pas été comptabilisés. De même, certains soldats qui n'ont pas supporté le poids de ce qu'ils avaient vécu en Algérie se sont suicidés à leur retour. Ce sujet est évoqué par le romancier Vladimir Pozner dans *Le Lieu du supplice*, un recueil de nouvelles tirées de faits réels publié en 1959 chez Julliard. ›››

››› Pour d'autres conscrits, les problèmes psychologiques ont été masqués par un alcoolisme dans lequel ces soldats avaient commencé à sombrer pendant le conflit. Ce sujet apparaît dans le roman de Laurent Mauvignier, *Des hommes* (publié en 2009 aux Éditions de Minuit). Il est impossible de quantifier les cas d'alcoolisme imputables à la guerre d'Algérie, tout comme il est impossible de savoir dans quelle mesure les actes de violence pratiqués par d'anciens appelés sont dus à la guerre. Un autre phénomène qui a gangrené la société française après 1962 est le racisme. Celui-ci existait bien évidemment avant la guerre. Mais, pendant et après celle-ci, il a pris pour cible les «Arabes», c'est-à-dire presque exclusivement les Maghrébins et, encore plus, les Algériens. Leur rejet trouve notamment son origine dans les épisodes douloureux que les soldats ont vécus en Algérie, par le racisme colonial qui existait en Algérie et que certains pieds-noirs ont rapporté en métropole, mais aussi par la propagande du 5e Bureau, chargé de l'« action psychologique » – notamment à destination des soldats –, qui véhiculait des préjugés raciaux sur la population algérienne. Ce racisme a trouvé à partir des années 1970 une expression politique avec la création du Front national.


GERALD BLONCOURT/RUE DES ARCHIVES

Femmes d'appelés

Des appelés se sont mariés avant leur départ en Algérie, surtout s'ils étaient rappelés (ils avaient déjà terminé leur temps de service). Quelquefois, c'est au cours d'une permission que ce mariage s'est effectué. Mais le plus souvent, les appelés étaient célibataires, voire fiancés, leur union étant repoussée au retour d'Algérie. Parfois, le promis n'est jamais revenu, laissant une blessure indélébile pour ces «veuves blanches», puisqu'elles n'étaient pas encore mariées. L'éloignement et le temps ont pu faire s'envoler l'amour, laissant alors les soldats dans un terrible vide sentimental. Quelquefois, au contraire, l'amour est né sous les drapeaux, avec la rencontre d'une femme en Algérie ou lors de la correspondance avec une « marraine de guerre ». Au retour, certaines épouses et fiancées ont constaté combien la guerre avait transformé leur compagnon, ce qui a conduit à des séparations difficiles. Pour les autres, il a fallu apprendre à vivre ensemble, avec les cauchemars qui pouvaient hanter les nuits des époux, sans savoir ce qu'ils avaient vécu ni ce qu'ils avaient fait là-bas. Parfois, l'historien qui interroge le mari en sait davantage sur son parcours en Algérie que l'épouse… Et pourtant, les femmes d'appelés ont souvent été essentielles à l'équilibre psychique de ceux qui ont été traumatisés par la guerre. T. Q.

Une reconnaissance tardive du statut de combattant

Dès la fin de la guerre d'Algérie, les faits commis pendant les hostilités ont commencé à être amnistiés à la suite des accords d'Évian. Des décrets puis des lois d'amnistie ont été adoptés en 1962, en 1964, en 1966 et en 1968 – cette dernière ne concernant quasi exclusivement que les membres de l'OAS. Les officiers sanctionnés pour leur action contre les institutions françaises (participation au putsch des généraux en 1961 et à l'OAS) ont même été réintégrés dans leur carrière, notamment afin qu'ils bénéficient de leur pleine retraite. Parallèlement, les appelés du contingent luttaient pour leur reconnaissance en tant qu'anciens combattants d'une guerre qui, officiellement, n'en était pas une. Plusieurs associations existaient avant même la guerre d'Algérie, en particulier l'Union nationale des combattants et l'Association républicaine des anciens combattants – toutes deux issues de la Première Guerre mondiale. Dès la guerre d'Algérie sont créées des associations d'anciens d'Algérie, qui ont formé ensemble une première fédération en 1958. Celle-ci est devenue la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie, de Tunisie et du Maroc (Fnaca) en 1963. Elle est alors présidée par le directeur de *L'Express*, Jean-Jacques Servan-Schreiber. Cette association a pris de l'ampleur, jusqu'à comprendre plus de 300 000 membres

et devenir la première association d'anciens combattants. Ce terme de « combattant » revêtait une importance particulière, car les « anciens d'Algérie » n'étaient justement pas reconnus comme ayant participé à des combats, mais seulement à des « opérations de maintien de l'ordre ». Leur première revendication concernait donc le fait qu'ils avaient participé à une guerre et en avaient subi toutes ses conséquences. Leur lutte aboutit plus de dix ans plus tard, en 1974, et encore de manière restrictive : il faut avoir été dans une unité combattante en Algérie pendant plus de cent vingt jours. Il a encore fallu attendre la loi du 18 octobre 1999 pour qu'enfin les autorités françaises reconnaissent que les « opérations de maintien de l'ordre » étaient une véritable guerre.



ENFIN HONORÉS Le Mémorial national de la guerre d'Algérie et des combats du Maroc et de la Tunisie, œuvre de l'artiste Gérard Collin-Thiébaut, a été inauguré à Paris le 5 décembre 2002 par Jacques Chirac.

LUDOVIC/REA

Se souvenir, mais quand ?

Une autre lutte de la Fnaca a été (et reste encore) la reconnaissance du 19 mars comme jour officiel de commémoration de la guerre d'Algérie. En 2013, le 5 décembre est devenu par décret la journée officielle de commémoration, mais ce jour a été choisi car il ne correspond à aucun événement de la guerre d'Algérie (il serait donc « neutre »). La date du 19 mars réclamée par la Fnaca est récusée par d'autres associations portant une mémoire pied-noire et harkie, lesquelles affirment (à juste titre) qu'il y a eu de nombreux morts après le 19 mars. Mais cette date apparaît comme la seule à posséder un sens symbolisant la fin de la guerre. D'ailleurs, depuis la loi du 6 décembre 2012, elle a été officialisée, bien que des associations nostalgiques de l'« Algérie française » continuent de s'y opposer. Les commémorations se déroulent devant les monuments aux morts locaux ainsi que devant des monuments départementaux – le premier a été inauguré à Troyes en 1977. En 2002, un monument national, composé de trois colonnes sur lesquelles défilent les noms des morts en Algérie, a été érigé au quai Branly, à Paris, tout près de la tour Eiffel.

Plus de cinquante-six ans après la fin de la guerre, les appelés en Algérie arrivent au terme de leur vie. Se pose alors la question de la transmission de leur mémoire aux générations suivantes.

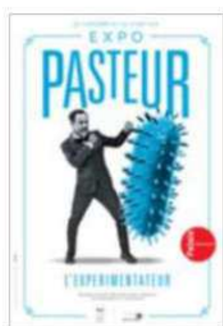
Les anciens appelés arrivent au terme de leur vie. Se pose alors aujourd'hui la question de la transmission de la mémoire aux générations suivantes

Dans leur très grande majorité, leurs enfants ont été marqués par leur silence, par les non-dits autour de cette guerre – même s'ils ont vécu indirectement avec elle, par les cauchemars et les traumatismes des pères. Aujourd'hui, toutefois, la guerre d'Algérie est plus étudiée dans les collèges et les lycées ; d'anciens appelés interviennent dans les établissements scolaires pour raconter leur guerre, et les jeunes, plus réceptifs à cette question, interrogent leurs grands-pères sur ce qu'ils ont vécu en Algérie.

Le poids du silence des mémoires se déleste peu à peu. On pourra ainsi mieux saisir la complexité de cette guerre des deux côtés de la Méditerranée et les tensions entre les groupes « porteurs de mémoire » pourront s'estomper. Alors, seulement, une mémoire sereine, familiale et collective, pourra se transmettre et sera à même d'éviter que de lourds secrets ne continuent à hanter nos sociétés. ◆

LES MICROBES NE LUI DISENT PAS MERCI !

Infatigable chercheur et inlassable explorateur, Louis Pasteur, avec ses découvertes sur les micro-organismes, a changé l'histoire de l'humanité.



Pasteur l'expérimentateur
PALAIS DE LA DÉCOUVERTE, PARIS.
Jusqu'au 19 août
www.palais-decouverte.fr

Tout historien ayant un peu tâté de démographie sait ce que la mort et la vie doivent à Louis Pasteur (1822-1895). Plus rien ne sera comme avant après ses travaux sur les micro-organismes responsables des maladies infectieuses et leur éradication par des vaccins. Fini les taux de mortalité de 50 % des enfants de moins de 8 ans, les fièvres décimant les femmes accouchées, les épidémies de choléra ou de typhus, et vaincu le spectre millénaire de la rage ! Mais sait-on que ces découvertes ne représentent que les vingt dernières années de sa vie ? Sait-on également qu'il n'était pas médecin et qu'il rêvait plutôt d'être peintre – il a laissé une quarantaine de portraits au pastel – avant de s'orienter vers la physique et la chimie ?

Cristaux et vers

Dès ses premiers travaux sur la structure interne des cristaux et la mise en évidence de leur dissymétrie au-delà de leur apparence identique, il met en place une méthode expérimentale qu'il appliquera à tous ses domaines de recherche, chacun dérivant du précédent – des cristaux de l'acide paratartrique aux maladies et vaccins en passant par les fermentations, la controverse sur les générations spontanées, sans oublier les maladies des vers à soie.

Observations au microscope et sur le terrain, dans les brasseries, les chais, les fermes, les « champs mau-



PAILLASSE. La scénographie, reprenant des formes théâtrales, rend vivants les découvreurs, leurs échanges et leurs controverses, parfois vives.

WWW.PHILIPPELEVY.NET/SP


Brevet d'Invention

sans garantie du Gouvernement

Le Ministre de l'Agriculture et du Commerce,

Vu la loi du 5 juillet 1844;

Vu le procès-verbal dressé le 28 Juin 1871, à 3 heures 40 minutes, au Secrétariat général de la Préfecture du département du Puy-de-Dôme et constatant le dépôt fait par le Sr

Pasteur

d'une demande de brevet d'invention de Quinze années, pour un procédé de fabrication de la bière

TENTACULAIRE. Pasteur consacre sa vie à expérimenter sur tous les fronts, tout en s'appuyant sur un puissant réseau de collaborateurs, avec lesquels il fondera en 1888 le fameux institut qui porte son nom.



dits », responsables du charbon du mouton, les magnaneries et les hôpitaux, hypothèses géniales et mises au point d'instruments spécifiques, tel le célèbre ballon à col-de-cygne avec lequel il démontre l'inanité de la théorie sur la génération spontanée; dépôts de brevets et applications pratiques de ses recherches, dont la fameuse « pasteurisation »; combats virulents dans l'arène scientifique; expérimentations sur les animaux et premier test de vaccin contre la rage sur le petit Joseph Meister, en 1885, bien qu'il n'ait pas encore isolé le virus; et enfin fondation, avec ses collaborateurs, les Duclaux, Guérin, Roux, Calmette, de l'Institut Pasteur en 1888, puis ses annexes dans tout l'empire français. Voilà une formidable aventure scientifique, mais aussi humaine, mise en scène de façon spectaculaire dans cette exposition d'une grande clarté. Dispositifs multimédias, instruments scientifiques, expérimentations par le visiteur, vidéo-mapping, jeux, maquettes, graphismes, films d'archives et d'animation, et, en épilogue, une ouverture, à travers des « vitrines magiques », sur les nouvelles techniques d'observation et de culture des micro-organismes, les nouveaux modes de vaccination et les espoirs immenses de l'immunologie pour traiter des maladies comme le cancer ou le VIH. Toutes les techniques muséographiques, classiques ou de pointe, sont mises en œuvre pour éveiller la curiosité, comprendre en s'amusant, et s'effarer, au final, de tant de passion, d'invention et de génie, mis au service de la patrie. Le tout compréhensible de 9 à 99 ans, allongement de la vie oblige. Merci monsieur Pasteur ! ◆

JOËLLE CHEVÉ

DES PANDORES DE TOUS LES PAYS

La gendarmerie, héritage en France de la maréchaussée médiévale, est méconnue. Et plus encore celle des pays du Sud – ceux du Nord, anglo-saxons, n'ont pas les mêmes institutions. Force de police militarisée, elle est au service de l'État et des citoyens. 45 pays en sont dotés et 33 ont conservé l'appellation « gendarmerie ». Mais qu'il s'agisse des carabiniers en Italie, Chili, Moldavie ou Monaco ou des gardes nationaux au Portugal, Russie ou Tunisie, les valeurs restent les mêmes. Des tenues du XIXe siècle, turques, argentines ou hollandaises, des insignes ou des représentations d'unités d'élite – gardes rouges du Sénégal ou gendarmerie royale à cheval du Canada – célèbrent des traditions toujours à l'honneur. Mais c'est surtout leurs missions actuelles qui sont aussi évoquées, montrant les défis majeurs auxquels elles sont confrontées, de la sécurité intérieure aux catastrophes naturelles ou technologiques, et de la police des routes au terrorisme et à la cybercriminalité. La « ta ca ta ca tac tac tique » du gendarme de la chanson est désormais une stratégie d'échelle mondiale. J. C.

■ **Les gendarmeries du monde,** musée de la Gendarmerie nationale, Melun, jusqu'au 15 juillet.
Rens. : 01 64 14 54 64 et www.gendarmerie.interieur.gouv.fr

ARTS ET ARMURES DU SOLEIL LEVANT

On connaissait le mikado (« souverain »), son représentant militaire, le shogun, et bien sûr les samouraïs, ces combattants d'élite qui disparaissent à la fin du XIXe siècle. Ils étaient les vassaux des daymio, gouverneurs provinciaux, dont l'âge d'or fut le XVIe siècle. Pratiquement indépendants du pouvoir impérial de Kyoto, ils se livrent une guerre sans merci pour agrandir leurs domaines. La bataille de Sekigahara en 1600, représentée sur un spectaculaire paravent, met fin à ces luttes féodales. Mais les armures polychromes de fer repoussé et de cuir, les casques et les protections faciales laqués, dorés, ornés de moustaches, voire de cils, les somptueuses tuniques de soie et autres ornements, signent encore, dans la salle du château, leur rang et leur puissance. La majorité des œuvres présentées sont inédites – l'une est peinte au plafond de la galerie des Glaces, à Versailles. Quand les daymio disparaissent en 1876, nombre de ces chefs-d'œuvre « d'un art poussé jusqu'à son inutilité » sont dispersés dans des collections étrangères. Témoins d'une véritable mystique de la guerre, ces pièces ont inspiré à l'artiste contemporain George Henry Longly d'étonnantes œuvres animées et sonores, exposées au palais de Tokyo. J. C.

■ **Daymio. Seigneurs de la guerre au Japon,** musée des Arts asiatiques - Guimet et palais de Tokyo, Paris, jusqu'au 23 mai. Rens. : 01 56 52 53 00 et www.guimet.fr



DR



THIERRY OLLIVIER / RMN-GP/SP



DR

BANZAÏ ! 1 Armure conçue pour le daimyo Nabeshima Yoshishige (1707). 2 Masque d'armure (XVIIe s.). 3 Estampe représentant une armure décorée d'un chrysanthème, armes du clan Tachibana (v. 1822).

ET AUSSI

Le vin au Moyen Âge
Tour Jean sans Peur, Paris (2e), jusqu'au 2 mai.

La fuite en Égypte
Musée de l'Image, Épinal (88), jusqu'au 6 mai.

Charles II : art et pouvoir
Buckingham Palace, Londres, jusqu'au 13 mai.

Les Hollandais à Paris
Petit Palais, Paris (8e), jusqu'au 13 mai.

Images en lutte. La culture visuelle de l'extrême gauche en France (1968-1974)
Palais des Beaux-Arts, Paris (6e), jusqu'au 20 mai.

Émile Gallé, alchimiste de la terre et du verre
Musée de la Céramique, Rouen (76), jusqu'au 20 mai.

Pastels du XVIe au XXIe siècle
Fondation de l'Hermitage, Lausanne, jusqu'au 21 mai.

Loupot, peintre en affiches
Bibliothèque Forney, Paris (4e), jusqu'au 26 mai.

Maîtres néerlandais de l'Hermitage
Musée de l'Hermitage, Amsterdam, jusqu'au 27 mai.

Casanova : la séduction de l'Europe
Legion of Honor, San Francisco, jusqu'au 28 mai.

Haute société
Rijksmuseum, Amsterdam, jusqu'au 3 juin.



ÇA IRA. Sous le pinceau de Jules Adler, les luttes sociales et la vie des petites gens trouvent un puissant écho, comme avec cette toile, *La Grève au Creusot* (1899).

LE PEINTRE DES HUMBLES

À la fin de sa vie, Jules Adler (1865-1952) a orné les thermes de sa ville natale de Luxeuil. Et c'est dans ceux, somptueux, d'Évian, que son œuvre est révélée aujourd'hui. Celle d'un peintre très éloigné des fastes de la haute société prenant les eaux ! Sa carrière, prolifique, fut parisienne et vouée à la représentation du quotidien, des « humbles ». Ceux de la ville, des petits métiers ; ceux des usines et des mineurs ; ceux des tranchées de la Grande Guerre ; ceux des campagnes. Ni vraiment académique ni impressionniste, sa touche s'empâte ou se fait plus légère selon les sujets. Et elle s'attarde sur la figure du chemineau d'une III[e] République révolutionnée par l'accélération des transports. Entre représentations des luttes sociales et celles des travailleurs cloués à leurs machines ou à la glèbe, le chemineau chemine sur les routes, déjouant le déterminisme social à la Zola dont Adler fut un adepte. J. C.

■ **Jules Adler. Peindre sous la Troisième République,** palais Lumière, Évian (74), jusqu'au 21 mai. Rens. : 04 50 83 15 90 et www.ville-evian.fr

UNE SUBTILE TRISTESSE

Jean Fautrier (1898-1964) est inconnu du grand public. Cette troisième rétrospective met en lumière, à travers 200 œuvres – peintures, dessins, sculptures –, ce précurseur de l'art informel, qui fut proche d'André Malraux, Francis Ponge, Paul Éluard, Georges Bataille et Jean Paulhan, son principal soutien. Ses premières œuvres sont d'un réalisme cru, telle la saisissante toile *Ma concierge*. Quant à la célèbre série « Otages », qui suscita en 1945 l'indignation, elle n'a rien perdu de son pouvoir étrange d'esthétisation de l'horreur… J. C.

■ **Jean Fautrier. Matière et lumière,** musée d'Art moderne de la Ville de Paris (16[e]). Rens. : 01 53 67 40 00 et www.mam.paris.fr





En 1945, Jean Fautrier peint cette *Tête d'otage*, qui émeut la critique…

Écrans

THRILLER PRÉHISTORIQUE : *QUI A TUÉ NEANDERTAL ?*

*L'adaptation du livre du rédacteur en chef d'*Historia*, Éric Pincas, est une passionnante enquête autour du mystère de la disparition de Neandertal.*





DR

SCÈNE DE CRIME. Il régnait sur l'Eurasie, des côtes espagnoles à la Sibérie. Et, soudain, il a disparu… Lui, c'est Neandertal, auprès duquel les scientifiques se penchent.

Le squelette affleure sur le sol sablonneux de la scène de crime, délimitée par les bandes jaune et noir bien connues des inconditionnels de séries policières. Autour des os, un expert en blouse blanche s'affaire, dégageant les restes au pinceau sous la lumière crue des projecteurs. Indice après indice, les scientifiques examinent les traces, suivent des pistes, élaborent des hypothèses. Le squelette, c'est Neandertal, notre lointain ancêtre. Il y a quatre cent mille ans, il a régné sur l'Europe, l'Asie et le Proche-Orient. Sa trace s'est perdue il y a quarante mille ans. Depuis 1856 et la découverte en Allemagne du premier fossile dans la vallée de Neander, qui lui donna son nom, plusieurs questions taraudent les spécialistes : Qui était-il ? Comment et pourquoi a-t-il disparu ?

Mystérieuse extinction

A-t-il été la proie d'une épidémie ? A-t-il été anéanti par un prédateur, exterminé par un autre groupe humain ? A-t-il été victime d'un changement climatique ? Ou a-t-il tout simplement dégénéré par manque de diversité génétique ? Ces interrogations, ainsi que les différentes hypothèses relatives à la disparition de Neandertal, formaient déjà la trame du livre écrit en 2014 par Éric Pincas (réédité ce mois-ci dans une version réactualisée aux éditions Michalon). Procédant à la manière d'une enquête, le documentaire reprend minutieusement les scénarios évoqués dans le livre. Pour mieux connaître les causes et les conditions de sa disparition, il remonte les couloirs du temps et nous embarque dans une trépidante exploration autour de Neandertal. Convoquant l'archéologie, la paléoanthropologie, la biomécanique, la biologie moléculaire…, il déconstruit les clichés et les représentations fantaisistes qui accompagnèrent la découverte des premiers fossiles. Il modélise son squelette en 3D, reconstitue sa façon de se déplacer, son régime alimentaire, son habitat, ses pratiques funéraires, son ADN et jusqu'à la couleur de sa peau et de ses yeux. Non, Neandertal n'était pas cet homme simiesque, à la

Qui a tué Neandertal ?
UN FILM DE THOMAS CIROTTEAU, ÉRIC PINCAS ET JACQUES MALATERRE
(90 MIN), DIFFUSÉ LE 10 AVRIL À 20 H 55 SUR FRANCE 5



FICTION ET RÉALITÉ. Les images du film *Ao*, de Jacques Malaterre, illustrent cette quête de la vérité.

démarche de gorille, à la pilosité débordante, sorte de bon sauvage à l'intelligence limitée, qu'on s'est plu à imaginer. Athlétique et robuste, il l'était sans conteste, sans quoi il n'aurait jamais pu devenir le formidable chasseur qu'il fut, ni l'infatigable explorateur qui conquit un espace allant des côtes espagnoles aux montagnes de Sibérie, s'adaptant à des climats rigoureux et changeants.

Des recherches récentes ont montré qu'il était capable de parler et donc, de transmettre. Vers – 45000, sa trajectoire sur le sol européen a croisé celle d'*Homo sapiens*, remonté d'Afrique. Ces cinq mille ans de coexistence furent marqués par les échanges et le métissage, avant que Neandertal ne finisse par disparaître, non sans léguer aux populations non africaines une partie de son héritage génétique, notamment sa peau claire.

Un pari réussi

Pour adapter son ouvrage au format documentaire télévisuel, Éric Pincas s'est entouré des réalisateurs Thomas Cirotteau et Jacques Malaterre, lequel a marqué de son empreinte la représentation de la préhistoire à la télévision grâce au succès phénoménal de *L'Odyssée de l'espèce* (2003), *Homo sapiens* (2006) et *Le Sacre de l'homme* (2007). Les images de son film *Ao, le dernier Neandertal*, réalisé en 2010, illustrent magnifiquement le propos du documentaire et permettent de mettre un visage et un corps sur ces crânes et ces os anonymes.

L'autre grande force du film réside dans la fluidité de la narration. La réalisation efficace de Thomas Cirotteau fait d'une scène de crime le pivot des entretiens menés avec les scientifiques aux quatre coins de l'Europe, des techniques d'investigation de pointe, et des extraits d'*Ao*. Mention spéciale pour l'habillage sonore, avec un texte porté par la voix dynamique de l'acteur Thierry Frémont, et une musique qui accompagne la quête de la vérité sans l'alourdir.

Au terme de ce voyage dans le temps aux sources de notre identité, le mystère est résolu et une conclusion s'impose : on a tous en nous quelque chose de Neandertal. Quatre-vingt-dix minutes d'une enquête menée tambour battant et qu'on n'a pas vu passer, tant rigueur scientifique du propos et divertissement font bon ménage.

Pari réussi, donc, grâce à la passion de la préhistoire qui anime les concepteurs et les intervenants de ce film. Une œuvre qui joue à plein son rôle de passeur, pour tout public, à prolonger par une visite dans un des nombreux sites et musées de la préhistoire, ou en courant à l'exposition Neandertal au musée de l'Homme, à Paris (à partir du 28 mars). **ISABELLE MITY**

CINÉMA CALUMET DE LA PAIX

L'Ouest, sauvage et beau

Aux États-Unis, à l'aube de la révolution industrielle, un militaire est chargé d'escorter un vieux chef cheyenne, qu'il abhorre, sur ses terres ancestrales. Nous sommes en 1892, la violence fait rage. Les dix premières minutes du film sont insoutenables : le massacre – odieux – d'une famille par les Comanche : des Indiens sans foi ni loi, que les soldats de l'Union croiseront au cours de leur (trop) long périple. Un voyage aux milles dangers qui obligera autochtones et militaires à cohabiter et à se pardonner. Plein de bons sentiments, porté par des images sublimes tournées en décors naturels et par l'interprétation magistrale de Christian Bale, *Hostiles* est un western dur, honnête et puissant. YETTY HAGENDORF

■ **Hostiles,** de Scott Cooper, avec Christian Bale, Rosamund Pike, Wes Studi, Jesse Plemons, Ben Foster, 123 min, sortie le 14 mars.



CHRISTIAN BALE, WES STUDI



DR

CINÉMA LE POLITBURO VOIT ROUGE

Le Petit Père est mort

Adaptation d'une BD glaçante de Thierry Robin et Fabien Nury, ce film est une réussite. Outre une parfaite restitution historique, cette « comédie satirique » fait entrer de plain-pied dans les paradoxes de cette période baroque qui suivit la mort de Staline. Une atmosphère tragique et grotesque enveloppe tout le film et les acteurs y trouvent matière à déployer leur talent (mention spéciale à Steve Buscemi, hallucinant Khrouchtchev, et à Simon Russell Beale, parfait Beria). La course à celui qui sera le premier déstalinisateur est présentée dans une optique cynique et passionnante.

OLIVIER COQUARD

■ **La Mort de Staline,** d'Armando Iannucci, avec Steve Buscemi, Jeffrey Tambor, Olga Kurylenko, 107 min, sortie le 4 avril.

arte

LES RENDEZ-VOUS AVEC L'HISTOIRE

Leni Riefenstahl et son mentor

DIMANCHE 8 AVRIL, **22 h 55**

Doc. d'Annette Baumeister (All., 52 min, 2017).

En 1932, Leni Riefenstahl et Arnold Fanck partent au Groenland pour le tournage de *SOS Eisberg*, à l'époque le projet de film le plus risqué de l'histoire du cinéma. Deux carrières troubles et liées.

■

Printemps 1948

MARDI 17 AVRIL, **22 h 20**

Doc. de Mathias Haentjes (All., 90 min, 2017).

Un voyage cinématographique dans l'Europe de la guerre froide.

■

Inkotanyi. Paul Kagame et la tragédie rwandaise

MARDI 17 AVRIL, **23 h 45**

Doc. de Christophe Cotteret (Fr.-Belg., 90 min, 2017).

Rwanda, juillet 1994. La rébellion la mieux entraînée du continent africain met fin au génocide des Tutsis. Les Inkotanyi – le nom des troupes du FPR (Front patriotique rwandais) – sont, à l'origine, des exilés tutsis formés dans la guérilla ougandaise au début des années 1980. À leur tête, l'actuel président du pays, Paul Kagame. Éclairage sur un mouvement politico-militaire qui a bouleversé l'histoire de la région des Grands Lacs.

■

Israël, une terre deux fois promise

MARDI 24 AVRIL, **20 h 50**

Doc. de Blanche Finger et William Karel (All., 2 x 52 min, 2018).

À l'occasion des 70 ans de la création de l'État d'Israël, ce documentaire revient sur l'histoire de ce pays, depuis sa naissance mouvementée en 1948 jusqu'à sa brusque extension territoriale en 1967. Une plongée dans deux décennies essentielles pour comprendre le conflit proche-oriental.

■

Karl Marx

SAMEDI 28 AVRIL, **20 h 50**

Doc. de Christian Twente (All., 90 min, 2018).

Il est né il y a deux cents ans… Voici un portrait de l'homme, bon père de famille et du philosophe, défenseur de la classe ouvrière.

JEU VIDÉO VIE (ET MORT) DE BOHÊME

LA CHAIR ET L'ÉPÉE



SR

Voici une pépite comme le jeu vidéo en propose rarement : ce jeu nous propulse au début du XVe siècle. La mort de l'empereur Charles IV a laissé la Bohême orpheline. L'un de ses fils, Venceslas, a hérité de la couronne. Surnommé « l'Ivrogne », il est plus enclin à profiter des plaisirs de la vie qu'à gouverner. La situation est confuse à la tête du pays et son demi-frère, Sigismond, organise un coup d'État, envahit la Bohême et capture Venceslas.

Notre aventure débute en plein chaos. Nous incarnons Henry, un paysan, fils du forgeron d'un village. Sa petite vie tranquille est bouleversée par les exactions des armées de Sigismond. Sans foyer et sans argent, Henry est engagé dans la garde du seigneur Radzig, décidé à s'opposer à Sigismond. Tous les ingrédients sont réunis pour une formidable épopée médiévale…

Si les développeurs de Warhorse Studios ont pris des libertés avec l'Histoire, la reconstitution est stupéfiante. On y découvre la Bohême du XVe siècle, sa noblesse et ses petites gens. Jeu vidéo oblige, tout passe par des séquences ludiques où l'on apprend à aiguiser une épée ou à distiller de l'alcool, à faire les poches ou à créer des onguents. *Kingdom Come : Deliverance* sonne juste jusque dans la composition du scénario. On se passionne pour une enquête sur un sbire de Sigismond et on prend plaisir à s'entraîner au maniement de l'épée en participant à des batailles épiques. Incontournable.

GUILLAUME TUTUNDJIAN

■ **Kingdom Come : Deliverance**, Warhorse Studios, disponible sur PC, PlayStation 4 et Xbox One, 50 euros.



DR

CINÉMA PLUS DURE EST LA CHUTE

L'affligeante banalité du mal

Deux semaines avant la capitulation allemande, un jeune soldat allemand dérobe l'uniforme abandonné d'un haut gradé et s'engage dans un périple mortifère et apocalyptique. Inspiré de faits réels, aussi glaçant que dérangeant, le récit retrace l'imposture de Willi Herold, simple soldat de la Wehrmacht, qui se prétend en mission pour Hitler, subjugue une bande de pilleurs qu'il convertit en redoutable commando. Puis, porté par son mensonge, plongé dans une spirale de violence inéluctable, il instaure « son » régime de terreur, le 11 avril 1945, dans le camp de détention pour déserteurs d'Aschendorfermoor.

On s'interroge : pourquoi n'y a-t-il pas eu un être censé pour stopper ce capitaine de pacotille, qui décima près de 170 personnes, avant d'être condamné à mort en août 1946 ? « Il nous faut comprendre le monde dans lequel il vivait, et non pas notre monde », explique le réalisateur, Robert Schwentke. « Son comportement inadmissible, dans un contexte historique particulier, laisse entrevoir un bout de vérité sur la condition humaine en temps de guerre. Les auteurs de crime étaient des citoyens ordinaires et personne n'était immunisé contre la tentation de la haine. » Avec aucun des personnages, l'identification n'est possible. Et pourtant, le film fonctionne et fait l'effet d'une gifle. Au générique, le noir et blanc cède à la couleur, pour précipiter les spectateurs dans la ville où sévit le commando. Le film suscite la même incompréhension et consternation qu'en temps de guerre, rappelant combien « il est facile de subvertir, user et abuser de la démocratie ». **Y. H.**

■ **The Captain (L'Usurpateur)**, de Robert Schwentke, avec Milan Peschel, Frederick Lau, Waldemar Kobus, 119 min, sortie le 21 mars.

Livres

RENCONTRE AVEC ALEXANDER MÜNNINGHOFF

AFFAIRES ET AFFRES DE FAMILLE

Énorme succès de librairie aux Pays-Bays, « L'Héritier du nom » raconte la saga des Münninghoff, de riches Néerlandais dont le passé trouble resurgit au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

« Très tôt, j'ai ressenti que je devais écrire l'histoire de ma famille, une histoire douloureuse, pour comprendre d'où je viens. Pour m'en sortir, je l'ai fait, en journaliste, en observateur. » Âgé de 74 ans, Alexander Münninghoff commence ainsi notre entretien. Il lui a fallu du temps pour accepter de se plonger dans les fureurs du XXe siècle, enquêter, fouiller les archives, interviewer les survivants, reconstituer les parcours. Ce livre, il l'a écrit en quatorze mois, mais il l'a porté pendant une vingtaine d'années.

Par qui commencer, dans cette galerie de personnages peu ordinaires ? Par son grand-père, qu'il appelle « le Vieux ». Ce Hollandais s'est bâti une belle fortune en Lettonie autour de la Première Guerre mondiale. Il épouse « une jeune comtesse russe au nom improbable », quatre enfants naissent. Peu avant la Seconde Guerre mondiale, il quitte la Lettonie et s'installe à La Haye, où il résidera jusqu'à sa mort. Pendant la guerre, il joue un double jeu : « Il a eu, reprend son petit-fils, à la fois des contacts avec les Anglais, les Hollandais en exil et… les Allemands. Il a commercé avec ces derniers, tout en cachant des résistants hollandais chez lui et en transmettant des informations aux services secrets britanniques. » Comment recueillait-il ces « informations » ? En recevant chez lui, dans son fumoir, des militaires allemands « souvent opposés à Hitler, dans



WILLY SLINGERLAND/SP

« J'AI RESSENTI QUE JE DEVAIS ÉCRIRE L'HISTOIRE DE MA FAMILLE, DOULOUREUSE, POUR COMPRENDRE D'OÙ JE VIENS. POUR M'EN SORTIR, JE L'AI FAIT, EN JOURNALISTE, EN OBSERVATEUR »

l'entourage de Canaris ». « Le Vieux » est un héros de cette saga, son fils Frans en est un autre… mais du côté obscur. Né juste après la Grande Guerre, « balto-allemand, c'est-à-dire proche de cette élite d'origine allemande installée dans cette région depuis plus de sept siècles, il déteste dès son adolescence la Hollande », ajoute Alexander. La Russie attire aussi Frans, mais pas celle des bolcheviques : quand il s'engage dans la Waffen SS, c'est pour combattre l'URSS. « Il a été attiré par le nazisme. Très tôt, mon père rejoint une petite ligue paramilitaire dirigée par un baron balte, prenant modèle sur Hitler, il participe en uniforme à des camps d'entraînement pendant l'été. »

« Unis dans le même fluide »

La guerre venue, il combat sur le front de l'Est, obtient la Croix de fer puis déserte et se cache dans la maison familiale. Mais il doit rendre des comptes à la justice de son pays car il est hollandais. Par de multiples conciliabules dans son fumoir avec des avocats et des hommes d'influence, « "le Vieux" réussit à sauver mon père, non pas par amour pour lui, mais parce que le nom ne doit pas être souillé, alors qu'il veut reconstituer son empire économique : c'est la seule raison ».

Il l'a sauvé, mais Frans est désormais un homme brisé, épuisé, amer. Il sombre dans l'alcoolisme et, surtout, se détache de sa femme, Wera, épousée en 1943, qui l'a rejoint à La Haye avec Alexander. Il a fallu des années à l'enfant pour comprendre cette situation. « Le Vieux » méprisait sa belle-fille. « Elle pouvait rester dans sa maison seulement parce que j'étais son fils. » Un enfant bien particulier… Son grand-père voit en lui l'héritier. Bientôt, elle fuit en Allemagne avec Alexander. Fou furieux, « le Vieux » fait kidnapper l'enfant, le ramène à

Le grand-père de l'auteur, appelé « le Vieux », homme d'affaires de La Haye, est l'un des héros de cette saga. Son fils, lui, se fera un nom dans les rangs de la Waffen SS

La Haye. Wera, devenue un tabou dans la famille, s'enfonce dans la misère. Alexander ne la revoit que des décennies plus tard, en 1969, mais c'est une occasion manquée : trop d'incompréhension réciproque subsiste. Quinze plus tard, ils se retrouvent enfin. Wera et Alexander décident d'oublier le passé et d'être « unis dans le même fluide. » « Ce livre, dit-il pudiquement, est un hommage pour elle. » Wera, décédée en 1999, est l'héroïne de cette saga familiale.
Pour bâtir son récit, Alexander Münninghoff s'est employé : « Il n'y a pas d'archives familiales, tout aurait été trop simple. » Comment procéder alors ? « J'ai eu accès aux Archives nationales et à celles de la police, autour de l'arrestation de mon père après la guerre, ajoute-t-il. Après sa mort, en 1990, j'ai aussi retrouvé chez lui des papiers dans deux boîtes à chaussures, qui concernaient son procès. »

L'héritier de la mémoire

Pour le reste, il a mené l'enquête surtout auprès des frères de Frans : « Ils se sont confiés à moi très facilement. L'un détestait "le Vieux", l'autre l'admirait. Leurs témoignages concordaient – signe que c'était vrai. » Pourquoi se sont-ils ainsi confiés ? « Pour mon grand-père, j'étais l'héritier. Pour eux, j'étais l'héritier de la mémoire de la famille. »
Ce livre a rencontré un grand succès populaire aux Pays-Bas : 23 éditions, pas moins de 150 000 exemplaires vendus. Ce n'est pas sur le contenu qu'il a été critiqué ici ou là, mais plutôt sur la forme : « Quelques historiens hollandais n'ont pas été d'accord sur le fait que j'ai écrit des dialogues alors que je n'ai pas assisté à certaines conversations… Mais je suis souvent parti de mes entretiens avec mes oncles, qui, eux, étaient présents à l'époque. J'ai pu reconstituer le climat de certaines conversations, les circonstances. »
On connaît les mêmes débats en France, entre historiens et romanciers ! En tout cas, cette façon d'écrire et ces dialogues donnent toute sa force à cette fresque, rédigée sans pathos, et parfois même avec une pointe d'humour salvateur, qui transparaît aussi dans la dernière confidence d'Alexander Münninghoff. À une question sur la fortune du « Vieux », le journaliste et écrivain lance dans un éclat de rire : « J'ai hérité du nom, mais pas de l'argent… »

PROPOS RECUEILLIS PAR
DENIS LEFEBVRE

CINQUANTE NUANCES D'UN PASSÉ GRIS

Journaliste hollandais, Alexander Münninghoff nous offre avec ce livre la chronique de sa famille autour de la Seconde Guerre mondiale, de Riga à La Haye. Dès sa naissance, sous les bombardements russes, en avril 1944, à Poznan, ville polonaise alors appelée Posen, il est le héros de cette histoire peu ordinaire, l'héritier désigné par son grand-père, « le Vieux », entreprenant homme d'affaires. Son père, Frans, est alors dans la Waffen SS. « Le vieux » fera tout pour le sauver, même s'il ne partage pas son parcours. Bientôt, la mère d'Alexander disparaît de sa vie : il ne la retrouve que bien des années plus tard. Parti en quête de cette famille, pour tenter de comprendre



et reconstituer son passé, l'auteur nous brosse une succession de portraits dans des circonstances exceptionnelles. Tout est vrai, ici. Comment dénommer ce livre ? Un roman ? Un essai ? Des Mémoires ? Un peu de tout cela à la fois, et c'est ce qui fait sa force. En tout cas, il est écrit comme un roman, et se lit comme tel, avec passion. Comme on dévore *Autant en emporte le vent*, de Margaret Mitchell. *L'Héritier du nom* a rencontré un succès extraordinaire aux Pays-Bas : 150 000 exemplaires vendus à ce jour ! Désormais traduit en français, il le sera bientôt en anglais et en allemand. Une série télévisée est même en projet. D. L.

■ **L'Héritier du nom,** d'Alexander Münninghoff (Payot, 361 p., 22 euros).

Par Véronique Dumas



Le grand récit de l'Algérie

Méconnue en France comme en Algérie, l'histoire de l'Algérie à l'époque coloniale est essentielle pour comprendre la nature des relations qu'entretiennent les deux pays depuis l'indépendance. Plus d'une centaine d'articles de 69 auteurs, nourris des recherches les plus récentes, en expliquent tous les paramètres.

■ **Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962,** sous la direction d'Abderrahmane Bouchène, Jean-Pierre Peyroulou, Ouanassa Siari Tengour et Sylvie Thénault (La Découverte-Barzakh, 720 p., 28,50 euros).



Racines et ramifications d'un conflit

Cet ouvrage collectif est issu du colloque « Jeunes historiens et guerre d'Algérie », organisé pour le cinquantenaire de l'indépendance. Une nouvelle génération d'historiens revisite le sujet en explorant les racines et les dimensions internationales du conflit, mais aussi, à l'inverse, en resserrant le propos à l'échelle de la région, de la ville, du village. Autre nouveauté, l'étude du rôle des opinions publiques et de la communication.

■ **La Guerre d'Algérie revisitée,** d'Aïssa Kadri, Moula Bouaziz et Tramor Quemeneur (Karthala, 396 p., 26 euros).



Des mémoires toujours à vif

Édité après les attentats de janvier 2015, sur fond de montée du FN, cet ouvrage prend la forme d'un dialogue entre Benjamin Stora et l'écrivain Alexis Jenni, autour de la mémoire de la colonisation en Algérie, qui serait à l'origine des tensions dans la France d'aujourd'hui. Il est suivi d'une nouvelle édition de *Transfert d'une mémoire*, le livre de Stora qui replace la guerre dans la perspective de la colonisation.

■ **Les Mémoires dangereuses,** de Benjamin Stora et Alexis Jenni (Albin Michel, 238 p., 18 euros).



Le vécu et les souvenirs

Professeur à l'IEP d'Aix-en-Provence, Jean-Charles Jauffret a recueilli depuis plus de vingt ans les témoignages d'ex-appelés. Complétés par les archives personnelles des intéressés et recoupés par des sources militaires, ils lui ont permis de restituer les conditions de vie de ces jeunes hommes qui découvraient une terre française différente et une société coloniale scindée entre Européens et « Français musulmans ».

■ **La Guerre d'Algérie. Les combattants français et leur mémoire,** de Jean-Charles Jauffret (Odile Jacob, 304 p., 23,90 euros).

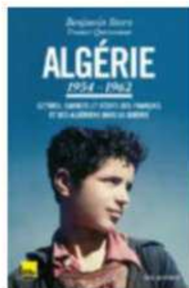
LES COURRIERS DU FRONT D'YVES COURRIÈRE



Le grand reporter Yves Courrière (1935-2012), Prix Albert-Londres en 1966, a couvert la guerre d'Algérie sur les plans militaire et politique. Il a raconté le déroulement des événements dans quatre livres, réédités dans deux gros volumes en 2001. Récompensée par le prix de l'Académie française, éditée à plus d'un million d'exemplaires, son œuvre, écrite d'une plume nerveuse, reste un témoignage unique, pris sur le vif et nourri à la source, sur l'enchaînement des faits et leur inextricable complexité. Des chiffres, des dates, des documents, des témoignages. Rien n'est laissé au hasard dans ce récit « dur et dru », selon les mots de Joseph Kessel dans la préface, qui, de plus, brosse un tableau fidèle, édifiant et grinçant de la France et de l'Algérie de l'après-guerre. Avez-vous déjà entendu parler du rapport Tubert – du nom du général, président de la commission chargée d'enquêter sur les massacres de Sétif de mai 1945 ? Non, et pour cause : trop objectif, il contient des preuves sur l'ampleur de la répression européenne et sera envoyé au pilon… Trois exemplaires seront sauvés. Dans le préambule de son premier tome, « Les fils de la Toussaint », Yves Courrière écrit : « Mais on n'a jamais voulu regarder le problème en face. La métropole ne s'est intéressée à l'Algérie que lorsque le sang y a coulé. Le sang européen. On n'a pas voulu croire au conflit. On n'a pas voulu le considérer comme une guerre. On n'a pas voulu considérer les musulmans comme des hommes. Quand on l'a fait, c'était trop tard. Bien trop tard. » Tout est dit.

■ **La Guerre d'Algérie (tome 1 : 1954-1957 ; tome 2 : 1957-1962),** d'Yves Courrière, préface de Joseph Kessel (Fayard, 954 p. et 1208 p., 32,50 € et 39 €).

Petits papiers d'Alger



La mémoire de la guerre s'inscrit aussi dans les lettres, manuscrits, journaux ou notes de service rédigés pendant les événements par les intervenants français et algériens. Cet album rassemble ainsi plus de 300 documents. Du livret des appelés à un exemplaire du journal clandestin du FLN, des tracts anti-FLN de l'armée française à la dernière lettre d'un soldat prisonnier de l'ALN, ces documents permettent de comprendre, sans juger, et de restituer l'atmosphère de ces années sanglantes.

■ **Algérie : 1954-1962. Lettres, carnets et récits des Français et des Algériens dans la guerre,** de Benjamin Stora et Tramor Quemeneur (Les Arènes-France Info, 300 p., 34,80 euros).

Le fin mot de l'Histoire



Le 16 septembre 1959, lors d'une allocution télévisée, le général de Gaulle parle de « l'autodétermination » des Algériens. L'annonce, inattendue, surprend toutes les forces en présence. Pour Benjamin Stora, ce discours marque un tournant décisif dans la guerre. Pourquoi et comment le général de Gaulle a-t-il décidé de soutenir l'indépendance de l'Algérie ? C'est ce qu'il explique dans cet ouvrage clair et précis, dressant un état des lieux de la situation, du retour au pouvoir de De Gaulle en 1958 à la signature des accords d'Évian, et analysant les motivations stratégiques du chef de l'État.

■ **De Gaulle et la guerre d'Algérie,** de Benjamin Stora (Fayard, 268 p., 9 euros).

JEUNESSE

Des hommes dans la guerre

Cette remarquable synthèse, publiée en 2010, s'intéresse aux hommes et aux femmes, civils et militaires, acteurs et témoins d'une guerre coloniale et fratricide. De 9 à 13 ans.

d'Isabelle Bournier et Jacques Ferrandez (Casterman, 72 p., 16,75 euros).

■

Kabylie twist

En France et en Kabylie, des jeunes insouciants twistent, vont au cinéma, étudient et font des projets d'avenir. Ils n'auraient jamais dû se rencontrer, mais vont être, malgré eux, entraînés dans la tourmente de la guerre.

de Liliane Bathelot (Gulf Stream, 400 p., 6,90 euros).

■

L'Algérie ou la Mort

Par petites touches impressionnistes, Virginie Buisson, fille de gendarme muté en Algérie, se remémore les détails de ces années de guerre qui ont marqué son enfance et son adolescence.

de Virginie Buisson (Gallimard, coll. « Scripto », 112 p., 7 euros).

Les appelés derrière l'objectif



350 photographies inédites en couleurs racontent l'Algérie à l'époque de la guerre. Elles ont été prises par les appelés qui, munis des simples appareils Kodachrome, ont immortalisé cette terre solaire et aride que, pour la plupart, ils n'avaient jamais vue. Ces images montrent la beauté des paysages, le quotidien des populations, mais aussi celui des soldats, loin des clichés réalisés par le service photographique des armées. Cet ouvrage est né grâce à un appel lancé auprès d'anciens appelés. Plus de 2 000 photos ont été envoyées par des centaines d'anonymes.

■ **L'Algérie en couleurs. 1954-1962. Photographies d'appelés pendant la guerre,** de Slimane Zeghidour et Tramor Quemeneur (Les Arènes, 192 p., 30 euros).

« LA TERREUR N'EST PAS UNE EXCEPTION FRANÇAISE »

Annie Jourdan n'est pas contente et le fait savoir. Elle s'irrite du discours négatif sur la Révolution française, qu'elle tient pour dominant (elle pense à François Furet, Patrice Gueniffey et Emmanuel de Waresquiel) et lui oppose une « nouvelle histoire » qui se veut défense et illustration de l'héritage révolutionnaire. La querelle se noue autour de la question de la violence révolutionnaire en général, et de la Terreur en particulier. Les adversaires d'Annie Jourdan y reconnaissent une matrice des totalitarismes contemporains. Elle s'inscrit en faux contre cette généalogie.



Ici, la Révolution est présentée comme une guerre civile opposant patriotes et contre-révolutionnaires, « forces progressistes » contre « traditionalistes ». La violence des premiers est une réaction contre les complots ourdis pour restaurer l'ancien ordre des choses. Point de vue intéressant, mais qui dilate le concept de « guerre civile » : l'expression est-elle pertinente pour la période qui court de 1789 à 1792 ? On peut aussi s'interroger sur la désignation du « peuple » ou des « contre-révolutionnaires » comme des acteurs politiques autonomes et identifiés, alors que l'on discerne plutôt des factions, des minorités agissantes, face à une masse attentiste.

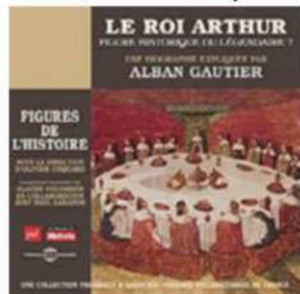
Le concept de « guerre civile » finit par devenir un outil de justification plutôt que de compréhension. Suivant Annie Jourdan, les personnes guillotinées à Paris « étaient le plus souvent bel et bien coupables de contre-révolution ou de crimes divers ». La Terreur de 1793-1794 doit être mise en rapport avec la répression d'Ancien Régime, la guerre civile d'Angleterre, la guerre de l'Indépendance américaine, les pertes militaires de l'Empire, la Terreur blanche de 1815-1816, etc. Bref, « la terreur n'est pas une exception française ».

À vouloir trop prouver, Annie Jourdan a manqué son objectif de « sauver la Révolution », car elle en arrive à amalgamer des phénomènes de nature et d'ampleur différentes. En se focalisant sur la question de la violence, elle oublie d'étudier l'œuvre concrète de la Révolution, son héritage politique (le gouvernement représentatif), économique et social (les biens nationaux) et culturel (l'instruction publique). Surtout, faute de revenir sur les origines du totalitarisme, elle échoue à réfuter les historiens qui les font remonter jusqu'à la France du XVIII[e] siècle. Stimulante et partisane, cette *Nouvelle histoire* montre surtout que la Révolution ne fait l'objet d'aucun consensus. C'est une invitation à poursuivre la recherche sur une époque qui est le nœud de l'histoire de France. THIERRY SARMANT

■ **Nouvelle Histoire de la Révolution**, d'Annie Jourdan (Flammarion, 642 p., 25 euros).

ARTHUR, LA LÉGENDE DES SIÈCLES

On ne compte plus, dans la littérature, la peinture ou le cinéma, les œuvres inspirées de la légende du roi Arthur.



Quelle est la part de réalité dans l'élaboration, longue et foisonnante, du cycle arthurien ? Professeur d'histoire médiévale, Alban Gautier livre une étude approfondie des différentes facettes du personnage, entre traditions historicisante et folklorique, dans un format sonore de quatre CD (et autant de chapitres, eux-mêmes découpés en une quinzaine de sous-parties de quelques minutes chacune). Une approche qui permet de se laisser bercer par le savoir et de l'assimiler sans y prendre garde. Pas de fioriture musicale, mais une qualité scientifique sur ce sujet passionnant. MATHILDE SAMBRE

■ **Le Roi Arthur : figure historique ou légendaire ?** Biographie expliquée par Alban Gautier (Frémeaux & associés-PUF, quatre CD, livret de huit pages, 30 euros).

LES VIKINGS REVISITÉS



Prodigieux marins, explorateurs, marchands et pirates, les Vikings suscitent bien des fantasmes et demeurent très présents dans l'imaginaire de notre époque. Leur univers nous est de mieux en mieux connu grâce à l'archéologie et à une recherche historique particulièrement dynamique. Professeur d'histoire médiévale à Yale et Suédois d'origine, Anders Winroth est considéré comme l'un des meilleurs spécialistes actuels des Vikings. C'est aussi un véritable passeur d'histoire, car son livre présente les dernières avancées de la recherche d'une manière plaisante et facile à lire. L'auteur aborde ainsi les questions les plus diverses (les expéditions maritimes, le grand commerce, la vie rurale, la religion...) à partir des fouilles archéologiques et il croise les données avec des sources littéraires – poésies scaldiques, sagas, chroniques latines et arabes. Le résultat est saisissant ! LAURENT VISSIÈRE

■ **Au temps des Vikings**, d'Anders Winroth (La Découverte, 312 p., 22 euros).



Alain Corbin fait sensation

De l'histoire des mentalités à celle des ressentis, Alain Corbin poursuit son exploration de nos sensibilités. Après *La Douceur de l'ombre*, voici *La Fraîcheur de l'herbe*. Le dispositif est identique. Une approche du sujet à travers la littérature essentiellement, une composition émaillée de citations, de souvenirs personnels et une certaine forme de sagesse. Avec des mots choisis, Alain Corbin nous transmet cette passion des émotions. LAURENT LEMIRE

■ **La Fraîcheur de l'herbe,** d'Alain Corbin (Fayard, 240 p., 18 euros).



Celle qui eut Sissi pour bru

Oubliée de l'Histoire, elle est, « grâce » au cinéma, la méchante belle-mère de Sissi ! Sissi ne voulait pas être impératrice, un scandale absolu pour Sophie de Habsbourg, imprégnée de l'idéal monarchique. Belle, intelligente, cultivée, elle redevient, dans cette biographie inédite, le pilier de la famille impériale et de la cour, et la principale conseillère et confidente de l'empereur François-Joseph, qui lui devait son trône et son mariage… J. C.

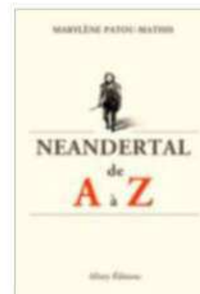
■ **Sophie de Habsbourg, l'impératrice de l'ombre,** de Jean-Paul Bled (Perrin, 303 p., 23 euros).



Les flèches de Sparte

Cité-État austère et guerrière, égalitariste d'apparence et célébrée comme telle par nos Jacobins, Sparte méritait qu'un regard scientifique revisitât les schémas anciens et les certitudes modernes qui en obscurcissent l'image. Nicolas Richer croise les sources (textes, documents, archéologie) pour dévoiler l'originalité de l'art des Spartiates, leur sens religieux, leurs valeurs et leur service militaire. JEAN-YVES BORIAUD

■ **Sparte, cité des arts, des armes et des lois,** de Nicolas Richer (Perrin, 458 p., 24 euros).



Neandertal décortiqué

Trente-cinq mille ans nous séparent et pourtant… l'homme de Neandertal, cet ancêtre longtemps considéré comme un être inférieur et « primitif », n'en finit plus de nous surprendre. Préhistorienne et directrice de recherches au CNRS, l'auteur inventorie les connaissances sur cet illustre hominidé. À la jonction de l'anthropologie, de l'archéologie et de la génétique, 500 entrées lèvent le voile sur le mode de vie et les pratiques de ce parent finalement pas si éloigné. M. S.

■ **Neandertal de A à Z,** de Marylène Patou-Mathis (Allary Éditions, 620 p., 24,90 euros).

DU NOUVEAU SUR LA BATAILLE DE BOUVINES

Le 27 juillet 1214, Philippe Auguste remporta à Bouvines une victoire éclatante sur l'empereur Otton IV, le comte de Flandres et divers barons rebelles. Objet d'une intense propagande capétienne, cette bataille est devenue un événement mythique et fondateur, une de ces « journées qui ont fait la France »… C'est d'ailleurs à ce titre que Georges Duby lui a consacré un très beau livre, en 1973. Mais un livre qui n'épuise pas tout le sujet, loin de là, comme le démontre avec maestria Dominique Barthélemy, l'un des plus fins connaisseurs du monde féodal. L'auteur ne cherche pas à réduire la bataille à une anecdote insignifiante de l'histoire de



France, comme le font les chantres du roman antinational, mais à en comprendre les véritables enjeux. Était-ce déjà un combat à mort entre la France et l'Allemagne ? L'échec de Philippe Auguste aurait-il entraîné le dépeçage du royaume ? Grâce à une analyse minutieuse des sources françaises et étrangères, l'auteur expose toutes les (fausses) lectures qu'on a faites de cet événement et mène ainsi une enquête en tout point fascinante. Le livre, écrit dans un style limpide, se lit avec un véritable plaisir. L. V.

■ **La Bataille de Bouvines. Histoire et légendes,** de Dominique Barthélemy (Perrin, 532 p., 26 euros).

ITINÉRAIRE D'UN PIONNIER DE LA PSYCHANALYSE

La vie d'Otto Gross (1877-1920), un des visionnaires de la psychanalyse, est un roman et une fresque historique des mille apports de feu la Mitteleuropa entre 1880 et 1938. Sa vie méritait d'être contée, mais là, elle est rendue addictive, comme la cocaïne dont il ne saurait se passer, au point qu'au fil des pages on rêve d'avoir rencontré pareil personnage dont notre monde est amputé.
Gross devient le maître à rêver d'une folle jeunesse avec laquelle il invente tout : l'anarchisme, la pensée libertaire, socialiste, le féminisme, le véganisme, la liberté sexuelle… Après avoir été adoubé par Freud et traité de « frère jumeau » par Jung, il sera interné par ses deux confrères ! L'enfant terrible de la psychanalyse est puni de son génie. Tandis que ses écrits se diffusent dans toute l'Europe, lui moisit à l'asile. Sa lutte contre la maltraitance des fous est exemplaire. L'internement semble le seul mode de soin dans cette Europe centrale qui est en train d'inventer la modernité.
Cazotte suggère les futurs massacres, en esquisse les conséquences, tandis que Gross poursuit sa quête de liberté, entraînant dans son sillon Cendrars, Apollinaire et les grands penseurs du temps. Gross a inventé Mai 68 et le mouvement hippie. Son extravagante existence est traversée de personnages qu'on est content de croiser là, tels Isadora Duncan, Hermann Hesse ou Kropotkine… Tous, amis, amoureuses ou disciples, sont sous le charme. Le livre s'achève alors que, dans un train de guerre, un jeune homme meurt de froid en écrivant sa fameuse « lettre au père ». C'est Franz Kafka.



On sort de ce livre empli de gratitude envers l'auteur qui a rendu son parfum à une image de la liberté, et sa grandeur à un esprit supplicié, sacrifié par la convention paternelle. L'auteur de cette petite merveille, Marie-Laure de Cazotte, a des bonheurs d'écriture du genre : « Le tracé d'un insecte xylophage dessinant ses hiéroglyphes sur le bois en dit plus long que tous les rites ne servant qu'à écarter la peur de la mort. » **SOPHIE CHAUVEAU**

■ **Mon nom est Otto Gross,** de Marie-Laure de Cazotte (Albin Michel, 350 p., 20 euros).



RÉPARER LES SURVIVANTES

Quels hivers ceux que vécut Kasia, jeune Polonaise déportée à Ravensbrück ! Livrée au délire expérimental des médecins nazis, elle sautille sur ses jambes martyrisées et reçoit, comme les autres cobayes, le surnom de « Lapin ». Outre-Atlantique, Caroline Derriday, actrice à Broadway, collecte des fonds pour aider les familles françaises et, plus tard, les déportées, notamment, les « Lapins », qu'elle fera venir en Amérique en 1964 pour « réparer » leurs corps, sinon leurs âmes. Héroïne lumineuse, Caroline a existé, de même que la sinistre Herta, seule femme médecin jugée à Nuremberg et libérée en 1952. Quant à Kasia, personnage de fiction, elle incarne la douleur de continuer à vivre sans oublier. Un premier roman qui sert l'Histoire et la mémoire. **J. C.**

■ **Le lilas ne refleurit qu'après un hiver rigoureux,** de Martha Hall Kelly (Charleston, 575 p., 22,50 euros).



1515, MARIGNAN ET MANIGANCES

Juin 1515. François Ier rêve d'un coup d'éclat pour inaugurer son règne. Mais, en sous-main, le machiavélique cardinal de Sion manigance. Pendant ce temps, la belle Héloïse Sanglar, femme apothicaire, s'en remet à son amour de toujours, le chevalier Bayard, pour retrouver son fils, disparu avec un mystérieux médaillon. Objet de toutes les convoitises, le bijou va les entraîner chacun de leur côté dans le tourbillon de l'Histoire, jusqu'au chaos final de la bataille de Marignan. C'est la Renaissance des lansquenets, des champs de bataille et des chevaliers sans peur ni reproche qui sert de cadre à cette intrigue enlevée, pleine de péripéties et de rebondissements très romanesques, voire un peu rocambolesques, dans la tradition des romans de cape et d'épée. Une fiction trépidante en forme de clou dans le cercueil du mythe Marignan. **ISABELLE MITY**

■ **Le Disparu de l'Hôtel-Dieu,** d'Éric Fouassier (JC Lattès, 532 p., 20 euros).

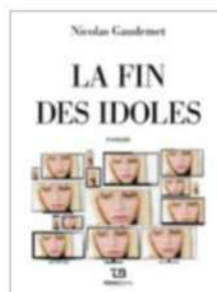
À Trieste, un homme de paix dans une ville en guerre

Comme l'écrit Mario Vargas Llosa, Claudio Magris est sans conteste « l'un des plus grands écrivains de notre temps ». Chroniqueur pour le *Corriere della Sera*, sénateur, professeur au Collège de France, il est régulièrement cité comme possible lauréat du prix Nobel de Littérature. Des livres comme *Le Mythe et l'Empire*, *Alphabets*, *Trieste*, et bien évidemment *Danube* restent des portes d'accès majeures aux mondes d'hier et d'aujourd'hui, c'est-à-dire à notre histoire dans ce qu'elle a de cyclique et de perpétuellement fuyante. Plus connu pour ses essais que pour ses romans, Claudio Magris nous offre pourtant aujourd'hui, avec *Classé sans suite*, un livre puisant, ni dans la réalité ni dans la fiction, mais dans un genre littéraire hybride qui les rassemble et les excède.
Claudio Magris, qui a toujours été passionné par la guerre, sous toutes ses formes, en toutes ses époques, situe l'action de son roman dans sa ville fétiche, Trieste, en 1945, alors qu'Allemands et Yougoslaves fascistes livrent un combat désespéré contre les forces démocratiques et les communistes, alliés aussi éphémères qu'objectifs. Au cœur de cette lutte crépusculaire, un homme vit ses derniers instants. Un personnage rél qui avait eu le projet fou d'édifier un musée de la guerre, muraille fragile destinée à promouvoir la paix dès lors qu'elle serait retrouvée.



Ainsi a-t-il entassé, pêle-mêle, dans son musée imaginaire, tout ce que la guerre a produit d'armes, d'instruments de destruction, de terreurs, de malheurs : sagaies et bazookas, armes à feu et épées, massues, grenades, tanks, arbalètes, flèches, mines, sous-marins, cartouches, explosifs, dagues, sans oublier les livres, les théories, les traités, les manuels car les mots tuent à l'égal des bombes ou des balles. Dans la réalité, le Triestin périt dans l'incendie de son musée. Dans la fiction, le romancier reprend la narration de ce récit à la mort de ce héros à la triste figure, lisant et relisant ses multiples carnets de notes qui sont autant de documents sur l'histoire récente : celle du fascisme italien. Des femmes et des hommes y sont nommés, leurs bonnes et leurs mauvaises actions sorties de l'oubli, de l'ombre. Magris chante la gloire et la honte de ces années, raconte une épopée à l'image de celles que surent vanter les anciens Grecs. Quel beau livre tragique et quelle leçon d'histoire ! GÉRARD DE CORTANZE

■ **Classé sans suite,** de Claudio Magris (L'Arpenteur, 480 p., 24 euros).



Jeu de massacre au petit écran

À regarder le monde, envahi par les écrans et la médiatisation, on se dit que *1984* est à ranger au rayon des accessoires inutiles. Rien d'étonnant donc à ce que Lyne Paradis, l'héroïne sulfureuse de *La Fin des idoles*, passe des paroles aux actes et décide de faire imploser une société gangrenée par les relations incestueuses entre médias et sommet de l'État. Son arme : les neurosciences. Un coup de maître et un cri d'alarme qui nous déstabilise. G. C.

■ **La Fin des idoles,** de Nicolas Gaudemet (Tohubohu, 478 p., 19 euros).



Un don Quichotte à Nanterre

Professeur de littérature et de civilisation espagnoles et latino-américaines, Jordi Bonells possède deux langues et plusieurs vies. Catalan de Paris, il fut successivement ouvrier relieur, veilleur de nuit, étudiant en sociologie. Sa vaste et puissante littérature, issue du grand creuset d'une matière hispanique, où violence politique et réalisme magique ne cessent de se croiser, nous entraîne cette fois dans le sillage d'un certain W. B. Katz. Ce dernier, don Quichotte des temps modernes propulsé à Nanterre en 1969, fait don à ses élèves du pouvoir de l'imagination. Flamboyant ! G. C.

■ **La Folie des autres,** de Jordi Bonells (Robert Laffont, 288 p., 20 euros).



Les confessions de Fiodor

Jan Brokken est un des plus grands écrivains néerlandais de sa génération. Parfois, ce sont les idées les plus simples qui conduisent à la plus haute des littératures. C'est le cas ici dans ce livre qui met en présence Dostoïevski et Alexandre von Wrangel, son confident oublié. Les deux hommes se racontent, évoquent l'amour et la mort, leurs soucis, leurs remords, leurs espoirs, leurs problèmes quotidiens. Jan Brokken en profite pour dévoiler des pans méconnus de la vie de l'écrivain russe. Un merveilleux voyage dans le temps et l'histoire ! G. C.

■ **Le Jardin des Cosaques,** de Jan Brokken (Librairie Vuibert, 383 p., 24,90 euros).





LE PRINTEMPS DE PRAGUE REFLEURIT

Vingt ans ! C'est le temps qu'il a fallu à Giardino pour achever sa trilogie *Jonas Fink* (les deux premiers tomes ont paru en 1994 et 1997). Au début des années 1950, Jonas est un jeune garçon essayant de faire sa place dans la Tchécoslovaquie stalinienne. Son père, un intellectuel juif, a été arrêté et déporté, et sa mère a bien du mal à survivre. Mais les années ont passé, et l'histoire reprend en 1968. Jonas s'occupe de la librairie Pinkel, dans les vieux quartiers de Prague. Sans faire de politique, il continue à fréquenter un cercle d'intellectuels qui ne suivent guère la ligne du Parti. Mais quelle est-elle, cette ligne ? Depuis l'arrivée au pouvoir d'Alexander Dubcek, un vent de liberté souffle sur le pays… jusqu'à l'intervention des forces du Pacte de Varsovie. Dans un album splendide, Giardino restitue tout le charme du vieux Prague, certes envahi par les Soviétiques, mais pas encore par les touristes ; et il montre, à travers son héros, comment un garçon qui n'aspire qu'à la paix peut se retrouver soudain emporté par le maelström de l'Histoire. L. V.

■ **Jonas Fink. Le libraire de Prague,** de Vittorio Giardino (Casterman, 176 p., 22 euros).

Robinsonnade au pays de Jules Verne



Quinze garçons naufragés qui se retrouvent seuls sur une île du Pacifique… Dans *Deux ans de vacances*, roman de 1888, Jules Verne imagine une robinsonnade subtile, car les enfants doivent lutter pour leur survie et affronter leurs préjugés : ils sont tous blancs et de bonne famille, sauf Moko, le mousse noir ; tous Britanniques, sauf les deux frères français et un Américain. Pas facile de recréer une société en miniature, quand on a hérité d'autant de préjugés nationaux, raciaux et linguistiques. Pour l'adaptation en BD, trois tomes sont prévus. Le premier permet déjà de dire que ce beau roman reçoit ici une nouvelle vie. L. V.

■ **Deux Ans de vacances (t. 1),** de F. Brrémaud, Ph. Chanoinat et Hamo (Vents d'Ouest, 48 p., 13,90 euros).

MILLE SIÈCLES D'INNOVATION



Depuis la préhistoire, l'être humain n'a cessé d'inventer, de créer pour améliorer ses conditions d'existence. La collection « Images doc en BD », qui alterne planches de bandes dessinées et pages documentaires, se prête à une présentation ludique et instructive d'un grand nombre de ses inventions. Savez-vous que les plus anciennes lampes à huile datent de – 82 000 ans ? Pour accéder aux cavernes et les explorer, les hommes ont eu l'idée de remplir un coquillage ou une pierre creuse de graisse animale et d'y ajouter de la mousse en guise de mèche. Du papyrus au courriel, du télégraphe au smartphone, de la presse écrite à Internet, cette évolution se poursuit. Mais l'innovation technologique n'a pas que des fonctions utilitaires. Jouer et se distraire font partie des motivations des inventeurs. Les plus anciens jeux de cartes connus (VIIe siècle) ont été trouvés en Chine. Quant aux échecs, ils sont nés en Inde au VIe siècle. À partir de 8 ans. V. D.

■ **Les Grandes Inventions en BD,** de Béatrice Veillon, Sophie Crépon et Pascale Bouchié (Bayard, 176 p., 18,90 euros).



SÉLECTION OFFICIELLE
UN CERTAIN REGARD
FESTIVAL DE CANNES

« UNE MISE EN SCÈNE GRANDIOSE QUI RENOUE AVEC LA GRANDE TRADITION DU CINÉMA POLITIQUE ITALIEN. »
L'Humanité

GIUSEPPE BATTISTON CHARLOTTE CÉTAIRE BARBORA BOBULOVA

APRÈS LA GUERRE

UN FILM DE ANNARITA ZAMBRANO

DOPO LA GUERRA



Design : Benjamin Seznec / TROIKA

PYRAMIDE DISTRIBUTION

L'OBS

AU CINÉMA LE 21 MARS

Courrier international

LES MILLE ET UNE VIES D'UNE CAPITALE MÉDITERRANÉENNE

Nichée dans sa baie, Alger « la Blanche », Alger « la Radieuse » offre un patrimoine culturel riche et varié qui témoigne de son histoire, à la fois tumultueuse et luxueuse.

PAR SAMIA OUIDIR

Au pied d'une colline dominant la Méditerranée, *El Bahdja* (« la Radieuse ») se déploie en amphithéâtre. Capitale de l'Algérie, elle est la ville la plus peuplée et le cœur économique et institutionnel du pays. Fondée au VI[e] siècle av. J.-C., elle est d'abord punique puis numide et devient *Icosium* sous la domination romaine. Au X[e] siècle, la cité est baptisée *Aldjazair Banou Mazghanna* – le sens demeure obscur – par le fondateur de la dynastie ziride, Bologhine ibn Ziri. Capitale de l'Algérie à partir de 1516 sous la régence ottomane, elle le reste sous la domination française en 1830 et prend pour nom Alger.

Les cent trente-deux ans de présence française en ont fait une cité à dominante occidentale dont le paysage est largement occupé par l'architecture de la période coloniale. Greffées à la casbah (la citadelle), les constructions coloniales se sont dressées en partie sur la structure de la médina (la vieille ville) puis se sont étendues sur les collines qui l'entourent. Les deux millénaires d'histoire d'Alger en ont fait un musée à ciel ouvert, offrant un parcours riche en découvertes et en surprises.



NUANCIER. Vue casbah, avec la mosquée Ketchaoua (construite en 1436 et église Saint-Philippe de 1832 à 1962), la mosquée el Djedid et le port.

MICHAEL RUNKEL - WWW.AGEFOTOSTOCK.COM

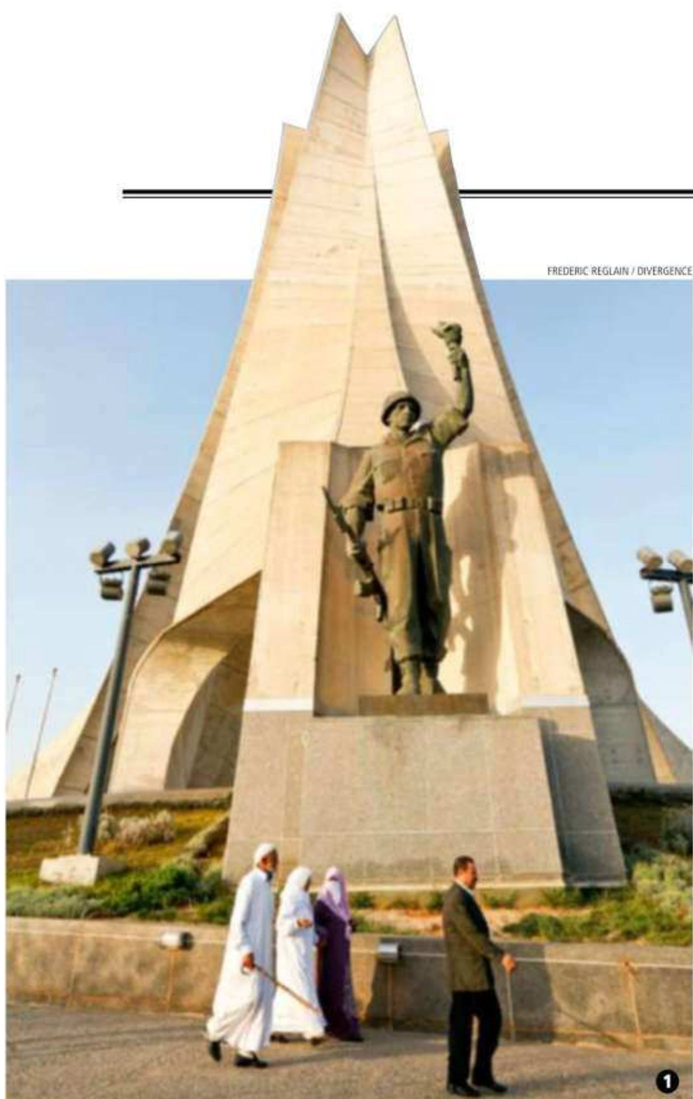
La vieille ville

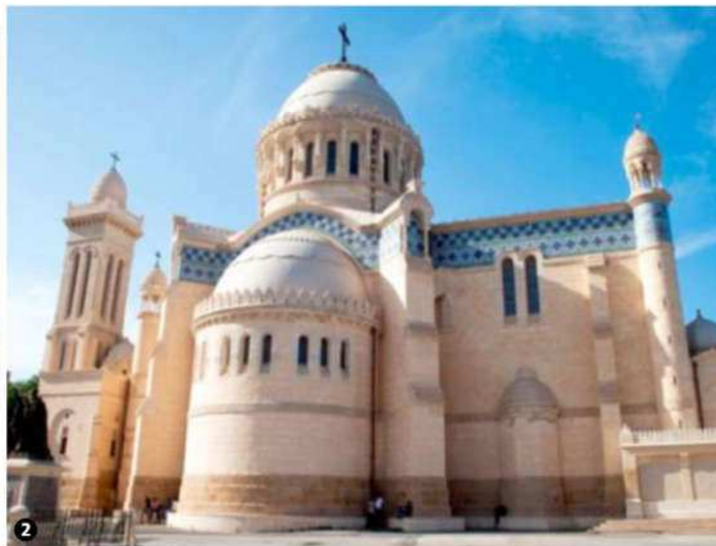
La place des Martyrs est l'une des plus grandes et des plus connues d'Alger. Ancienne « place d'Armes » ou « place du Gouvernement », elle a été aménagée par les militaires français dans la partie basse de la casbah. De part et d'autre se dressent deux édifices emblématiques de la ville : la Djamaa el-Kebir (la « Grande Mosquée »), construite au XI[e] siècle, et la Djamaa el-Djedid (« mosquée de la Pêcherie »), bâtie en 1660. Non loin de là s'élève le palais des Raïs. Datant du XVI[e] siècle, cet édifice de 4000 mètres carrés témoigne de la première période ottomane. Il est en fait constitué de trois palais et de six petites maisons, dites « maisons des pêcheurs ». Le palais abrite aujourd'hui le Centre des arts et de la culture du palais du Raïs. Classée au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1992, la vieille ville, ou *Al-Mahroussa* (« la Bien-Gardée »), est fondée sur les ruines de la cité romaine. La superficie des maisons à patios et la richesse de leur décoration intérieure variaient selon l'aisance financière des propriétaires. Quant aux palais, construits par des dignitaires ottomans, ils ont autant servi de résidences que de lieux d'exercice du pouvoir durant la régence ottomane.

La casbah cache des trésors d'architecture typiques du Maghreb central. S'aventurer dans ce labyrinthe, c'est arpenter de petites ruelles bordées de hauts murs percés aux étages de minces ouvertures. Les façades extérieures, sobres et dénuées intérêt, cachent de vastes espaces intérieurs richement décorés. Le Corbusier, qui visite la casbah pour la première fois en 1931, se montre impressionné par la situation de la ville et l'organisation de l'habitat traditionnel. Il décrit le quartier comme « l'un des lieux les plus beaux d'architecture et d'urbanisme ».

Le quartier a été longtemps une source d'inspiration pour les plus grands architectes et recèle des splendeurs, comme la villa Aziza (Dar »»

FREDERIC REGLAIN / DIVERGENCE





CHRIS BRADLEY - WWW.AGEFOTOSTOCK.COM



DR

FREDERIC SOREAU / PHOTONONSTOP



TROIS SIÈCLES D'HISTOIRE.
1. Le Mémorial du martyr, sur les hauteurs d'Alger, a été érigé en 1982 pour le 20e anniversaire de l'indépendance.
2. La basilique Notre-Dame-d'Afrique, de style romano-byzantin, s'élève sur un promontoire dans le quartier de Bologhine et a été consacrée en juillet 1872.
3. Emblématique de l'Alger française, la Grande Poste, de style néo-mauresque, est l'œuvre des architectes Jules Voinot et Marius Toudoire. Elle est située en centre-ville, à l'intersection des grands axes de la cité moderne.
4. Dans le quartier de la casbah, la mosquée El-Djedid, surnommée la « mosquée de la Pêcherie », a été bâtie en 1660 sous la régence turque.

››› Aziza), bâtie entre 1666 et 1672 par le bey de Constantine pour sa femme, Aziza. Elle servait aussi de lieu de réception pour les invités du dey (titre porté par le chef de la régence d'Alger de 1671 à 1830), puisqu'elle fait partie de la Djenina, l'ancien siège de la régence d'Alger, parti en fumée lors de l'incendie de 1844. Durant la colonisation, Dar Aziza deviendra le siège de l'archevêché d'Algérie. Après l'indépendance, elle abritera le siège de l'Agence nationale d'archéologie et de la protection des sites et monuments historiques.

La « porte du ruisseau »

En 1794, les autorités ottomanes reconstruisent la mosquée Ketchaoua. Elle est alors réhabilitée en un édifice monumental et devient l'une des plus grandes mosquées de la ville. En 1832, après la conquête, elle se mue en cathédrale (Saint-Philippe). À partir de 1845 et pendant plus d'un demi-siècle, elle subit des transformations qui vont lui donner son aspect actuel. Elle retrouvera sa fonction initiale en 1962.

Bab el-Oued (la « porte du ruisseau ») est l'une des six portes du Vieil-Alger. Mal fréquentée, cette partie de la vieille ville où s'installaient des émigrants en provenance de toute la Méditerranée devient au fil des ans un village. Ici, les arrivants trouvaient non seulement le gîte, mais aussi un moyen de subsistance : la Cantera (« carrière »), d'où était extraite la pierre utilisée dans la construction de la ville, leur fournissait des emplois. Aujourd'hui, Bab el-Oued est l'un des quartiers les plus animés de la capitale. Venus de toute la ville, les gens affluent à l'esplanade de Kettani, qui surplombe la mer : de là, on peut admirer la baie, les jardins alignés jusqu'aux hauteurs d'El-Kettar ainsi que Notre-Dame-d'Afrique. Construite de 1858 à 1872, de style byzantin, cette basilique accueille toujours les fidèles. Elle est également ouverte au public, qui s'y rend pour admirer la richesse de son ornementation. Symbole d'une tolérance aujourd'hui disparue, cette incantation se lit sur l'un des murs : « Notre-Dame-d'Afrique, priez pour nous et les musulmans. »

Au début du XXe siècle naît un nouveau style architectural qui puise son inspiration dans les traditions locales : le néo-mauresque

Au début du XXe siècle, une nouvelle génération de Français née en Algérie développe une identité propre, une certaine « algérianité ». Un engouement naît alors pour l'architecture néo-mauresque. Ainsi, à Alger, à partir de 1913, sont construits la Grande Poste, œuvre des architectes Voinot et Tondoire, la préfecture et le musée d'Art moderne d'Alger (MAMA), d'Henri Petit. Classé monument historique en 2008, le MAMA accueille au début du XXe siècle le grand magasin Galeries de France. Après l'indépendance, il sera rebaptisé « Galeries algériennes ».

Opération reconversion

Il a été ensuite cédé au ministère de la Culture, qui en a fait un musée consacré à l'art contemporain, lequel fut inauguré en 2007 à l'occasion de l'événement « Alger, capitale de la culture arabe ». L'opération de reconversion de ce grand lieu commercial en un point de rencontre artistique et culturel a été une grande réussite. Cette expérience a servi d'exemple pour d'autres projets qui voient le jour afin de redonner vie aux nombreux édifices et bâtisses d'exception que compte Alger.
La Grande Poste, monument emblématique de la ville, est un repère pour tous les Algérois. Construite en 1913, elle illustre la volonté du gouverneur de l'époque de renouer avec le style local, auquel les architectes ont emprunté les caractéristiques ornemen-

VOTRE SÉJOUR

OÙ DORMIR ?

Hôtel Saint-George C'est le plus vieil établissement de standing de la ville. Au cœur d'Alger, ce joyau 5 étoiles se dresse au milieu d'un luxuriant jardin botanique. Il est bâti sur un ancien palais du dey datant de 1516. Réhabilité en 1889 en pensionnat de jeunes filles, il est transformé en hôtel à la demande de l'ambassadeur britannique. Il devient alors le Saint-George et accueille Édith Piaf, Simone de Beauvoir, Churchill, Eisenhower et bien d'autres. Cet hôtel de style mauresque, chargé d'histoire, marie authenticité, modernité et luxe.
Hôtel El-Aurassi Inauguré en 1975, il est surnommé « le Climatiseur » par les


Le Saint-George.

Algérois. Ce gros cube de béton installé sur les hauteurs d'Alger témoigne de l'époque socialiste de l'Algérie indépendante. Ce 5-étoiles, rénové en 2011, offre l'une des meilleures vues sur la baie d'Alger.
Hôtel El-Djazaïr Cet établissement propose un large choix gastronomique, avec trois restaurants : Le Saint-George (cuisines algérienne et française), La Pagode de jade (cuisine chinoise) et le snack-bar El Yasmine. Le Saint-Georges comprend également un bar lounge, Le Dey, et une discothèque huppée.
Hôtel Es-Safir Ce 4-étoiles situé en bord de mer, à deux pas du centre-ville, est un vestige de l'époque coloniale. Anciennement Hôtel Alleti, ce chef-d'œuvre Art déco fut inauguré en 1930 (l'année du centenaire de la conquête française) par Charlie Chaplin. Il faisait partie des



DEAGOSTINI/GETTY IMAGES

ÉCUMEURS. À la chute de l'Empire romain, Alger est détruite par les invasions. Elle renaît en 980 et devient par la suite une ville prospère grâce à la piraterie (ci-dessus au XVIIIᵉ s.), dont le plus fameux représentant est Barberousse.

tales. Le bâtiment se situe au carrefour des plus grands axes de la cité. À l'ouest, le boulevard Khmisti monte en gradin jusqu'au palais du Gouvernement, où le général de Gaulle a prononcé son discours du 4 juin 1958 et sa célèbre phrase : « Je vous ai compris. » Au nord, la rue Ben-M'Hdi, encore fréquemment appelée « rue d'Isly », conduit au musée d'Arts modernes. Au sud, la rue Didouche-Mourad – ex-rue Michelet –, qui mène à la faculté d'Alger, offre un itinéraire riche en commerces, restaurants et surtout en monuments, comme la cathédrale du Sacré-Cœur, le parc de Galland et le musée national du Bardo. Classé monument historique en 1985, ce dernier, construit à la fin du XVIIIᵉ siècle dans la banlieue algéroise, était à l'origine un *djnan*, une résidence d'été qui accueillait à la belle saison les notables ottomans. Transformé en musée en 1930 – à l'occasion du centenaire de la présence française en Algérie –, il abrite des collections préhistoriques et ethnographiques présentant des vestiges trouvés en Algérie. Parmi ceux-ci, le squelette de Tin Hinan, reine des Touareg.

Le quartier de Belcourt – du nom de l'entrepreneur français qui y a construit le premier quartier, au XIXᵉ siècle – est aujourd'hui appelé « Mohamed-Belouizded ». Il doit son nom à un martyr de la révolution, natif de ce quartier et tué lors des manifestations organisées en signe de soutien au FLN en décembre 1960. Aujourd'hui, Belcourt se vide : le bâti ancien, fragilisé par les années et les séismes, est délabré. Les autorités ont décidé de lui redonner vie en mettant sur pied un projet de réaménagement urbain qui permettra à terme de valoriser le potentiel touristique du quartier.

Le poumon d'Alger

Changement d'ambiance avec Dar Abdeltif. Classé au patrimoine national, le djenan Abdeltif fait partie des joyaux de l'époque ottomane. Après 1830, le domaine Abdeltif est confisqué par les autorités coloniales, qui en font un centre de convalescence pour la Légion étrangère. La demeure devient en 1922 un monument historique et un lieu d'accueil pour les peintres français, à l'instar de Léon Cauvy, Maurice Bouviolle, Marius Debuzon et Léon Carré.

Situé en contrebas, le Jardin d'essai est un vrai musée végétal, considéré comme le poumon d'Alger. Ce paradis de 32 hectares trouve son origine au début de la colonisation. Son emplacement, sous la colline boisée où s'est installé le musée des Beaux-Arts, a été choisi en raison de son microclimat humide et presque tropical.

Ainsi s'achève cette rapide promenade dans Alger, héritière des siècles passés et riche des promesses de l'avenir, dont le patrimoine fait bien d'elle une cité radieuse, *El Bahdja*… ◆



DR

Vue de l'hôtel El-Aurassi.

adresses incontournables de la haute société et a accueilli nombre d'hommes politiques – Nelson Mandela, Patrice Lumumba, François Mitterrand (lorsqu'il était ministre de l'Intérieur dans le gouvernement Pierre Mendès France en 1954-1955), Fidel Castro, Hassan II, mais aussi Caroline et Albert de Monaco, Charles Aznavour, Georges Brassens… Il a été rebaptisé « Es-Safir » en 1984. L'établissement est en phase de restauration et de réhabilitation. Les travaux s'achèveront en 2019.

PRENEZ-EN DE LA GRAINE !

Dès le XVIe siècle, le couscous se fraie un chemin sur nos tables. Il s'impose au XIXe siècle et caracole désormais en tête des plats préférés des Français.

PAR PATRICK RAMBOURG

Le couscous est l'un des plats préférés des Français. Dans une enquête de 2006, il arrive en deuxième position après la blanquette de veau et avant les moules-frites. Cinq ans plus tard, il est toujours dans le trio de tête, venant après le magret de canard et les moules-frites.

Cela peut paraître surprenant au moment où l'Algérie, le Maroc et la Tunisie annoncent leur volonté de faire reconnaître auprès de l'Unesco le couscous comme faisant partie de leur patrimoine culturel et immatériel. Mais le rapport des Français au couscous est bien plus ancien qu'on ne le pense généralement.

Rabelais l'évoque dans *Gargantua* en 1542 : on sert « force coscossons » à un fastueux souper composé d'un grand nombre de plats. Il avait entendu le mot « couscoussou » en Provence, écrit Lazare Sainéan dans *La Langue de Rabelais* (1922-1923) : des « boulettes de farine et de viande que l'on fait frire dans l'huile ». Un plat qui est fort en usage en Algérie et dans une grande partie de l'intérieur de l'Afrique, précise-t-il encore.



CONQUIS. Le plat devient emblématique de l'emprise française sur le Maghreb.

ROGER-VIOLLET

Si le couscous désigne aujourd'hui la semoule de blé dur et le plat composé de semoule, de bouillon, de légumes, de viande ou de poisson, il diffère selon les époques et les lieux. Ainsi conseille-t-on à de jeunes Européens en 1793, pour un « voyage dans l'intérieur de l'Afrique », d'apprendre la langue locale en s'accoutumant à la nourriture des habitants, dont le couscous, qui est alors une « sorte de préparation de millet, qui se conserve longtemps & qui est très facile de digestion ». Un mémoire de 1817 sur le Sénégal nous apprend que les femmes récoltent les grains de millet, les nettoient, les « mettent en magasin » et les préparent après les avoir

LE COUSCOUS ROYAL

Traditionnellement, le couscous est préparé par les femmes. Lorsque le chef Yannick Alleno a pris en charge les restaurants du Royal Mansour, à Marrakech, en 2009, il a observé le savoir-faire des « reines du couscous » qui travaillaient dans l'établissement : des gestes ancestraux, où « l'héritage des mères est un élément quasi sacré de la transmission ». Il constate que « les trois semoules historiques ont leur accompagnement invariable : la semoule de blé dur avec le couscous d'agneau, la semoule d'orge avec le couscous à la volaille, aux fèves et aux courgettes, la semoule de blé complète avec le bœuf et les carottes fondantes ». L'idée était de partir de ce savoir-faire pour élaborer des couscous innovants. Aujourd'hui, La Grande Table marocaine *(photo)*, l'un des trois restaurants du Royal Mansour, est l'une des meilleures tables du Maroc, où se joue un dialogue constant entre tradition et innovation, comme le montre la carte : couscous de blé dur, cœur de bar de ligne, avec légumes



DR

fondants ; couscous belboula soussia au poulet, avec des navets, des courgettes, des fèves, et du bouillon au lait fermier ; pastilla croustillante au lapin avec amandes torréfiées, miel et safran de Taliouine ou le tajine d'artichauts violets et kefta de canard, avec des petits pois et de la truffe noire de l'Atlas… **P. R.**

DEUX ADRESSES

Le Touareg, 228, rue de Charenton, Paris (12e).
La Fontaine Castellane, 31, avenue Jules-Cantini, 13006 Marseille.

pilés, pour leur consommation quotidienne. Elles en font un mets nommé « couscous », « sur lequel on répand du poisson séché au soleil ou cuit à l'eau, ou de la viande de mouton ou de chèvre ou de volaille ».

Si bon, si proche…

Les livres de cuisine en proposent des recettes, comme le « couscous des Arabes » du chef Urbain Dubois dans la *Cuisine de tous les pays* (1872). La moitié d'un gigot de mouton est mise à cuire dans de l'eau avec poule, oignon, poireaux, carottes, sel et « une pincée de poudre de piment ». La semoule cuit dans une passoire au-dessus de la marmite à la vapeur du bouillon en ébullition. Ce dernier est ensuite servi dans une soupière, la semoule dans un plat creux, la viande et les légumes dans un autre plat. Le couscous peut-être assaisonné « avec du beurre, du jus et du parmesan râpé » ; dans quelques parties de l'Afrique, il se prépare avec de la semoule de maïs.

À Paris, les Expositions universelles sont l'occasion de faire connaître les cuisines de l'Empire auprès d'un large public. Celle de 1889, notamment, accueille des vendeurs de couscous sur l'esplanade des Invalides. Et l'on parlait du « café maure » et de ses « bons couscous ».

D'après un ouvrage de 1900, *L'Art du bien manger*, l'on pouvait acheter du couscous chez Hédiard, place de la Madeleine, même si l'on « ne mange pas de vrai couscouss à Paris […] fût-il envoyé […] par quelque chef arabe […] », précisent les auteurs. Ils donnent une recette, dont la garniture se compose de feuilles de menthe, de tomates, de « poivrons doux », de « petites courges », de fonds d'artichaut, de quelques abricots séchés, « dits meschmesch », et de pois chiches. Ingrédients que l'on peut au besoin remplacer, si on ne trouve pas ces légumes, par des haricots verts, des choux-fleurs ou des petits pois !

À la même époque, Jean-Baptiste Reboul présente, dans sa célèbre *Cuisinière provençale*, une recette de couscous qu'il justifie par le contexte méditerranéen : « Quoique ce mets soit essentiellement arabe, la Provence est trop en rapports suivis avec les régions nord-africaines pour que nous résistions à la demande qui nous a été maintes fois formulée de voir figurer dans notre livre ce plat exotique. »

Au début du XXe siècle, le couscous est donc déjà bien ancré dans le paysage culinaire français et il continuera par la suite à s'affirmer dans les cuisines familiales. Il apparaît ainsi régulièrement dans les publications, comme dans le *Larousse ménager* de 1926 ou encore dans le magazine féminin *Nouveauté* du 11 juin 1939, dans un dossier consacré à la cuisine d'outre-mer. ◆

Le vin

PAR GÉRARD MUTEAUD



COLLECTION KHARBINE-TAPABOR

UN VIGNOBLE EN PEAU DE CHAGRIN

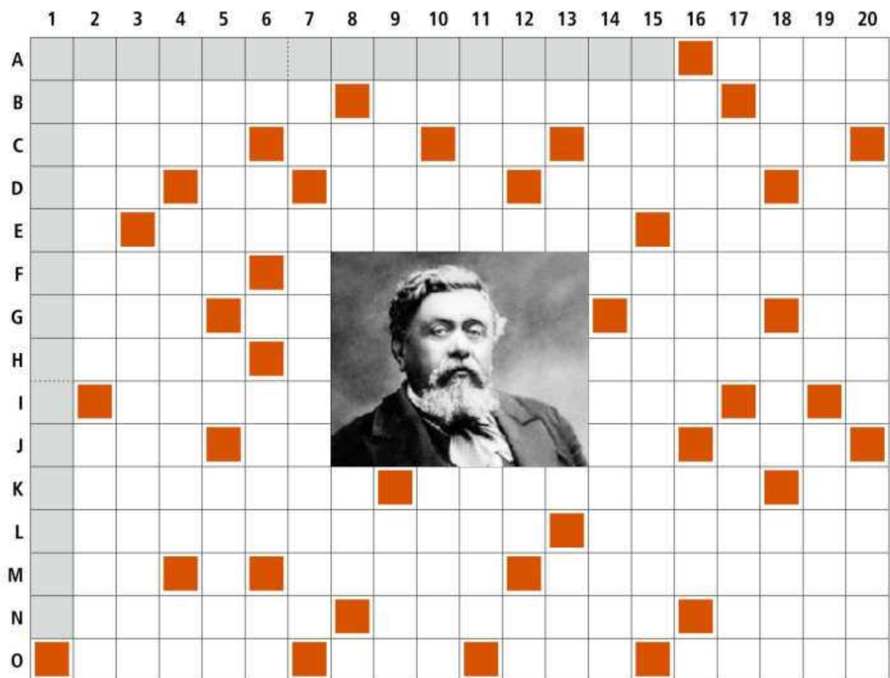
Délaissée après 1962, la viniculture algérienne tente de renaître.

La culture du vin s'est enracinée en Algérie avec l'arrivée, après 1861, de colons viticulteurs frappés en France par la crise du phylloxéra. La production a atteint son apogée en 1939 avec 17 millions d'hectolitres produits et 400 000 hectares de vignes. Les vins algériens représentaient alors près des deux tiers du commerce vinicole international, la France étant le principal client. On retrouvait souvent un peu de ces « vins médecins » dans les côtes-du-rhône et les bordeaux de l'époque, auxquels ils apportaient la couleur et la maturité qui leur faisaient défaut. Après 1962, la production s'effondre et une grande partie du vignoble est arrachée. Mais, depuis quelques années, l'État algérien, constatant que la vigne était un rempart efficace contre l'érosion des sols et qu'elle constituait un apport économique non négligeable, s'efforce de relancer l'activité. Quelque 77 000 hectares de vignes sont cultivés, dont 28 000 consacrés aux raisins de cuve. Des zones d'« appellation d'origine garantie » et l'usage des cépages ont été définis par décret. Les appellations les plus réputées proviennent des coteaux de Tlemcen, de la région de Dahra, des monts du Tessala et des coteaux de Mascara. La Société des grands crus de l'Ouest, fondée en 2001 par Rachid Hamamouche, est l'un des principaux opérateurs algériens chargé de la mise en œuvre de cette politique qualitative. Mais la volonté affichée du gouvernement se heurte à la difficulté de commercialiser les vins à cause de l'hostilité des islamistes.

Mots croisés

PAR PASCAL WION
en partenariat avec www.cruciverbiste.club

HORIZONTALEMENT : **A.** Personnage en photo. Cité du Latium qui, selon la légende, fut fondée par Ascagne, le fils d'Énée. **– B.** Ministre des Finances français qui dut démissionner en 1892 lors du scandale de Panama, dans lequel il fut mis en cause. Saint qui, selon la légende, se serait converti au christianisme après une rencontre avec un cerf. Napoléon y vainquit les Autrichiens en 1805. **– C.** Poète et dramaturge norvégien (1828-1906). Se jette dans le Rhin à Waldshut. Traverse Saint-Omer en courant. Ville du Mexique proche du site précolombien de Monte Albán. **– D.** Personnage qui a joué un rôle dans l'école des femmes (1847-1919). Victime d'un sabotage. Ancienne monnaie du Pérou. Physicien français spécialiste de la thermodynamique (1861-1916). Annonce à Marie. **– E.** Chef de tribu. Commune de la Sarthe. Ingénieur allemand à qui l'on doit l'invention du réfrigérateur (en 1876) et de la cryogénie industrielle (Carl von ...). **– F.** Ville du Piémont qui fut le chef-lieu du département français de la Doire de 1802 à 1814. Déesse de la Vengeance dans la mythologie grecque. **– G.** Famille de verriers qui fonda une cristallerie renommée à Nancy en 1878. Décor de la guerre des étoiles. Dieu grec des bergers. Ce qui vient après et l'on se retrouve sur la Côte d'Azur. **– H.** Général vendéen vaincu par Kléber à la bataille de Cholet (Maurice Gigost d'...). Cartographe allemand qui nous a laissé sa *Cosmographia universalis* (1488-1552). **– I.** Cuzco était leur capitale. En Ain ou en Ré. **– J.** Peintre italien surnommé le Guide (1575-1642). Honoré au printemps. Huile solaire. Ville de Belgique. **– K.** Son palais fut édifié sur l'emplacement de la tour de Nesle (à Paris). Pâlites. Passage de la préhistoire. **– L.** Antérieur au Déluge. Ballet composé par Adolphe Adam et créé à Paris en 1841. **– M.** N'avoue jamais, jamais. Il fut le premier président de la république de Weimar (1871-1925). Telles des femmes à qui l'on a accordé un titre de noblesse. **– N.** Général romain qui vainquit les Carthaginois à Mylae. Clarinettiste et chef d'orchestre de jazz américain (1909-1986). Ville du Pas-de-Calais où l'on peut visiter le musée du Louvre depuis 2012. **– O.** Savant hollandais qui découvrit la loi de la réfraction de la lumière (1580-1626). Acte par lequel un suzerain convoquait ses vassaux. Affluent du Rhône. Magicienne de la mythologie grecque.


RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER

VERTICALEMENT : **1.** Il fut ministre de la Justice sous la présidence du personnage en photo. **– 2.** Mathématicien français qui a inventé la balance à deux fléaux (1602-1675). Poète latin qui fut le protégé de Scipion l'Africain. **– 3.** Melpomène ou Terpsichore. Pianiste américain d'origine polonaise (1887-1982). **– 4.** Pour saluer César ou Marius, mais pas Fanny. Âme de Sanaa. Article de luxe. **– 5.** Ancienne ville d'Assyrie. À moitié grec. Point culminant de la Mauritanie (Kedia d'...). **– 6.** Instrument du hasard. Ce que devenait tout ce que Midas touchait. Coupe d'Italie. Déchiffré en remontant. **– 7.** Diavolo ou Angelico. Prisons de Rome. **– 8.** Rocambole en Espagne. Bain à l'ancienne. **– 9.** Marais où Héraclès tua l'Hydre. L'étoile la plus brillante de la constellation de la Lyre. **– 10.** Lutécium en symbole. Lettres au programme. Maréchal de France qui conspira contre Henri IV (Charles de Gontaut, duc de ...). **– 11.** Prophète biblique. Mère d'Artémis et d'Apollon. **– 12.** Lettre grecque. Avant date. Accord franco-russe. **– 13.** Ouverture de Rachmaninov. N'a donc pas été acquitté. Bel et bien chez Maupassant. **– 14.** Son château abrite le musée national de la Renaissance. Bayard aurait adoubé François I[er] sur son champ de bataille. **– 15.** Le dernier fut chassé d'Iran en 1979. Période de la Libération au cours de laquelle de nombreux collabos furent éliminés. **– 16.** Maréchal de France qui remporta à Rocquencourt la dernière victoire française des guerres napoléoniennes. Mort aux vaches ! **– 17.** Ville de la Somme où un traité fut signé en 1802 entre la France et la Grande-Bretagne. Cloporte d'eau douce. **– 18.** Saint évangéliste. Avant Jésus-Christ. Disparaît en Méditerranée après avoir traversé Perpignan. *Le Roi des aulnes*, par exemple. **– 19.** Sainte patronne de Lyon. Ravit Pâris avant d'être ravie par lui. **– 20.** À la tête d'un empire. Dans l'intimité de Landru. Land de Wiesbaden. ◆

SOLUTION DU N° 855

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
A	P	A	U	L	R	E	Y	N	A	U	D	■	V	O	L	T	A	I	R	E
B	E	U	R	Y	A	L	E	■	N	E	U	S	T	R	I	E	■	N	I	L
C	T	R	A	S	I	M	E	N	E	■	R	A	T	I	S	B	O	N	N	E
D	A	I	N	■	L	E	A	U	T	A	U	D	■	G	E	E	K	■	T	E
E	I	G	U	E	S	■	P	I	■	S	Y	E	N	E	■	S	A	P	I	N
F	N	E	S	S	■	M	■							N	I	S	■	I	N	■
G	■	D	■	S	C	I	A							E	■	A	O	S	T	E
H	L	E	C	L	E	R	C							■	S	■	R	E	I	D
I	I	D	R	I	S	■	E							T	E	L	L	■	N	E
J	R	E	I	N	A	C	H							I	X	I	O	N	■	S
K	E	L	■	G	R	E	■	Y	P	R	E	S	■	B	R	E	N	N	U	S
L	■	P	O	■	I	R	A	■	R	O	U	S	S	E	A	U	■	O	S	E
M	C	H	E	N	O	N	C	E	A	U	X	■	O	S	T	■	D	■	A	■
N	L	E	T	■	N	A	I	A	D	E	■	T	U	T	I	C	O	R	I	N
O	E	S	A	U	■	Y	S	■	O	N	T	A	R	I	O	■	L	E	T	O

SUDOKU

Le 21 juillet de cette année-là a lieu la fameuse bataille des Pyramides.

	9				2	7	1	
		7		8	6			9
2	5		7			4		
3			9				4	8
1				6				3
8	4		2		1			7
		6			7		3	4
5			4	9		6		
	2	4	6				9	

SOLUTION DU N° 855 : 1524.

La chronique DE GUILLAUME MALAURIE



DR

DE LA PUISSANCE À LA DÉCHÉANCE

J'avais 14 ans en 1968 et j'étudiais au lycée Henri-IV, qui n'était pas encore cette machine à fabriquer des élites énarchiennes. Un lycée qui, certes, excluait une majorité d'enfants d'ouvriers et d'agriculteurs, comme dans tous les lycées de France – mais un lycée qui s'ouvrait largement aux rejetons des classes moyennes, à qui un vague bac littéraire suffisait pour être enrôlés sur le marché du travail. Un lycée où les affirmations identitaires n'étaient même pas imaginables dans les cours de récré. Un lycée 100 % blanc, mais aussi 0 % féminin, puisque la mixité demeurait proscrite dans l'Éducation nationale. Dans le Quartier latin, notre base arrière, l'un de nos principaux loisirs consistait à traîner des heures à la librairie Maspero…



UN PETIT MATIN DE MAI, TOUT CE QUI SEMBLAIT INTANGIBLE ÉTAIT VAPORISÉ. LA PREUVE QUE TOUT EST PÉRISSABLE. UNE LEÇON DE VIE

Oui, je sais, tout ça fait un peu exotique et rend délicate la transmission, à l'heure du cinquantenaire, de la grande bourrasque soixante-huitarde. À la fois trop proche et trop lointaine, et, à mon âge, nous sommes menacés et de presbytie et de myopie. Ce qui m'avait fasciné alors, ce n'était pas l'occupation de l'Odéon, mais le chamboule-tout du paysage urbain par un petit matin de mai en me rendant au lycée. Ma génération n'avait pas connu la guerre et, pour la première fois, ce qui semblait intangible était vaporisé : des rues barrées par les pavés arrachés, des arbres et des autos calcinés. Et, un peu partout, des affiches saturées de couleurs et des slogans qui sentaient le muguet et le sexe. La preuve que tout est périssable ou, à tout le moins, réformable. Une leçon de vie. Mais ce que je ne voyais pas dans cette fête foraine, c'était son caractère insaisissable.

Malgré la grève générale, le pouvoir gaulliste semblait granitique, abrité derrière ses CRS et une province fort calme. C'est l'Histoire des historiens qui nous apprit par la suite que l'exécutif se dissolvait comme un tas de neige sous le soleil du printemps, que la guerre de tous contre tous n'était pas si loin. « Rien n'obéit plus, confiait de Gaulle, les ministres ne commandent plus, ça fiche le camp » ; « Le gouvernement […] n'était qu'aparté et conciliabule », se souvient Édouard Balladur. C'est l'antique adage latin relancé par 68. Toujours valide : « Il n'y a pas loin du Capitole à la roche Tarpéienne. » De la toute-puissance à la déchéance… De Gaulle ne comptait-il pas 61 % de satisfaits en avril 1968 ? ◆